CA du 13 DÉCEMBRE 2022
ANNEXE 1

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

BUDGET RECTIFICATIF

2022

Budget Rectificatif 2022
approuvé en Conseil d'Administration
le 13/12/2022

Conseil d'Administration

du 13 décembre 2022

Université de Lorraine
La Présidente

Hélène BOULANGER

Présidente

SOMMAIRE

La note de présentation de l'ordonnateur **3**

Le budget rectificatif 2022 **47**

Présentation du document budgétaire 48

Tableau n°1 : Tableau des emplois ***(pour vote)*** 50

Tableau n°2 : Tableau des autorisations budgétaires ***(pour vote)*** 51

Tableau n°3 : Dépenses par destination et recettes par origine *(pour information)* 52

Tableau n°4 : Tableau de l'équilibre financier ***(pour vote)*** 54

Tableau n°5 : Tableau des opérations pour compte de tiers *(pour information)* 55

Tableau n°6 : Situation patrimoniale : compte de résultat, CAF et tableau de financement agrégés prévisionnels ***(pour vote)*** 56

Tableau n°7 : Plan de trésorerie *(pour information)* 58

Tableau n°8 : Tableau des opérations sur recettes fléchées *(pour information)* 59

Tableau n°9 : Tableau des opérations pluriannuelles ***(pour vote)*** 60

Tableau n°10 : Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation *(pour information)* 64

Annexes **67**

Tableau de synthèse budgétaire et comptable *(pour information)* *68*

Note d'accompagnement du budget rectificatif 2022

L'élaboration d'un budget rectificatif permet d'enregistrer les modifications des autorisations et des prévisions apportées en cours d'exercice budgétaire afin d'ajuster le budget initial. Aux termes de l'article 177 du décret GBCP (Gestion Budgétaire et Comptable Publique), le budget rectificatif est préparé, voté et approuvé dans les mêmes conditions que le budget initial. Le recueil des règles budgétaires des organismes précise les cas où la présentation d'un budget rectificatif est nécessaire : révision des autorisations de dépenses à la baisse afin de maintenir le caractère soutenable du budget suite à une modification à la baisse des recettes, ou bien autorisation de nouvelles dépenses permises par une modification à la hausse des recettes. L'objectif de ce budget rectificatif 2022 est de prendre en compte les éléments budgétaires intervenus au cours de l'exercice et d'actualiser la programmation des opérations pluriannuelles.

Le premier objectif vise à intégrer les éléments intervenus au cours de l'exercice qui ont un impact budgétaire. Si les exercices 2020 et 2021 ont été marqués par une baisse des dépenses en raison des conséquences apportées par la crise sanitaire, la crise ukrainienne n'est pas non plus sans conséquence sur l'établissement. Si ce dernier s'est mobilisé pour venir en aide à la population ukrainienne (accueil de chercheurs et leur famille dans le cadre du programme PAUSE, envoi de matériel de première nécessité), il est également impacté, à plus d'un titre, par cette situation, tant au niveau de l'inflation (augmentation très forte du coût de l'énergie, des matières premières) et les mesures nécessaires et mises en œuvre pour limiter les conséquences sur ses personnels (hausse du point d'indice, notamment). Les conséquences des crises sanitaire et ukrainienne trouvent donc une traduction dans le présent document budgétaire.

Le second objectif concerne l'actualisation de la programmation des opérations pluriannuelles prévues par le décret GBCP et le Code de l'éducation. Cet objectif se décompose en trois temps. **Le premier temps** porte sur la gestion des reports prévus par le Code de l'éducation (article R719-57). **Le montant des reports pour 2022 est de 7,58 M€ en autorisations d'engagement (AE) et de 8,77 M€ en crédits de paiement (CP). Le deuxième temps** est de s'inscrire dans la démarche de déprogrammation portée par la GBCP permettant ainsi de réduire l'impact des reports et de disposer d'une programmation budgétaire plus sincère, ainsi que de mieux apprécier la réalité financière de l'établissement. La programmation étant pluriannuelle, la reprogrammation d'AE et de CP au budget initial 2023 correspond à une déprogrammation sur 2022. **Le troisième temps** de ce budget rectificatif est d'intégrer les nouvelles opérations pluriannuelles qui ont fait l'objet d'un financement par un tiers au cours de l'année 2022, et notamment des projets d'envergure tels le PIA Education et Territoires, ou encore les nouveaux programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR). **Ainsi, la note d'accompagnement du budget rectificatif présentera l'impact de la variation de la programmation budgétaire sur les opérations pluriannuelles en cours et sur les nouvelles de l'exercice. Cette programmation doit s'inscrire dans le respect des principes de sincérité et de soutenabilité budgétaire.**

Le présent document constitue la note de présentation du budget rectificatif. Cette note, conformément à la circulaire relative à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique des organismes et des opérateurs de l'État pour 2022, a pour objet d'éclairer les choix budgétaires proposés et leurs conséquences. Ainsi, elle présentera l'évolution des autorisations budgétaires et du solde budgétaire entre le budget initial et le budget rectificatif (partie 1). Elle commentera ensuite les impacts des évolutions du solde budgétaire et des opérations non budgétaires sur l'équilibre financier de l'établissement (partie 2). Enfin, elle analysera la soutenabilité du budget présenté (partie 3).

1. Autorisations budgétaires

Le présent budget rectificatif a pour objet de réviser la programmation de l'exercice 2022 faite au budget initial. Cette programmation comporte de nombreuses modifications budgétaires. Pour rappel, au budget initial, l'exercice 2022 a été adopté avec un solde budgétaire déficitaire de 25,49 M€. Au budget rectificatif, ce solde budgétaire se trouve impacté de manière très importante, avec une augmentation de 44,02 M€, pour un excédent prévisionnel attendu en fin d'exercice à 18,53 M€. Ces modifications sont dues aux reprogrammations et aux nouvelles programmations sur les opérations pluriannuelles, qui expliquent à elles seules près de 90% de la variation du solde budgétaire, du fait de recettes supplémentaires, et de dépenses en baisse. Si la variation due au second composant du budget à savoir le « fonctionnement courant » est moins importante, cela résulte de plusieurs ajustements de prévisions qui ont pu se compenser entre eux, mais qu'il est important de présenter compte tenu de leur impact.

L'augmentation des recettes est le premier point saillant de ce budget rectificatif (point 1.1), avec une augmentation de 35,54 M€. Le second point est la variation des dépenses, avec des trajectoires différentes pour les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP) qui sont en hausse de 12,38 M€ pour les AE, et en baisse de 8,48 M€ pour les CP. Ces variations seront détaillées par enveloppe des points 1.2 à 1.4.

Nous aborderons successivement les prévisions de recettes faites au budget rectificatif, avant de s'attarder à décrire les prévisions de dépenses, tant en AE qu'en CP, pour chacune des enveloppes budgétaires limitatives qui sont soumises au vote des administrateurs.

1.1. Les recettes

Le montant total des recettes prévisionnelles globalisées et fléchées s'élève à 691,68 M€ au budget rectificatif, en augmentation de 35,54 M€ par rapport au budget initial. La SCSP est inscrite au budget rectificatif à hauteur 509,80 M€, soit 74% des recettes attendues à l'encaissement en 2022. 16 % des recettes (110,61 M€) concernent des opérations pluriannuelles, et 11% du total des recettes (79,33 M€) font l'objet d'un suivi sous forme de recettes fléchées.

Pour les variations des prévisions de recettes de l'établissement de 35,54 M€ entre les budgets initial et rectificatif, cela agrège 27,81 M€ de nouvelles programmations en 2022 (+17,90 M€ pour les subventions, +9,91 M€ sur les ressources contractuelles), et 7,73 M€ de reprogrammations de prévisions de recettes en 2022, qui correspondaient à des prévisions de recettes 2021, qui n'ont pas donné lieu à encaissement au 31 décembre 2021.

Le constat de la forte augmentation des recettes au budget rectificatif par rapport au budget initial est un phénomène observé tous les ans. En effet, le budget rectificatif de fin d'année permet d'inscrire les nouveaux projets non prévus au budget initial, lesquels font l'objet de versements d'avances.

Comme l'an passé, cette augmentation atteint un niveau très important, de +35,54 M€ en 2022 (pour mémoire, +30,99 M€ au budget rectificatif en 2021). Plus des deux tiers de ces nouvelles programmations concernent les subventions publiques qui sont en forte hausse (+26,91 M€ dont 8,28 M€ de SCSP).

L'augmentation des recettes par rapport au budget initial concerne principalement celles sur opérations pluriannuelles, qui sont en hausse de 25,23 M€ (+30%), alors que les recettes dites de fonctionnement courant augmentent de 10,31 M€ (+1,8% par rapport aux prévisions faites au budget initial).

L'augmentation des recettes est retracée par compte budgétaire dans le tableau ci-dessous :

Recettes / Encaissements en M€	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BR - BI	en %
SCSP	501,563	501,525	509,798	8,274	1,6%
Fiscalité affectée	3,771	3,710	2,714	-0,996	-26,8%
Autres financements de l'État	12,927	24,513	28,479	3,966	16,2%
Autres financements publics	57,774	59,294	73,962	14,668	24,7%
Recettes propres	68,638	67,097	76,726	9,629	14,4%
TOTAL DES RECETTES	**644,673**	**656,139**	**691,679**	**35,540**	**5,4%**

110,61 M€ de recettes font l'objet d'un suivi particulier sur une opération pluriannuelle, dont 79,33 M€ sur une opération pluriannuelle dite fléchée. Pour rappel, **une opération pluriannuelle identifie des activités ou des projets qui constituent un ensemble cohérent dont le financement et le suivi doivent être assurés distinctement. Dès lors que le projet s'étend sur au moins deux exercices, les financements fléchés ou affectés sont suivis en opération pluriannuelle.** Le tableau ci-après détaille les recettes attendues en mettant en évidence les recettes des opérations pluriannuelles du fonctionnement courant. Cette distinction est importante car les recettes des opérations pluriannuelles varient beaucoup plus en cours d'exercice et d'une année à l'autre que les recettes permettant d'assurer le fonctionnement courant de l'établissement. En effet, les recettes hors opérations pluriannuelles varient de 10,31 M€ (+1,8%), tandis que les recettes des opérations pluriannuelles augmentent de 25,23 M€ (+30%). **Cette augmentation importante des recettes justifiera l'essentiel de l'amélioration du solde budgétaire constatée au budget rectificatif.**

Recettes / Encaissements en M€	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BR - BI	en %
Recettes Globalisées	585,877	592,497	612,345	19,848	3,3%
Recettes Fléchées	58,796	63,642	79,334	15,692	24,7%
TOTAL DES RECETTES	**645,988**	**656,139**	**691,679**	**35,540**	**5,4%**
Composant 1 : Fonctionnement courant	*557,038*	*570,765*	*581,072*	*10,306*	*1,8%*
Composant 2 : Opérations pluriannuelles	*87,635*	*85,374*	*110,608*	*25,234*	*29,6%*

Il est à présent possible de donner plus de détails par type de financement, selon la nature du financeur et l'origine de la recette.

1.1.1 L'évolution de la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP)

La SCSP, notifiée le 12 juillet 2022, **s'élève à 505,39 M€, dont 457,23 M€ au titre de la masse salariale (90% du total).** Le montant inscrit au budget rectificatif (509,80 M€) est supérieur au montant présenté dans la notification intermédiaire (+4,41 M€), en raison de la budgétisation par l'établissement de la compensation partielle de l'État des surcoûts de l'énergie pour 2022 et 2023 de 3,89 M€, selon les éléments transmis par le ministère le 16 novembre 2022, et de la budgétisation de la prolongation de contrats doctoraux pour 0,52 M€, selon l'engagement pris par l'État en 2020. L'inscription supplémentaire du financement de la prolongation des contrats doctoraux par le ministère avait déjà été réalisée au budget initial. **Il est à noter, en introduction, que le financement de la revalorisation du point d'indice n'est pas compensé par l'État en 2022, celui-ci le sera en revanche pour 2023.**

Par rapport aux prévisions effectuées au budget initial, la SCSP attendue à fin 2022 est en augmentation de 8,27 M€. Ces financements complémentaires de l'État sont alloués notamment au titre :

- Du fonds de compensation du surcoût énergétique pour 3,89 M€ accordés au titre d'avance pour prendre en charge une partie des surcoûts de fluides 2022 et 2023. Un second versement interviendra en 2023 et tiendra compte du montant réel des surcoûts réels et de la situation financière de l'établissement ;
- Du dialogue stratégique et de gestion (DSG) pour 1,50 M€. Ils sont obtenus dans le cadre de l'accompagnement de la trajectoire financière et salariale de l'établissement (0,5 M€ dit pérenne), des moyens pour la filière STAPS (2 postes pour 0,12 M€), du soutien d'actions de transformation structurelle (0,25 M€), ainsi que pour les projets portés par l'établissement (0,25 M€ pour la gestion physique des biens, 0,20 M€ pour le calcul Lorrain et 0,18 M€ pour un entrepôt lorrain pour les données de la recherche) ;
- Des moyens alloués sous forme d'actions spécifiques (Handicap, PEEL, CNU, CRFCB, ...) pour 0,87 M€ ;
- Du Plan de Relance pour 0,74 M€, ce qui comprend le financement par l'État de places supplémentaires pour la réussite étudiante pour +0,51 M€ et le financement de services numériques aux étudiants pour 0,23 M€ ;
- De la revalorisation indemnitaire de la filière administrative pour 0,59 M€, et dont la mise en œuvre est prévue au 1er décembre 2022 dans l'établissement ;
- De la compensation de l'indemnité inflation pour 0,34 M€, et payée aux agents concernés en janvier de cette année.

Le tableau ci-après reprend les données de la SCSP notifiée le 12 juillet 2022 (505,39 M€), auxquelles a été ajoutée la compensation du surcoût énergétique dont l'établissement a été notifié le 16 novembre 2022, et le coût de la prolongation des contrats doctoraux suite à la crise sanitaire de 2020 :

SUBVENTION POUR CHARGE DE SERVICE PUBLIC	en M€
Crédits de masse salariale hors Plan de Relance	**456,461**
Masse salariale – Socle 2022	447,611
LPR 2021 et 2022 (dont AS)	3,686
Protection sociale complémentaire	1,313
Financement DSG	1,120
Réforme des études de santé (dont action spécifique)	0,741
Révision filière adm + PPCR 2022	0,696
Autres actions spécifiques (IUF, PEPITE)	0,480
Moyens attribués au titre de la Loi ORE	0,357
Indemnité inflation	0,341
Autres ajustements de masse salariale intervenus en 2022	0,116
Crédits de masse salariale Plan de Relance	**0,765**
Prolongation des contrats doctoraux – crise sanitaire	*0,518*

SUBVENTION POUR CHARGE DE SERVICE PUBLIC	en M€
Crédits de fonctionnement hors Plan de Relance	**47,927**
Fonctionnement	37,800
Compensation des exonérations de droits d'inscription	4,566
Financement et fonctionnement des PPP	2,741
LPR 2022 – Moyens aux labos + dotation démarrage	0,880
Mise en accessibilité, sûreté et en sécurité des locaux	0,740
Aides spécifiques étudiants en situation de handicap	0,480
Autres actions spécifiques	0,720
Crédits de fonctionnement Plan de Relance	**0,233**
SCSP TOTALE NETTE notifiée le 12 juillet 2022	**505,39**
Compensations surcoûts de l'énergie	*3,894*
TOTAL SCSP PREVISIONNELLE INSCRITE AU BR 2022	***509,798***

1.1.2 L'évolution de la Contribution Vie Étudiante et de Campus (CVEC)

La CVEC prévue au budget rectificatif est en baisse de 1 M€ par rapport aux prévisions faites au budget initial. La diminution attendue de la CVEC résulte en effet du décalage de versement du premier versement réalisé pour l'année universitaire 2022-2023. Celui-ci était jusqu'à présent versé le 15 décembre de l'année (2022), et devrait être versé au plus tard le 20 janvier de l'année suivante (2023) suite au projet de décret en cours modifiant ce calendrier de versement.

1.1.3 L'évolution des financements publics hors SCSP

Les financements publics concernent tous les projets bénéficiant d'une **subvention publique** (PIA, CPER, Plan de Relance, ANR, Europe, collectivités territoriales, autres financeurs publics). **Ces financements publics sont budgétés à hauteur de 102,44 M€, en augmentation de 18,63 M€ par rapport au budget initial. Il s'agit du type de financement sur lequel les principales hausses de recettes sont constatées au budget rectificatif par rapport aux prévisions faites au budget initial.** Ces variations résultent, à la fois, d'une **reprogrammation en 2022** de recettes publiques sur opérations pluriannuelles attendues en 2021 et non encaissées au 31 décembre 2021 **pour 6,44 M€**, et de **l'inscription de 12,21 M€ de nouvelles recettes.** Les recettes publiques représentent près

de 15% des recettes prévues par l'établissement au budget rectificatif. **Parmi l'ensemble des subventions publiques hors SCSP, 88,30 M€ sont suivis sur des opérations pluriannuelles, soit 86 %.**

Il est à noter que le financement de l'I-SITE LUE pérennisé par les intérêts générés par les dotations non consomptibles de l'État est actuellement suivi en dehors des opérations pluriannuelles. En accord avec la nouvelle équipe politique de l'établissement, ce projet sera suivi en opération pluriannuelle à partir de 2023.

Le tableau ci-après détaille des variations des subventions publiques selon qu'elles financent le fonctionnement courant ou une opération pluriannuelle :

Recettes / Encaissements en M€	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BR - BI	en %
Subventions Publiques	**70,701**	**83,807**	**102,442**	**18,634**	**-18,2%**
Composant 1 : Fonctionnement courant	4,001	13,680	14,141	0,462	-3,3%
Composant 2 : Opérations pluriannuelles	66,700	70,128	88,300	*18,172*	*-20,6%*
dont recettes fléchées	*54,289*	*61,028*	*77,932*	*16,904*	*-21,7%*

Dans le détail, les financements publics prévus au budget rectificatif, regroupent :

- **33,37 M€ de subventions versées par l'ANR** (+11,58 M€ au BR) dont 19,45 M€ de financement au titre des investissements d'avenir (LUE, ORION, SIRIUS, Education et Territoires, PEPR...) et 9,91 M€ correspondant aux intérêts perçus au titre de la dévolution de LUE. Le reversement (0,59 M€) à l'INRAE pour le LABEX ARBRE dans le cadre de LUE étant géré en compte de tiers (cf. tableau 5), il n'est pas inscrit en tant que recette budgétaire.
- **28,48 M€ de subventions versées par l'État** (+3,97 M€ au BR), ce qui inclut les financements dans le cadre du CPER ou France Relance ;
- **17,68 M€ de subventions versées de l'Europe** (-1,48 M€ au BR), au titre des projets financés pour les programmes FEDER, H2020, INTERREG ou ERASMUS ;
- **9,46 M€ de subventions versées par la Région Grand Est** (+1,76 M€ au BR), ce qui inclut le financement de la recherche ou des projets Pacte Compétences ;
- **13,45 M€ de financements des autres collectivités et établissements publics** (+2,82 M€ au BR), ce qui inclut les versements de Metz Métropole, ou des conseils départementaux.

Pour donner des exemples concrets aux fortes hausses constatées sur les financements publics, on peut mettre en lumière les recettes de certains projets qui connaissent d'importantes variations au budget rectificatif de fin d'année :

- Le **projet d'investissement d'avenir Education et territoires,** notifié à l'Université en juillet. Ce projet qui vise à exposer tous les étudiants à l'entrepreneuriat, à la recherche et aux défis du développement durable, tout en favorisant l'ancrage territorial de l'Université tant au niveau de la formation, que pour la diffusion des savoirs et l'insertion professionnelle. Pour ce projet, une **avance de l'ANR de 1,74 M€ est prévue** ;

- Le **projet d'investissement d'avenir PLEIADES**, qui fait l'objet de nouvelles inscriptions en recettes à hauteur de 1,70 M€ pour un total d'encaissements attendus à hauteur de 2,10 M€ ;
- Le **PEPR DEFMAL** « Défenses contre les programmes malveillants » pour lequel une première recette de l'ANR de 0,54 M€ est prévue pour un total de 1,81 M€ pour l'université sur la durée du projet ;
- **Les projets immobiliers, pour lesquels 3,53 M€ de nouvelles recettes ont été inscrites sur 2022**, dont 1,38 M€ supplémentaire sur le projet CPER 2015-20 finançant les travaux sur le Saulcy. Cela concerne essentiellement des avances de l'État au titre du financement des dépenses prévues sur les 6 prochains mois des projets. 0,97 M€ de recette de l'État a également été inscrit pour le financement du plan de Résilience qui vise à réaliser des travaux pour réduire, à très court terme, la dépendance aux énergies fossiles. La totalité des recettes prévues par l'État est versée en 2022, alors que les dépenses vont s'étaler en 2022 et 2023. On peut noter également l'inscription de 0,23 M€ supplémentaire au titre des avances perçues pour les projets du Plan de Relance volet immobilier pour un total attendu de 14,46 M€ d'encaissements en 2022 au titre de ces travaux ;
- **Les projets de mobilité Erasmus pour lesquels 3,30 M€ de nouvelles recettes ont été inscrites.** Ces nouvelles recettes correspondent aux nouveaux moyens notifiés par l'Europe au titre de 2022 pour 2,26 M€, ainsi que 0,69 M€ qui correspond à un avenant financier réévaluant et prolongeant les projets de mobilité de 2020, ainsi que des reprogrammations des soldes attendus sur les projets de 2019 pour 0,33 M€ ;
- **Les projets financés dans le cadre du Pacte Compétences de la Région pour 2,20 M€.** Pour ces projets, la Région avait prévu de verser la moitié des financements dès 2021 au titre d'avances, et pour un montant de 2,00 M€. Ces sommes ont été encaissées au début de l'année 2022, et ont donc été reprogrammées en 2022, auxquelles a été ajouté 0,2 M€ au titre de versements complémentaires sur ces projets ;
- **L'inscription de nouvelles recettes au titre des projets de recherche ANR hors investissement** d'avenir pour 4,55 M€, dont 0,50 M€ au titre du préciput ANR ;
- **Le projet Carnot ICEEL, qui fait l'objet de nouvelles inscriptions de recettes pour 2,61 M€.** Cela résulte de changements dans les modalités de versements opérés par l'ANR entre l'abondement 2021 et 2022. A partir de 2022, la totalité de l'avance pour l'établissement est versée à la signature du contrat, alors que celle-ci était versée en trois fois jusqu'à présent. Deux versements importants ont donc lieu en 2022 : le versement de l'échéance principale correspondant à l'abondement 2021 soit 1,12 M€, auquel s'ajoute 1,49 M€ de versements pour l'abondement 2022 au titre d'avance (90% du total) ;
- **Le projet ERASMUS MUNDUS GENIAL financé par l'UE**, dans la mesure où le versement de 1,73 M€ prévu en 2021 a été encaissé en tout début d'exercice 2022, cette somme est donc reprogrammée en 2022, à laquelle s'ajoute le versement prévu pour 2023 pour 0,11 M€.
- **Les bourses UFA, qui font l'objet de nouvelles inscriptions pour 0,77 M€ ;**
- Les recettes issues des dons en hausse de 0,65 M€, ceci intégrant le don de l'association PROGEPI à l'UL pour 0,35 M€ ;

Les recettes **issues de la dotation non consomptible de LUE pérennisé sont prévues en hausse de 0,58 M€,** cela agrégeant une modification du montant de la dotation non consomptible qui entraîne une augmentation des intérêts annuels de 1,17 M€, et une baisse de ce montant de 0,59 M€, une partie des intérêts étant gérés en compte de tiers et destinés à l'INRAE dans le cadre du LABEX ARBRE ;

- **Des recettes en baisse sur les projets européens de recherche pour 6,09 M€,** dont -1,03 M€ sur SONOMA, ou TALISMAN -0,47 M€. Il s'agit essentiellement de déprogrammation de recettes sur les exercices ultérieurs, et non d'une baisse résultant de soldes qui ne seraient plus versés ;
- Le projet I-SITE LUE pour la période probatoire dont les recettes sont en baisse de 1,04 M€, celles-ci ayant été encaissées en 2021.

Il faut relever que, comme l'an passé, il existe un nombre très conséquent de projets qui font l'objet de versements d'avances importants qui conduisent à un gonflement du solde budgétaire et de la trésorerie. C'est notamment le cas de LUE dévolue ou des projets PIA qui sont en phase d'initiation et pour lesquels les recettes perçues sont aujourd'hui largement supérieures aux dépenses prévues, la tendance ayant vocation à s'inverser sur les exercices ultérieurs.

1.1.4 L'évolution des recettes propres

Les autres recettes propres (hors CVEC) sont budgétées à hauteur de 76,73 M€, en augmentation de 9,63 M€ par rapport au budget initial. Ces prévisions recouvrent les recettes générées par l'activité courante de l'établissement (droits d'inscription, formation continue, taxe apprentissage, valorisation, prestations diverses...). **Le niveau des recettes propres est attendu en hausse de 8,09 M€ par rapport à 2021 (+12%)**, ceci résultant essentiellement des hausses, prévues au budget initial, des recettes de la formation professionnelles (apprentissage et FC) ainsi que de la hausse très importante des recettes de valorisation. Les mouvements sont décrits dans le tableau présenté ci-dessous :

RECETTES PAR ORIGINE (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	BR 2022	Variation BR - BI
Droits d'inscription	14,489	14,568	14,655	0,087
Formation professionnelle, diplômes propres et VAE	24,774	24,322	32,065	7,743
Taxe d'apprentissage	2,449	2,508	2,676	0,169
Contrats et prestations de recherche hors ANR	0,672	0,642	0,565	-0,077
Valorisation	4,693	5,057	8,909	3,852
Subventions acteurs privés (associations, fondations, ...)	1,794	0,954	2,503	1,549
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	0,366	0,338	1,071	0,733
Autres recettes	19,401	18,708	14,281	-4,427
TOTAL RECETTES PROPRES	**68,638**	**67,097**	**76,726**	**9,629**
dont opérations pluriannuelles	14,261	*10,596*	*16,124*	*5,528*

21% des recettes propres sont suivies en opérations pluriannuelles, soit 16,12 M€. Cela concerne essentiellement les contrats de collaboration de recherche avec un partenaire privé, les actions de valorisation de la recherche et les subventions allouées par des financeurs hors de la sphère publique (fondations, associations, ...).

En termes de variation statistique, l'augmentation des recettes propres au budget est surtout marquée au niveau de ces mêmes **opérations pluriannuelles,** avec une augmentation de 5,53 M€ pour ces dernières (+52%). Ceci résulte de l'agrégation de la **reprogrammation de recettes prévues en 2021 et non encaissées au 31 décembre 2021 pour 1,77 M€ et de la programmation de 3,87 M€ de nouvelles recettes.** Parmi ces montants sont particulièrement concernées des variations au niveau des contrats de recherche avec des partenaires privés, ainsi que les versements de l'Agence Régionale de Santé pour le financement des praticiens agréés-maîtres de stage des universités (PAMSU) pour l'encadrement des étudiants des 2ème et 3ème cycles :

- S'agissant **des contrats de recherche**, les recettes sont en **hausse de 3,85 M€**. Ceci résulte de la contraction de reprogrammations en 2022 de 1,24 M€ de recettes initialement prévues en 2021 et pour 2,61 M€ de nouvelles recettes.
- S'agissant du **financement des PAMSU**, les recettes sont en **baisse de 1,27 M€, pour s'élever à 0,58 M€ au budget rectificatif.** En effet, un projet de convention est en cours de finalisation entre l'ARS et l'Université de Lorraine au sujet de l'utilisation des excédents de recettes perçues par l'établissement entre 2019 et 2021. En effet, l'ARS versait des recettes qui étaient supérieures aux dépenses constatées par l'Université, ce qui a conduit à l'inscription d'une provision de 3,22 M€, en vue d'un reversement de cette somme à l'ARS. Au cours d'une rencontre avec l'Université, l'ARS a indiqué ne pas vouloir récupérer ces excédents, mais que ceux-ci devront financer les dépenses des PAMSU sur 2022 et 2023, en conséquence de quoi les recettes 2022 provenant de l'ARS ont été déprogrammées.

L'ensemble des opérations pluriannuelles fait l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau 9 en dépenses et en recettes.

Enfin, parmi les recettes suivies indifféremment sur projet pluriannuel ou dans le budget de fonctionnement courant des entités, on peut relever **une hausse des recettes de formation continue et de l'apprentissage pour 7,74 M€,** ceci agrégeant des recettes en hausse pour le CFA de 1,86 M€, ainsi que des recettes en hausse pour les composantes de 1,50 M€ pour les prestations de formation continue et d'apprentissage suivies en dehors du CFA. Cette hausse est amplifiée par des effets de corrections au niveau des prévisions faites par les composantes, avec une requalification de 4,39 M€ de recettes d'apprentissage initialement prévues en « autres recettes » en formation professionnelle. Ceci explique ainsi la baisse constatée en parallèle sur les « autres recettes » de - 4,43 M€. Au total, les recettes de formation professionnalisante sont prévues à 32,07 M€ (dont près de 22 M€ pour celles issues des formations par apprentissage) au budget rectificatif (soit 4,7% des recettes), soit une augmentation de 7,29 M€ en comparaison avec les encaissements de 2021, qui provient principalement des recettes issues de l'apprentissage.

Enfin, pour les recettes d'apprentissage, il conviendra d'analyser en 2023 l'impact sur le niveau des recettes de la fin du dispositif incitatif « 1 jeune1solution » effectif pour tous les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2022, dispositif pour lequel les entreprises qui embauchent peuvent bénéficier d'une aide jusqu'à 8.000 €.

Après avoir étudier les recettes, il est à présent possible d'évoquer la question des dépenses.

1.2. Les dépenses de personnels

1.2.1 Tableau des emplois

Le plafond d'autorisations d'emplois État indiqué dans la notification intermédiaire de juillet pour l'année 2022 est de 6 223 ETPT, comptabilisant 16 emplois supplémentaires par rapport au budget initial (c'est-à-dire à la notification intermédiaire d'août 2021). Cela correspond aux 7 emplois des chaires de professeur junior et à 6 contrats doctoraux attribués au titre de la LPR 2021, à 4 emplois de personnels de santé attribués dans le cadre de la révision des effectifs de médecine, à l'octroi d'un PRAG chargé de recherches documentaires, et à la régularisation d'un PUPH en surnombre et la fin d'un contrat doctoral 2018 sur l'appel à projet « coordination internationale ».

Concernant les emplois financés hors SCSP (Subvention pour Charges de Service Public)**, le plafond d'emplois diminue de 45 ETPT. Il est arrêté à 1 130 ETPT.** Cette variation résulte essentiellement de la révision à la baisse du nombre de recrutement de personnels contractuels non permanents financés sur ressources propres des composantes (cf. point suivant.)

Le nombre maximal d'ETPT proposé au vote du Conseil d'Administration pour l'exercice 2022 est de 7 353.

1.2.2 Autorisations d'Engagement (AE) et Crédits de Paiement (CP) de Masse salariale

Le montant des dépenses en AE et CP de l'enveloppe de personnel inscrit au budget rectificatif 2022 s'élève à 513,50 M€, en très légère hausse par rapport au budget initial 2022 (+1,70 M€, soit +0,33%), bien que la revalorisation du point d'indice à compter du 1er juillet représente un surcoût de 7 M€ pour l'établissement sur l'exercice. Les variations sont retracées selon leur origine dans le tableau ci-dessous :

Enveloppe de masse salariale AE = CP (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR / BI	Variation en %
prise en charge sous plafond État	441,658	447,206	0,000	5,685	452,891	5,685	1,3%
prise en charge hors plafond État	57,794	64,594	1,176	-5,161	60,609	-3,985	-6,2%
dont Opérations pluriannuelles	*24,726*	*28,296*	*1,176*	*-5,490*	*23,981*	*-4,315*	*-15,2%*
TOTAL AE/CP DE PERSONNEL	**499,452**	**511,800**	**1,176**	**0,524**	**513,500**	***1,700***	***0,3%***
Enveloppe hors Recherche	**478,891**	**491,066**	**0,502**	**3,876**	**495,444**	**4,377**	**0,9%**
Enveloppe Recherche	**20,562**	**20,734**	**0,674**	**-3,352**	**18,056**	**-2,677**	**-12,9%**

Par rapport aux dépenses prévues au budget initial 2022, l'augmentation du budget en masse salariale provient, d'une part, des dépenses prises en charge sous plafond État pour 5,69 M€, tandis que les prévisions de dépenses en masse salariale hors plafond État financées notamment à partir de ressources contractuelles, sont en baisse de 3,99 M€.

Concernant les variations au niveau des dépenses qui sont prises en charge au **niveau de l'établissement,** on retrouve :

- **La revalorisation du point d'indice de 3,5% au 1er juillet 2022, qui a un impact de +6,8 M€ sur le niveau des dépenses de personnel sous plafond État ;**
- L'ajustement du montant de la masse salariale existante prise en charge par l'établissement, qui a été réévaluée de 0,84 M€ par rapport au budget initial ;
- L'augmentation des dépenses liées à la GIPA pour 0,2 M€ par rapport aux prévisions faites au budget initial, en raison du niveau de l'inflation ;
- La déprogrammation de la prévision pour la RIPEC C2 et C3, pour laquelle 1,38 M€ était prévu, car le paiement interviendra seulement en 2023, avec effet rétroactif au 1er octobre 2022 ;
- La réduction des dépenses prévues par les effets du repyramidage des enseignants-chercheurs. Cette dépense était prévue à hauteur de 0,21 M€ et ne sera faite qu'en 2023. Il est à noter que cette dépense aurait dû être faite dès 2021 et que les dépenses des années 2021 et 2022 seront rattrapées en 2023 ;
- L'absence de dépenses liées aux primes des personnels hospitalo-universitaires (-0,15 M€) qui sera mise en œuvre en 2023 ;
- La baisse de 0,42 M€ au titre de la revalorisation des médecins de prévention, qui n'a pas été mise en œuvre en 2022.

Pour les dépenses qui n'ont pas pu être réalisées en 2022 bien qu'elles aient été prévues, ceci s'explique par des décrets dont la publication a été plus tardive qu'espérée, et pour lesquelles s'ensuit un processus de dialogue avec les organisations syndicales, ainsi qu'un passage obligatoire dans les différentes instances de l'établissement, couplé à la nécessaire analyse de l'ensemble des dossiers des repyramidages des E-C et à la C3 du RIPEC. Ainsi, les dépenses qui auraient dû être effectuées règlementairement cette année et n'ont pu être faites seront réalisées l'an prochain, avec effet rétroactif. Ce montant est estimé à 1,70 M€ et fera l'objet d'une écriture en charge à payer en comptabilité générale.

Concernant les dépenses de masse salariale ne relevant pas du plafond État et financées principalement sur ressources contractuelles, celles-ci sont en baisse de 3,98 M€. Ceci agrège une baisse des dépenses de personnel de 4,32 M€ sur les opérations pluriannuelles, alors que l'on constate une légère hausse de 0,33 M€ sur les dépenses de personnels suivies sur les budgets de fonctionnement courant des entités, qui correspond globalement à l'impact de la revalorisation du point d'indice appliquée aux contractuels.

Ainsi, ce sont **2,68 M€ de crédits de personnel qui sont déprogrammés sur les opérations pluriannuelles suivies sur l'enveloppe recherche**, ceci agrégeant un report de 0,67 M€ de crédits de personnel ouvert en 2021 et non consommé au 31 décembre 2021, et une déprogrammation de 3,35 M€ de crédits de personnel. Les déprogrammations les plus importantes concernent le projet I-SITE LUE probatoire (-1,18 M€ par rapport aux données du budget initial), le projet France Relance Recherche et Développement (-0,30 M€) ou le projet EXIST (-0,27 M€).

Pour les **projets suivis en dehors de l'enveloppe recherche, 1,64M€ de crédits de masse salariale est déprogrammé**, agrégeant un report de 0,50 M€ de crédits ouverts sur opérations pluriannuelles en 2021 et non consommé au 31 décembre 2021, ainsi qu'une déprogrammation de 2,14 M€ de crédits de masse salariale sur les exercices suivants. Les principales déprogrammations concernent les PIA, avec 0,41 M€ de crédit de personnels déprogrammé sur ORION, 0,49 M€ sur PLEIADES ou 0,14 M€ sur SIRIUS. Nous pouvons également citer le projet LIESSE qui n'a pas pu aller à son terme et pour lequel 0,46 M€ de crédits de personnel a été déprogrammé. Ces importantes déprogrammations qui touchent la plupart des projets ne sont pas compensées par les nouvelles programmations qui peuvent exister par ailleurs (+0,12 M€ dans le cadre du projet financé par le DSG en vue de la réconciliation de l'inventaire physique et comptable).

1.3 Autorisations d'Engagement en investissement

Au budget initial, les AE d'investissement étaient prévues à hauteur de 39,60 M€. **Celles-ci sont budgétées au budget rectificatif à 47,27 M€, soit une augmentation de 7,66 M€ (+19%),** qui concerne pour l'essentiel les programmations sur les opérations pluriannuelles. La part des reports des AE en investissement non consommées en 2021 sur les opérations pluriannuelles représente 3,24 M€, tandis que les nouvelles programmations faites entre le budget initial et rectificatif s'élèvent à 4,24 M€.

La répartition des dépenses d'investissement entre les différentes enveloppes du budget, ainsi que la reprogrammation inhérente aux reports sur opérations pluriannuelles, sont retracées dans les tableaux ci-après.

Enveloppe d'Investissement AE (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR - BI	Variation en %
Enveloppe Projets de recherche	**8,297**	**5,977**	**0,481**	**0,708**	**7,165**	**1,188**	***19,9%***
Hors Enveloppe Recherche	**63,698**	**33,627**	**2,757**	**3,717**	**40,101**	**6,474**	***19,3%***
dont Fonctionnement courant	9,156	9,414	0,000	0,467	9,881	0,467	5,0%
dont Opérations pluriannuelles	54,542	24,213	2,757	3,250	30,220	6,007	24,8%
TOTAL AE D'INVESTISSEMENT	**71,995**	**39,604**	**3,238**	**4,425**	**47,267**	**7,663**	***19,3%***

L'augmentation des AE d'investissement de 7,66 M€ au budget rectificatif s'explique à 94% par la programmation réalisée sur les opérations pluriannuelles, et notamment les opérations immobilières.

Les dépenses d'investissement dites de fonctionnement courant de l'établissement sont en légère hausse (+0,47 M€, soit +5%) et s'élèvent à 9,88 M€ au budget rectificatif. Cette différence agrège des demandes des entités pour bénéficier de crédits d'investissement supplémentaires au détriment de crédits de fonctionnement pour plus de 2 M€, alors que dans le même temps, les composantes ont déporté 1,6 M€ de ces moyens en investissement prévus sur leur budget courant vers des opérations pluriannuelles et notamment immobilières.

Concernant le détail des engagements prévus sur les opérations pluriannuelles, celui-ci est donné dans le tableau ci-dessous, mettant en avant le poids des opérations immobilières :

Enveloppe d'Investissement AE (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR - BI	Variation en %
Contrats de recherche	8,297	5,977	0,481	0,708	7,165	1,188	19,9%
Contrats de formation continue	0,234	0,302	-0,034	0,137	0,406	0,104	34,4%
Contrats d'enseignement	1,249	3,199	-0,099	0,387	3,487	0,288	9,0%
Opérations Campus et PPP	0,219	0,000	0,053	-0,040	0,013	0,013	
Opérations Immobilières	47,803	15,135	2,511	2,876	20,522	5,387	35,6%
Autres opérations d'investissement	5,037	5,577	0,325	-0,111	5,792	0,215	3,8%
TOTAL AE D'INVESTISSEMENT	**62,839**	**30,190**	**3,238**	**3,957**	**37,386**	**7,195**	**23,8%**

Pour les opérations pluriannuelles, comme cela a été indiqué en introduction, les principales variations entre le budget initial et rectificatif concernent les **opérations d'investissement immobilier (hors Campus)**. Cette augmentation agrège un report de 2,51 M€ d'AE d'investissement non consommées en 2021 (1,16 M€ de report sur le plan France Relance, 0,54 M€ sur le projet CPER du Campus du Saulcy), et de nouvelles programmations pour 2,88 M€, qui intègre l'opération Résilience, financée par l'État pour laquelle 1,21 M€ d'AE est prévue, et qui vise à réaliser des travaux pour réduire à très court terme la dépendance aux énergies fossiles. Au budget rectificatif, **les engagements sur les opérations immobilières sont prévus à hauteur de 20,52 M€, soit 44% des AE d'investissement prévues par l'établissement**. On trouve notamment des programmations de 5,02 M€ sur le projet CPER 2015-20 Campus Carnot-Ravinelle, 5,02 M€ sur les travaux d'efficacité énergétique, 3,79 M€ sur les opérations de travaux relevant du gros entretien-renouvellement-sécurité, et 3,31 M€ sur les projets CPER visant à effectuer des travaux sur le campus du Saulcy (Bâtiment D, notamment).

Il faut également souligner que les composantes viennent, en 2022, encore financer des travaux visant les bâtiments qui leur sont affectés pour 2,90 M€, en utilisant les recettes générées par leur fonctionnement courant (formation continue, apprentissage), et en rendant des moyens initialement programmés à leur budget en 2022 (en fonctionnement pour 2,04 M€ et en investissement pour 0,86 M€). Ces apports entraîneront essentiellement des dépenses supplémentaires pour l'établissement sur les exercices suivants.

Concernant les **opérations pluriannuelles suivies sur l'enveloppe recherche, les AE d'investissement sont prévues à hauteur de 7,17 M€,** et sont supérieures de 1,19 M€ par rapport aux prévisions faites au budget initial (+20%). Ce montant agrège des reports d'AE d'investissement ouvertes en 2021 et non consommées à hauteur de 0,48 M€ (0,16 M€ sur les projets de recherche financés par des programmes de la commission européenne, 0,15 M€ sur les projets financés par l'établissement par prélèvement sur fonds de roulement), et de nouvelles programmations pour 0,71 M€. Les nouvelles programmations concernent essentiellement les AE d'investissement prévues sur les projets CPER 2021-27 dont l'établissement a eu notification au jour de l'élaboration du budget rectificatif (+ 0,91 M€), ainsi que 0,58 M€ sur le programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) DurabilitHy (0,58 M€) tandis que les projets financés par prélèvement sur fonds de roulement par l'établissement sont déprogrammés pour 0,33 M€.

Il est à noter que **les AE d'investissement prévues sur les opérations pluriannuelles de la recherche sont inférieures de plus de 1 M€ aux engagements de 2021, qui étaient eux-mêmes inférieurs de 2 M€ aux engagements de 2020.** Ceci provient du fait que les engagements sur le CPER 2021-27 ne sont aujourd'hui programmés que pour les projets que l'établissement s'est vu notifier et dont les éléments financiers sont connus. Ainsi, ne sont prévus au titre des projets du nouveau CPER que 1,15 M€ d'AE d'investissement au budget rectificatif, contre 3,31 M€ en 2020. Le même constat peut être fait sur les projets européens de recherche et notamment FEDER pour lesquels 1,84 M€ d'AE d'investissement est prévu au budget rectificatif 2022, contre plus de 4 M€ consommés en 2020. L'orientation de la nouvelle programmation FEDER sera ainsi un facteur très important pour les capacités d'investissement de l'Université pour la mission recherche.

Au final, parmi les principales catégories d'opérations pluriannuelles de la recherche, les projets FEDER sont estimés à 1,84 M€ de consommation d'AE d'investissement, les projets CPER 2015-20 et 2021-27 à 1,15 M€, les projets financés par prélèvement sur fonds de roulement à 1,08 M€, et les PEPR à 0,59 M€.

Enfin, **sur les autres opérations pluriannuelles en dehors des opérations immobilières et de recherche, les programmations en AE d'investissement sont en légère hausse de 0,61 M€ par rapport au budget initial (+7%)**, pour atteindre 9,69 M€. Cette augmentation agrège un report de 0,19 M€ de crédits d'investissement non consommés en 2021, et de nouvelles programmations pour 0,42 M€. Parmi les nouvelles programmations, on peut citer le projet financé dans le cadre du dialogue stratégique de gestion (DSG) avec le Rectorat pour la convergence des infrastructures de calcul au sein du DCML, pour lequel les aménagements informatiques en 2022 sont prévus à hauteur de 0,58 M€, ou encore les investissements prévus sur le site de la ferme de la Bouzule pour 0,31 M€, qui vise notamment à l'achat de panneaux solaires. *A contrario*, il faut noter que les investissements programmés dans le cadre de Lothaire et financés par prélèvement sur fonds de roulement sont déprogrammés pour 0,34 M€ sur les exercices suivants, tout comme le Plan de Sûreté dont les AE d'investissement sont diminués de 0,20 M€, pour atteindre 0,52 M€ en 2022, ce qui correspond essentiellement à l'achat de caméras.

Au final, et sans être exhaustif, les principaux projets d'investissement relevant des autres opérations pluriannuelles sont les projets PACTE Compétences pour 1,32 M€, les équipements du DataCenter pour 1,12 M€ ainsi que les investissements financés par prélèvements sur fonds de roulement dans le cadre des projets retenus par les collégiums pour 1,32M€.

Ainsi, bien qu'inférieur aux consommations d'AE constatées sur 2021, le budget d'AE d'investissement reste à un niveau important, porté essentiellement par les engagements sur les opérations immobilières, qui masquent les baisses sur d'autres catégories de projets, comme les projets de recherche.

1.4 Crédits de paiement en investissement

Le montant des enveloppes de crédits de paiement (CP) d'investissement inscrit au budget rectificatif de 2022 s'élève à 57,57 M€, en diminution de 5,73 M€ (-9%) par rapport au budget initial. Les CP d'investissement sont plus importants de 10 M€ par rapport aux AE d'investissement dans la mesure où d'importants engagements ont eu lieu en 2021 pour les opérations immobilières du CPER 2015-20 et du plan France-Relance, lesquelles ont des dénouements en CP attendus en 2022, 2023 et 2024.

La répartition des crédits de paiement en investissement entre les différentes enveloppes et les différents budgets est retracée dans le tableau ci-après.

Enveloppe d'Investissement CP (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR / BI	en %
Enveloppe Projets de recherche	**8,558**	**7,014**	**1,840**	**-1,849**	**7,005**	**-0,009**	**-0,1%**
Hors Enveloppe Recherche	**26,940**	**56,281**	**1,341**	**-7,061**	**50,561**	**-5,720**	**-10,2%**
dont Fonctionnement courant	8,203	9,414	0,000	0,317	9,731	0,317	3,4%
dont Opérations pluriannuelles	18,737	46,867	1,341	-7,378	40,830	-6,037	-12,9%
TOTAL CP D'INVESTISSEMENT	**35,498**	**63,295**	**3,182**	**-8,910**	**57,566**	**-5,728**	**-9,1%**

La variation des CP d'investissement au budget rectificatif s'explique entièrement par la déprogrammation réalisée sur les opérations pluriannuelles, et notamment les opérations immobilières. Elle agrège 3,18 M€ de CP d'investissement ouverts en 2021 et non consommés, et 8,91 M€ de déprogrammations.

Concernant les dépenses d'investissement dites de fonctionnement courant de l'établissement, celles-ci sont en légère hausse de 0,32 M€ (+3%) au budget rectificatif, à l'instar de ce qui a pu être expliqué pour les AE. La variation est légèrement inférieure pour les CP dans la mesure où il est anticipé qu'une partie des nouveaux engagements auront un dénouement en CP en 2023.

Les données des opérations pluriannuelles sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Enveloppe d'Investissement CP (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR - BI	en %
Contrats de recherche	8,558	7,014	1,840	-1,849	7,005	-0,009	-0,1%
Contrats de formation continue	0,164	0,322	0,060	-0,126	0,256	-0,066	-20,4%
Contrats d'enseignement	0,954	3,276	0,582	-0,946	2,912	-0,364	-11,1%
Opérations Campus et PPP	2,017	1,706	0,046	0,073	1,826	0,120	7,0%
Opérations Immobilières	10,766	36,303	-0,250	-4,810	31,243	-5,060	-13,9%
Autres opérations d'investissement	4,836	5,260	0,903	-1,570	4,593	-0,667	-12,7%
TOTAL CP DE FONCTIONNEMENT	**27,295**	**53,881**	**3,182**	**-9,227**	**47,835**	**-6,046**	**-11,2%**

Dans le détail des opérations pluriannuelles, les opérations immobilières font l'objet de déprogrammations de CP d'investissement à hauteur de 5,06 M€, pour s'élever à 31,24 M€, hors Plan Campus.

Les principales déprogrammations concernent le **plan France Relance, pour lequel les CP présentés au budget rectificatif sont de 2,25 M€ moindres** à ceux présentés au budget initial, et s'élèvent à 33,17 M€. Ceci s'explique par une importante déprogrammation sur les travaux visant le Saulcy, pour lesquels les CP d'investissement ont été diminués de 2,49 M€ et reprogrammés en 2023, en raison de retards dans les travaux. Les travaux du plan France Relance sur l'IUT Nancy-Brabois font également l'objet de déprogrammation à hauteur de 0,55 M€, alors que 1,28 M€ de CP d'investissement concernant les travaux sur la piscine des Océanautes a été reprogrammé en 2022, alors qu'ils étaient initialement prévus en 2023. Hormis le plan France Relance, d'autres déprogrammations importantes de CP d'investissement sont constatées sur le projet visant les travaux sur le **Campus Carnot-Ravinelle** (financés sur CPER) pour lequel **1,18 M€ de CP est déprogrammé** sur les exercices ultérieurs. Enfin, les travaux de mise en accessibilité autofinancés par l'établissement font également l'objet de déprogrammation pour 0,83 M€. Au budget rectificatif, les principales programmations de CP d'investissement sur opérations immobilières concernent le plan France Relance (11,39 M€), les travaux du DataCenter (6,37 M€) et les travaux sur le campus du Saulcy financés dans le cadre du CPER (3,78 M€).

Concernant les opérations pluriannuelles de la recherche, les programmations en CP d'investissement **ne varient pas au budget rectificatif** et s'élèvent à 9,59 M€, soit à un niveau similaire à celui prévu pour les AE. Cette stabilité masque un report de CP d'investissement non consommés en 2021 pour 1,84 M€, et une déprogrammation de CP d'investissement pour 1,85 M€. Les reports importants constatés sur certaines opérations (0,45 M€ de report sur les investissements financés par le FEDER, 0,29 M€ sur les investissements financés par les contrats de recherche, ou 0,25 M€ sur les projets d'investissement retenus par les pôles scientifiques) compensent en volume les programmations et déprogrammations effectuées au budget rectificatif (-1,34 M€ sur les investissements financés par le FEDER, +0,54 M€ programmé en 2022 sur le nouveau CPER 2021-27). Au budget rectificatif, les consommations de CP sur les investissements financés par le FEDER sont prévues à hauteur de 1,72 M€, les projets financés par un contrat CPER 2015-20 ou 2021-27 à 1,29 M€ et les projets retenus par les pôles scientifique à 1,10 M€.

Enfin, s'agissant des **autres opérations pluriannuelles**, la programmation est en **baisse de 1,1 M€ et s'élève à 7,76 M€,** ce montant agrégeant des reports de CP d'investissement non consommés en 2021 pour 1,54 M€, et des déprogrammations de crédits pour 2,64 M€. Les principaux mouvements par rapport au budget initial concernent les mêmes opérations que celles abordées sur le paragraphe dédié aux AE, avec une déprogrammation des investissements réalisés dans le cadre du Plan Sûreté pour 0,47 M€ ou de Lothaire pour 0,18 M€. On retrouve également **les dépenses liées aux équipements du DCML** qui, bien qu'engagées en 2022, n'auront un dénouement en CP qu'en 2023, ce qui justifie **une déprogrammation de 1,04 M€ de CP de 2022 vers 2023**. Parmi ces opérations, les principales programmations concernent les projets d'investissement retenus par les collégiums pour 1,34 M€, ainsi que les projets du PACTE Compétences pour 0,99 M€.

Malgré ces déprogrammations, les CP d'investissement restent élevés à 57,57 M€, largement supérieurs en montant aux consommations constatées en 2020 (31,14 M€) et 2021 (35,50 M€). Cette consommation est portée par l'importante programmation sur les opérations immobilières (31,24 M€, soit 54% des CP d'investissement prévus, et près de trois fois supérieures aux consommations de CP constatées sur les opérations pluriannuelles immobilières en 2021). En revanche, les dépenses d'investissement restent stables sur les opérations pluriannuelles hors immobilier, par rapport à 2021 (14,51 M€ en 2021, 14,77 M€ en 2022), les baisses constatées sur les opérations de la recherche (-1,55 M€ par rapport à 2021) étant compensées par des hausses sur les autres opérations pluriannuelles (+1,81 M€), portées notamment par le projet Pacte Compétences.

1.5 Autorisations d'Engagement en Fonctionnement

Le montant des enveloppes d'AE de fonctionnement inscrit au budget rectificatif de 2022 s'élève 108,37 M€, en augmentation de 3,02 M€ par rapport au budget initial (+2,9%). La répartition et l'origine des dépenses de fonctionnement en AE sont précisées dans le tableau ci-dessous.

Enveloppe de Fonctionnement AE (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR - BI	en %
Enveloppe Projets de recherche	**12,683**	**16,985**	**2,059**	**-2,806**	**16,239**	**-0,746**	**-4,4%**
Hors Enveloppe Recherche	**73,630**	**88,364**	**1,110**	**2,658**	**92,133**	**3,769**	**4,3%**
dont Fonctionnement courant	58,111	68,935	0,000	3,567	72,501	3,567	5,2%
dont Opérations pluriannuelles	15,519	19,430	1,110	-0,908	19,632	0,202	1,0%
TOTAL AE DE FONCTIONNEMENT	**86,313**	**105,350**	**3,170**	**-0,147**	**108,372**	**3,022**	**2,9%**

Ce montant de 3,02 M€ de nouvelles AE de fonctionnement programmées agrège un report d'AE de fonctionnement prévues en 2021 sur opérations pluriannuelles et non consommées pour 3,17 M€, et une déprogrammation de 0,15 M€ d'AE de fonctionnement. Les variations sont en revanche très marquées entre le budget du composant « fonctionnement courant » et celui des opérations pluriannuelles.

Concernant les dépenses courantes de fonctionnement, les AE sont en augmentation de 3,57 M€, cette augmentation étant imputable à l'inflation constatée sur les coûts des fluides estimée à 3 M€ au budget rectificatif, pour s'élever à 14,5 M€ en hausse attendue de plus de 30% par rapport à 2021 (11 M€ au compte financier). Pour 2022, les dépenses d'électricité sont estimées à plus de 6 M€, de gaz à 1,5 M€, de chauffage sur réseau à 6,10 M€ et d'eau à près de 0,9 M€. Cette estimation tient également compte des températures plutôt douces constatées en octobre qui ont permis de réduire la consommation en gaz de ville et électricité, ainsi que des mesures de plafonnement des tarifs d'électricité liées au dispositif ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique). Concernant les dépenses relevant de l'exploitation, la maintenance et l'entretien des bâtiments (EMEB), les AE de fonctionnement sont également en hausse de 0,70 M€ sur les contrats de nettoyage, dans la mesure où l'économie de certains marchés a été modifiée pour effectuer des gains achats, moyennant un engagement ferme initial de quatre années, ce qui explique cette hausse, non constatée en CP. Ces deux augmentations expliquent, à elles seules, les variations prévues sur le budget de fonctionnement courant de l'établissement. En effet, les autres sources de variation sur le budget de fonctionnement courant des composantes se sont toutes équilibrées pendant l'année, les nouveaux moyens en fonctionnement obtenus par certaines entités (hausse des recettes, dotation) étant compensés par la baisse des programmations de fonctionnement sur les composantes (dont 1,29 M€ sur le projet LUE pérennisé), mais également par les demandes de changement d'enveloppe formulées pour le budget rectificatif, pour obtenir des crédits d'investissement en lieu et place de crédits de fonctionnement.

S'agissant des opérations pluriannuelles, les programmations effectuées au budget rectificatif sont en baisse de 0,54 M€, du fait d'un report en 2022 de crédits d'AE de fonctionnement non consommés en 2021 pour 3,16 M€, tandis que 3,71 M€ d'AE de fonctionnement ont été déprogrammés au budget rectificatif.

Le détail des variations sur opérations pluriannuelles est donné ci-dessous :

Enveloppe de fonctionnement AE (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR - BI	en %
Contrats de recherche	12,683	16,985	2,059	-2,806	16,239	-0,746	-4,4%
Contrats de formation continue	0,741	0,978	0,185	-0,177	0,986	0,008	0,8%
Contrats d'enseignement	9,780	14,691	1,017	-1,559	14,149	-0,542	-3,7%
Opérations Campus et PPP	3,250	2,910	0,208	-0,325	2,793	-0,117	-4,0%
Opérations Immobilières	0,400	0,000	-0,377	0,380	0,003	0,003	
Autres opérations d'investissement	1,347	0,851	0,078	0,772	1,701	0,850	99,9%
TOTAL AE DE FONCTIONNEMENT	**28,202**	**36,415**	**3,170**	**-3,714**	**35,871**	**-0,544**	**-1,5%**

Pour les opérations pluriannuelles de recherche, les AE de fonctionnement apparaissent en baisse de 0,75 M€ (-4,4%) par rapport au budget initial, pour atteindre **16,24 M€ au budget rectificatif**. Cette diminution agrège des reports de 2,06 M€ d'AE de fonctionnement non consommées conjuguée à des déprogrammations d'un montant de 2,81 M€. Parmi les principales variations, on peut citer le projet LUE probatoire lequel a bénéficié de 0,28 M€ de report d'AE de fonctionnement, mais qui a fait l'objet de déprogrammations de 1,61 M€ de crédit de fonctionnement, en grande partie reprogrammé sur 2023. Les autres importantes variations par rapport aux données du budget initial concernent les projets financés par le FEDER (-1,03 M€), H2020 (-0,69 M€) ainsi que le plan France Relance R&D (-0,37 M€) tandis que les programmations augmentent sur les projets ANR (hors PEPR) (+0,91 M€) et sur les colloques visant à la valorisation de la recherche (+0,76 M€) dans la mesure où la majeure partie de ces projets n'avait pas été programmée au budget initial. Au budget rectificatif, les principaux projets comportant des prévisions de consommations d'AE de fonctionnement sont le LUE probatoire (2,84 M€), les projets ANR (hors PEPR) (3,13 M€) ainsi que les contrats de collaboration de recherche (2,48 M€).

Enfin, pour les autres opérations pluriannuelles suivies en dehors de l'enveloppe recherche, les AE de fonctionnement sont en **légère augmentation de 0,20 M€ (+1,0%),** ceci résultant d'un report de 1,11 M€ de CP de fonctionnement non consommé en 2021, et d'une déprogrammation de 0,91 M€. Concernant cette déprogrammation, celle-ci masque en réalité de **nombreuses nouvelles programmations hors reports** (+1,41 M€ sur les bourses Erasmus, +0,87 M€ sur les bourses UFA, +0,97 M€ sur les projets pédagogiques) qui sont compensées par **d'importantes déprogrammations, notamment sur le PIA PLEIADES** (-0,75 M€), dont les crédits correspondants sont reprogrammés en 2023 et 2024, mais surtout **par les déprogrammations sur les projets financés par l'ARS pour le paiement des PAMSU, qui font l'objet de déprogrammations à hauteur de 3,28 M€ hors reports.** Ces crédits de fonctionnement correspondaient aux trop perçus de l'Université de Lorraine sur les années précédentes, et qui étaient destinés à être remboursé à l'ARS. Cependant, un projet de convention est en cours de finalisation entre l'ARS et l'Université de Lorraine au sujet de l'utilisation des excédents de recettes perçus par l'établissement entre 2019 et

2021. Au cours d'une rencontre avec l'Université, l'ARS a indiqué ne pas vouloir récupérer ces excédents, mais que ceux-ci devront être utilisés pour financer les dépenses des PAMSU sur 2022 et 2023, en conséquence de quoi les dépenses de fonctionnement visant au remboursement de ces sommes à l'ARS ont été déprogrammées.

Les mêmes éléments sont développés ci-après pour les CP de fonctionnement, car ils emportent les mêmes conséquences en termes de déprogrammation.

1.6 Crédits de Paiement en Fonctionnement

Le montant des CP de fonctionnement inscrit au budget rectificatif s'élève à 102,08 M€, en diminution de 4,45 M€ par rapport au budget initial (-4,2%).

La répartition des crédits de paiement en fonctionnement entre les différentes enveloppes et budgets est retracée dans le tableau ci-dessous.

Enveloppe de Fonctionnement CP (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR - BI	en %
Enveloppe Projets de recherche	**12,094**	**18,529**	**2,468**	**-5,577**	**15,421**	**-3,108**	**-16,8%**
Hors Enveloppe Recherche	**73,670**	**88,005**	**1,948**	**-3,289**	**86,663**	**-1,341**	**-1,5%**
dont Fonctionnement courant	59,871	68,466	0,000	-0,943	67,523	-0,943	-1,4%
dont Opérations pluriannuelles	13,799	19,538	1,948	-2,346	19,140	-0,398	-2,0%
TOTAL CP DE FONCTIONNEMENT	**85,764**	**106,534**	**4,416**	**-8,866**	**102,084**	**-4,450**	**-4,2%**

Cette déprogrammation de 4,45 M€ de CP de fonctionnement agrège un report de 4,42 M€ de CP de fonctionnement non consommés en 2021 sur des opérations pluriannuelles, et des déprogrammations pour 8,87 M€. A nouveau, à l'instar des AE, il est important de faire le *distinguo* entre les CP dits de fonctionnement courant et les CP de fonctionnement suivis sur opérations pluriannuelles. Ces derniers justifient près de 80% de la variation présentée.

Concernant les CP de fonctionnement courant, ceux-ci sont en baisse de 0,94 M€ au budget rectificatif, alors même que 3 M€ de nouvelles dépenses liées au surcoût des dépenses fluides ont été inscrites. Ceci résulte de baisses au niveau de l'estimation des dépenses du plan annuel de maintenance de l'établissement (0,2 M€), et autres dépenses relevant de l'exploitation, la maintenance et l'entretien des bâtiments (EMEB) (0,2 M€) mais surtout de la baisse du niveau des restes à payer de 2,10 M€ résultant de correction et solde d'engagements réalisés les années antérieurs. Ces ajustements résultent, à la fois, d'un important travail de mise en qualité des données budgétaires (solde de bon de commande qui ne donnera pas lieu à paiement, corrections d'erreur...), mais également à des changements comptables qui nécessitent de réaliser un nouvel engagement sur une autre enveloppe (qualification de la dépense en investissement au lieu de fonctionnement). Si ces modifications sont neutres au niveau des consommations d'AE (le solde d'un engagement d'un exercice antérieur ne donne aucun droit à consommation sur l'année en cours) le niveau de CP est, quant à lui, réajusté au budget rectificatif pour tenir compte de la diminution des restes à payer au niveau de l'établissement. Par ailleurs, comme cela a été indiqué au niveau des AE, les nouvelles dotations et nouveaux moyens de fonctionnement qui peuvent être octroyés aux composantes en cours d'année sont entièrement masqués par les déprogrammations effectuées

sur LUE, et par les demandes formulées par les entités d'obtenir des crédits d'investissement en lieu et place de crédits de fonctionnement, crédits d'investissement qui sont en partie utilisés pour venir abonder des opérations pluriannuelles.

Enfin, l'établissement anticipe également au budget un décalage de CP de fonctionnement provenant d'AE de l'année sur les exercices ultérieurs de 1 M€ supérieur aux prévisions faites au budget initial, du fait de la mise en place d'actions par les composantes sur le second semestre de l'année (moyens DIEEC, nouveaux moyens apprentissage).

Concernant les opérations pluriannuelles, les CP de fonctionnement sont programmés à hauteur de 34,56 M€, soit en diminution de 3,51 M€ par rapport aux prévisions faites au budget. Cette variation résulte de report de crédits non consommés en 2021 pour 4,42 M€, et de déprogrammations pour 7,92 M€.

Enveloppe de fonctionnement CP (en M d'€)	CF 2021	BI 2022	Report sur OP	Nouvelle programmat°	BR 2022	Variation BR - BI	en %
Contrats de recherche	12,094	18,529	2,468	-5,577	15,421	-3,108	-16,8%
Contrats de formation continue	0,848	0,934	0,154	-0,143	0,945	0,011	1,2%
Contrats d'enseignement	8,273	14,698	1,816	-3,051	13,463	-1,235	-8,4%
Opérations Campus et PPP	2,896	2,925	0,010	-0,098	2,838	-0,088	-3,0%
Opérations Immobilières	0,396	0,000	-0,372	0,380	0,008	0,008	
Autres opérations d'investissement	1,386	0,981	0,339	0,566	1,886	0,905	92,2%
TOTAL CP DE FONCTIONNEMENT	**25,893**	**38,067**	**4,416**	**-7,923**	**34,561**	**-3,506**	**-9,2%**

S'agissant des opérations pluriannuelles suivies sur l'enveloppe recherche, les crédits de paiement de **fonctionnement s'élèvent à 15,42 M€ au budget rectificatif et sont en diminution de 3,11 M€ (-16,8 %),** ceci agrégeant 2,47 M€ de report de CP de fonctionnement non consommés en 2021 et reportés en 2022, et une déprogrammation de 5,58 M€ de crédits de paiement. A l'instar des AE, ceci résulte de la déprogrammation sur le projet LUE probatoire pour 1,57 M€. Les projets FEDER voient également leur programmation en CP de fonctionnement baisser de 1,23 M€ par rapport au budget initial, et les projets H2020 de 0,79 M€. A l'inverse, de nouvelles programmations sont effectuées, et notamment sur les actions de valorisation de la recherche (+0,98 M€ par rapport au budget initial). Parmi les principales programmations de l'enveloppe recherche au budget rectificatif, on peut citer LUE probatoire (2,93 M€), les contrats de recherche (2,05 M€) ainsi que les projets ANR hors PEPR (2,05 M€).

S'agissant des opérations pluriannuelles suivies en dehors de l'enveloppe recherche, la programmation de CP de fonctionnement varie peu à 19,14 M€. A l'instar des AE de fonctionnement, elle est en légère baisse de 0,40 M€ (-2%), ceci résultant de reports positifs en CP de fonctionnement pour 1,95 M€, et de la déprogrammation en parallèle de 2,35 M€. A l'instar de l'explication donnée pour les AE, la déprogrammation des sommes prévues pour le remboursement de l'ARS au titre du financement des MSU (-3,28 M€) ainsi que les déprogrammations sur le projet PLEIADES (-0,70 M€) masque les nouvelles programmations effectuées hors reports.

Après avoir analysé les orientations du budget rectificatif au niveau des autorisations budgétaires, il est à présent possible d'en indiquer les impacts sur le solde budgétaire.

1.7 Le solde budgétaire

Le solde budgétaire du budget rectificatif 2022 est fortement impacté par les nouvelles prévisions faites au budget rectificatif. En effet, la diminution des prévisions de dépenses toutes enveloppes confondues au niveau de l'établissement (-8,48 M€ de CP) conjuguée à une hausse importante des recettes (+35,54 M€ d'encaissements prévus au budget rectificatif) entraîne une variation très importante du solde budgétaire (+ 44,02 M€). Le solde budgétaire apparaît en excédent de 18,53 M€, alors que celui-ci étant présenté en déficit de 25,49 M€ au budget initial de 2022. Cette variation est du même ordre de grandeur que celle qui avait été constatée au budget rectificatif de 2021. Le tableau ci-dessous donne le détail de ces variations :

SOLDE BUDGETAIRE (en M d'€)	RECETTES	CP	SB au BR 22	SB au BI 22	Variation BR - BI	Variation des RECETTES	Variation des CP
Composant 1 : Fonctionnement courant	581,072	566,773	**14,299**	9,381	**4,918**	10,306	5,388
Composant 2 : Opérations pluriannuelles	110,608	106,378	**4,230**	-34,870	**39,100**	25,234	-13,866
TOTAL	**691,679**	**673,151**	**18,529**	**-25,490**	**44,019**	**35,540**	**-8,478**

Le solde budgétaire excédentaire de l'établissement agrège :

- **+ 14,3 M€ provenant du budget de fonctionnement courant** de l'établissement ;
- **+ 4,23 M€ résultant de la mise en œuvre des projets pluriannuels**, dont + 1,55 M€ est dû à l'excédent de financement permettant le remboursement de l'emprunt des opérations en PPP « MIM-LEM3 » et « Biologie-Santé », traité en opérations non budgétaires.

La variation très importante du solde budgétaire de 44 M€ résulte principalement de la transformation du solde budgétaire au niveau des opérations pluriannuelles, prévu au budget initial à -34,87 M€, et estimé au budget rectificatif à +4,23 M€, soit une variation de 39,1 M€. Cette variation de la programmation des opérations pluriannuelles explique 90% de la variation du solde budgétaire de l'établissement.

<u>Pour le budget de fonctionnement courant</u> **(hors opérations pluriannuelles), la variation du solde budgétaire est de + 4,92 M€, pour s'élever à 14,3 M€. La variation de cette composante du solde budgétaire provient notamment :**

- De la revalorisation du point d'indice qui a un impact de -7 M€ ;
- Des excédents générés par LUE de +6,8 M€ ;

- De l'augmentation des fluides de 3 M€, qui est compensée en montant par le financement complémentaire de l'État de 3,89 M€. En revanche, il faut garder à l'esprit que cette compensation vise à prendre en charge une partie des surcoûts subis en 2022 et 2023 ;
- De l'excédent sur la composante « fonctionnement courant » apporté par le déport de moyens annualisés vers des opérations pluriannuelles (5,34 M€), dont les dépenses auront lieu sur les exercices suivants.

Concernant le budget courant, si les nouvelles dépenses sont compensées par des recettes supplémentaires, on constate également la déprogrammation de dépenses, résultant du déport de moyens annualisés vers des opérations pluriannuelles, qui entraîneront un report de ces dépenses sur les exercices suivants. Cette année, les apports effectués par les composantes vers des opérations pluriannuelles, au titre de cofinancement de ces opérations, se sont élevés à 5,34 M€. Ceci entraîne donc une amélioration du solde budgétaire sur le budget de fonctionnement courant (présence de ressources sans budget de dépenses en face), mais le dégrade sur les opérations pluriannuelles (présence de dépenses sans ressources en face). Cette dégradation est plus visible sur les exercices suivants, dans la mesure où ce déport de crédits annualisés vers des opérations pluriannuelles concerne essentiellement des projets dont les dépenses sont réalisées sur les exercices ultérieurs (travaux, cofinancement de subventions ...). **Cela grève néanmoins la trésorerie, qui se retrouve affectée à des projets, et n'est plus considérée comme disponible. Si ce phénomène s'observe chaque année, la forte augmentation des ressources propres, et notamment celles issues de la formation professionnelle, l'amplifie. Ce déport de moyens annualisés vers des opérations pluriannuelles était de 3,5 M€ en 2021, et s'élève à 5,34 M€ en 2022. Ainsi, les apports effectués cette année peuvent compenser les consommations réalisées en 2022, et provenant d'apports des exercices précédents. Cependant, il faut que les apports à venir restent au moins du même niveau sur les exercices suivants pour garantir la soutenabilité du mécanisme.**

Une attention particulière doit être portée sur le projet LUE suite à la dévolution obtenue en août 2021 pour l'I-SITE. En 2022, ce financement est suivi dans le fonctionnement courant de l'établissement et engendre un solde budgétaire excédentaire de 6,80 M€ au budget rectificatif, soit près de 50% de l'excédent constaté sur le fonctionnement courant. Compte tenu de la montée en charge progressive des programmes (PIA), les dépenses ne devraient dépasser le niveau de recettes qu'à partir de 2025. Jusqu'à cette date, le projet LUE pérennisé contribuera positivement au solde budgétaire de l'établissement, mais ne donnera pas pour autant des disponibilités pour financer le fonctionnement courant de l'établissement, celui-ci ayant fait le choix de financer avec ces sommes de nouvelles dépenses. Pour mieux suivre l'impact de ce décalage sur la trésorerie de l'établissement, il est proposé de suivre ce projet de manière pluriannuelle à partir de 2023.

Enfin, il faut signaler que l'État a notifié l'établissement d'une compensation de 3,89 M€ versée en 2022 au titre des surcoûts des fluides, mais qui concerne principalement la hausse qui sera subie par l'établissement en 2023. Cette dotation gonfle ainsi artificiellement le solde budgétaire en 2022.

L'impact de LUE sur la composante « fonctionnement courant », ainsi que l'impact du versement anticipé sur les surcoûts de l'énergie en 2023 sont tout à fait exceptionnels. Sans ceux-ci, le solde budgétaire du fonctionnement courant serait déficitaire de 1,3 M€, en nette dégradation par rapport à celui constaté en 2021 (+14,2 M€), ceci résultant directement de la prise en charge de la revalorisation du point d'indice, ainsi que de l'augmentation du coût des fluides. L'amélioration du solde budgétaire du fonctionnement courant est donc en trompe-l'œil, les excédents du LUE, la compensation des surcoûts de 2023 versés en 2022, et le déport des moyens annualisés vers des opérations pluriannuelles ayant vocation à être consommés intégralement sur les exercices suivants.

Enfin, les nouvelles recettes constatées sur le budget annuel ne compensent que partiellement ces hausses, celles-ci étant soient affectées à des dépenses particulières (actions spécifiques financées par la SCSP), soit constituant de nouveaux moyens (contrats de formation professionnelle essentiellement) pour les composantes, l'établissement ne mutualisant qu'une fraction de cette hausse via les frais de gestion, et avec un décalage de deux ans compte tenu du modèle économique actuellement mis en œuvre.

Pour les opérations pluriannuelles, leur programmation et leur impact sur le solde budgétaire et la trésorerie de l'établissement sont retracées dans les tableaux 9 et 10 du document budgétaire. **La variation du solde budgétaire due à ces opérations est de + 39,10 M€, et leur solde budgétaire s'élève à +4,23 M€.** Ceci résulte à la fois de l'augmentation des recettes pour ces opérations (+25,23 M€) mais également de la baisse des dépenses observée en parallèle, toutes enveloppes confondues, pour -13,82 M€. Comme expliqué sur la partie des recettes, cette augmentation trouve son origine dans **des financements publics en nette hausse**, et à des avances sur projets de montants conséquents, ceci expliquant pourquoi les recettes augmentent plus vite que les dépenses. Ces avances sur projets donneront lieu à des dépenses sur les exercices ultérieurs, ce qui aura pour corolaire une dégradation du solde budgétaire en 2023, d'autant que cette dégradation sera amplifiée par le déport en 2022 de moyens annualisés vers ces opérations pluriannuelles.

Ci-dessous sont présentées les opérations pluriannuelles par groupe (cf. tableau 10), ainsi que leur impact sur le solde budgétaire au budget rectificatif de 2022. La variation observée au niveau des opérations pluriannuelles est presque exclusivement la cause de la modification très importante du solde budgétaire de l'établissement.

SOLDE BUDGETAIRE (en M d'€) des OPERATIONS PLURIANNUELLES présentées dans le tableau 10	RECETTES BR 2021	CP BR 2021	SB au BR 22	SB au BI 22	Variation du SB BR - BI	Variation des RECETTES	Variation des CP	Montants des reports de CP
Contrats de recherche	46,583	40,482	**6,101**	-5,906	**12,007**	6,213	-5,794	4,983
Contrats de formation continue	1,953	1,651	**0,301**	-0,201	**0,502**	0,406	-0,095	0,268
Contrats d'enseignement	26,834	21,367	**5,467**	-12,247	**17,714**	14,388	-3,326	2,795
Opérations Campus et PPP	6,184	4,663	**1,520**	1,196	**0,324**	0,356	0,032	0,057
Opérations Immobilières	25,877	31,251	**-5,374**	-14,174	**8,799**	3,748	-5,052	-0,621
Contrats de recherche	3,177	6,962	**-3,785**	-3,539	**-0,246**	0,123	0,369	1,293
TOTAL Opérations pluriannuelles	**110,608**	**106,378**	**4,230**	**-34,870**	**39,100**	**25,234**	**-13,866**	**8,774**

La variation est très importante sur **les contrats de recherche (essentiellement composés de subventions)**, pour lesquels les recettes augmentent (+6,21 M€) de la même proportion que les dépenses diminuent (-5,80 M€), ce qui entraîne une inversion du solde budgétaire présenté au budget rectificatif à +6,1 M€ contre -5,9 M€ au budget initial, soit une variation de +12 M€. Ceci résulte notamment de la programmation des nouveaux contrats de recherche ANR (2021 et 2022) hors PIA, ces projets entraînant une amélioration du solde budgétaire de 4,77 M€ (solde budgétaire de +2,15 M€), mais également à la budgétisation

de nouvelles subventions de recherche, pour lesquelles on constate toujours plus de recettes que de dépenses lors des premières années, et qui améliorent le solde budgétaire de 2,66 M€ pour contribuer positivement à celui-ci pour 2,42 M€. Il faut également mentionner les changements de modalités de versement de l'abondement Carnot ICEEL qui contribue positivement au solde budgétaire de 2,11 M€ (+1,66 M€ de solde budgétaire contre -0,45 M€ au budget initial), tandis que le solde budgétaire se dégrade fortement sur les projets financés par les programmes FEDER et INTERREG, en raison de la forte diminution des recettes évoquée plus haut, qui entraîne une dégradation du solde budgétaire de 4,2 M€, ces recettes étant pour l'essentiel reprogrammées sur les exercices suivants.

La variation est également très importante sur **les projets immobiliers**, dont il était prévu qu'ils dégradent le solde budgétaire de l'établissement pour 14,17 M€ au budget initial, celui-ci étant grandement diminué au budget rectificatif pour s'élever à - 5,37 M€ au budget rectificatif, soit une amélioration de 8,8 M€ du solde budgétaire pour ces opérations. Ces variations sont dues au plan France Relance, dont le solde budgétaire s'apprécie de 2,49 M€ au budget rectificatif par rapport au budget initial, pour s'élever à +3,07 M€. Ceci résulte de la déprogrammation de CP de 2022 et leur reprogrammation en 2023, tandis que les prévisions de recettes ont très peu varié en parallèle. Les mêmes observations peuvent être faites sur les projets CPER 2015-20 Campus Carnot-Ravinelle et Saulcy dont les prévisions de recettes augmentent de 1,56 M€ tandis que les prévisions de consommation de CP diminuent de 1,54 M€ en 2022, ce qui entraîne une amélioration du solde budgétaire de 3,10 M€ (+2,57 M€ au budget rectificatif). Enfin, les autres sources de variations sont dues aux opérations de rénovation énergétique dont le solde budgétaire s'améliore de 1,01 M€, en raison notamment de l'opération Résilience pour laquelle la recette de l'État est versée avant la réalisation de l'ensemble des travaux (impact de 0,57 M€ sur le solde budgétaire au budget rectificatif de 2022).

Enfin, pour **les autres opérations pluriannuelles**, il convient de mettre en avant l'impact très important des PIA hors recherche au budget (E&T, ORION, SIRIUS, PLEIADES, AILES), lesquels ont un impact de +5,45 M€ sur le solde budgétaire au budget rectificatif, en raison de recettes bien supérieures aux dépenses. Le solde budgétaire de ces opérations était prévu en déficit de 0,67 M€ au budget initial. Cette amélioration du solde budgétaire résulte pour l'essentiel de l'importante diminution des dépenses sur Pléiades pour 1,70 M€ tandis que les recettes du projet augmentent de 1,31 M€, soit un impact positif de +3,1 M€ sur le solde budgétaire par rapport au budget initial. De surcroît, a également été programmée la première avance du projet LUE Education et Territoires pour 1,74 M€, sans qu'aucune dépense ne soit programmée en 2022, ce qui impacte directement le solde budgétaire pour ce montant. Le fait que le solde budgétaire de ces projets entièrement financés soit positif au début de ceux-ci est habituel. S'agissant de projets importants, de durée longue, il faut plusieurs années avant que le rythme des dépenses atteigne et dépasse le niveau des recettes. A terme, ces projets auront un impact négatif sur le solde budgétaire de l'établissement.

Enfin, parmi les autres opérations pluriannuelles significatives, on peut relever l'impact des projets PACTE et ERASMUS MUNDUS dont le solde budgétaire s'apprécie respectivement de 2,47 M€ et de 1,94 M€, en raison d'une reprogrammation importante en 2022 de recettes prévues et non encaissées en 2021. Il faut également évoquer l'impact de l'opération visant à prendre en charge le paiement des PAMSU (praticiens agréés maitres de stage des universités), qui est financée par l'ARS. La baisse des CP sur cette opération résultant de l'absence de reversements des trop-perçus pour 3,30 M€, conjuguée à une baisse des recettes de 1,34 M€ sur l'exercice du fait de l'utilisation des reliquats des années précédentes entraîne une amélioration du solde budgétaire de 2,02 M€, excédent qui sera encore utilisé les années suivantes, au cours desquelles cette opération aura un impact négatif sur le solde budgétaire.

Pour conclure, on peut mentionner qu'une fois le remboursement de l'emprunt BEI corrigé, **l'impact des opérations pluriannuelles sur la trésorerie en 2022 est estimé à +2,68 M€. Cela signifie que l'établissement n'a pas eu besoin de mobiliser sa trésorerie pour financer ces opérations pluriannuelles en 2022. Ce solde masque le décalage sur la trésorerie des projets** (avances faites par les financeurs au démarrage des projets – financement PIA - et attente de versement du solde en fin de projet – financement FEDER par exemple) **et l'autofinancement réalisé par l'établissement** notamment sur les opérations immobilières. Cependant, cela signifie à l'inverse que le solde budgétaire de ces mêmes opérations sera fortement dégradé sur les exercices suivants, l'établissement devant à la fois mobiliser sa trésorerie pour neutraliser ces décalages, mais aussi pour apporter l'autofinancement requis sur ces opérations.

- **Les opérations pluriannuelles expliquent 23% du solde budgétaire prévisionnel en 2022 mais 90% de sa variation par rapport au budget initial.**
- **Les recettes supplémentaires inscrites au budget rectificatif sur les opérations pluriannuelles s'élèvent à 25,23 M€, cela explique près des 2/3 de la variation du solde budgétaire attendu.**
- **L'impact sur le solde budgétaire de ces opérations est estimé à - 39,64 M€ en 2023, pour + 2,68 M€ en 2021** *(données corrigées de l'emprunt).*
- **La revalorisation du point d'indice (+7 M€) est masquée au niveau du solde budgétaire par les excédents générés cette même année par le projet LUE pérennisé (6,8 M€).**
- **L'augmentation du coût des fluides pour 3 M€ en 2022 est plus que compensée par le versement par l'État d'une recette en 2022 de 3,89 M€, mais qui vise essentiellement à couvrir les surcoûts qui seront subis en 2023.**
- **La variation du solde budgétaire sur sa composante « fonctionnement courant » résulte pour l'essentiel du déport de crédits annuels vers des opérations pluriannuelles dont les dépenses auront lieu sur les exercices suivants.**

2. L'équilibre financier

Le tableau d'équilibre financier (cf. tableau 4) présente l'équilibre financier qui permet de déterminer la variation prévisionnelle de trésorerie sur l'exercice. **La variation de trésorerie résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires** mais qui affectent la trésorerie. En effet, les opérations budgétaires ne sont pas les seules à affecter la caisse de l'établissement, et **le solde budgétaire représente un solde intermédiaire de trésorerie.** Cet état permet d'appréhender l'ensemble des enjeux de financement. **Le tableau d'équilibre financier retrace le solde budgétaire de l'établissement et les opérations de trésorerie.**

2.1. Solde budgétaire

Le solde budgétaire présente un excédent de 18,53 M€, soit une variation positive de 44,02 M€ par rapport au budget initial. Celui-ci a été détaillé au point 1.7, et **résulte de la programmation nouvelles recettes (+35,54 M€), principalement des subventions publiques obtenues au titre de la SCSP, de financements fléchés ou affectés, et de la déprogrammation de dépenses (-8,48 M€) sur ces mêmes opérations pluriannuelles, qui vient compenser l'augmentation sur la composante « fonctionnement courant » des dépenses de personnels.**

2.2. Emprunt

Pour les deux PPP « MIM-LEM3 » et « Biologie-Santé », le Conseil d'Administration de l'université a autorisé le Président le 20 septembre 2016 à contracter un emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour financer par anticipation une partie de la redevance d'investissement due aux partenaires. Deux tirages ont été effectués en 2017 et 2018 pour un montant total de 44 M€ : 27,43 M€ sur l'opération « MIM-LEM3 » et 16,57 M€ sur l'opération « Biologie-Santé ». Ce capital emprunté auprès de la BEI est remboursé trimestriellement par l'Université de Lorraine. La redevance résiduelle d'investissement, qui correspond aux sommes dues aux partenaires pour l'investissement, et non couverte par l'emprunt (34,47 M€ sur « Biologie- Santé », 6,52 M€ sur « MIM-LEM3 »), est également payée trimestriellement à ces derniers par l'université.

Pour pouvoir financer l'investissement, à savoir le remboursement du capital à la BEI et le paiement de la redevance résiduelle d'investissement, l'État verse, chaque année, à l'Université de Lorraine une dotation spécifique, prise en charge sur des crédits du titre 7 relatifs aux dépenses d'opérations financières.

Cette dotation constitue une recette budgétaire pour l'université, suivie en recette fléchée, et est retracée dans les opérations pluriannuelles « Biologie-Santé » et « MIM-LEM3 ». Pour 2022, la dotation de l'État correspondant au financement de l'investissement s'élève à 3,09 M€ (1,36 M€ sur « MIM-LEM3 » et 1,73 M€ sur « Biologie-Santé »).

Si le remboursement de la redevance résiduelle d'investissement aux partenaires est une dépense budgétaire au sens de la GBCP, tel n'est pas le cas du remboursement du capital emprunté à la BEI. En effet, le remboursement de l'emprunt à la BEI est une opération non budgétaire au sens de la GBCP, qui est

retracée dans le tableau 4 d'équilibre financier, dans la partie besoins, à la ligne remboursement d'emprunt. A titre d'information, il est à noter que le remboursement des intérêts est bien une dépense budgétaire, de fonctionnement, couverte par l'État par une dotation spécifique dans le cadre de la SCSP.

Par conséquent, une recette budgétaire de l'État vient couvrir une dépense non budgétaire de l'université, ce qui impacte positivement le solde budgétaire de l'université pour la part de la dotation d'investissement de l'État venant financer le remboursement en capital à la BEI en 2022, soit 1,55 M€ (0,97 M€ sur « MIM-LEM3 » et 0,58 M€ sur « Biologie-Santé »).

En conclusion, il faut rappeler que le solde budgétaire n'est qu'un solde intermédiaire de trésorerie. Cette dernière ne sera au final impactée pour les PPP que par la seule redevance d'entretien maintenance qui est à la charge de l'établissement, et financée par la dotation pour l'exploitation, la maintenance et l'entretien des bâtiments (EMEB).

2.3. Opérations au nom et pour le compte de tiers

Ces opérations sont détaillées dans le tableau 5 des opérations pour le compte de tiers. Elles sont traitées en comptabilité générale en décaissement/encaissement uniquement en compte de tiers, l'organisme ne disposant d'aucune marge de manœuvre décisionnelle. Elles se décomposent :

- **La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** : la prévision en décaissements est de 6,34 M€, alors que la prévision en encaissements est estimée à 6,33 M€. Ainsi, les opérations de TVA **seront sans impact sur la variation de trésorerie en 2022**. Ceci est dû au fait que les prévisions de décaissement ont été revues à la baisse suite aux importantes déprogrammations (-2,35 M€) sur l'enveloppe recherche et sur les opérations immobilières, alors que dans le même temps, les encaissements ont moins diminué (-0,96 M€) ;
- **Les bourses de mobilité internationale versées par le Ministère. Les encaissements (1,21 M€) sont supérieurs de 0,41 M€ aux décaissements** en raison de décalages mensuels entre la réception des fonds et les versements aux étudiants.
- **Les autres recettes à transférer correspondant à la coordination sur contrats sont prévues avec un impact positif sur la trésorerie de 1,29 M€. La variation de 2,73 M€ par rapport au budget initial est due à une baisse de 0,39 M€ des reversements prévus couplée à une augmentation des encaissements destinés à être reversés pour 2,34 M€** (0,56 M€ sur DEFMAL, 0,45 M€ sur GENIAL pour exemples).
- Les autres opérations pour compte de tiers sont estimées à 0,75 M€, ceci correspondant au versement à la fondation ID+ Lorraine de la trésorerie qui était comptabilisé au titre de la fondation NIT au 31 décembre 2021, aux droits de laquelle vient la fondation ID+ Lorraine.

Au niveau de la trésorerie, les opérations pour comptes de tiers ont un impact positif de 0,95 M€, alors qu'elles impactaient négativement la trésorerie au budget initial pour 3,42 M€ soit une variation de 4,37 M€.

2.4. Variation de la trésorerie

Au 31 décembre 2022, la variation de la trésorerie est attendue en augmentation de 17,93 M€. Cette variation résulte des éléments suivants :

Solde budgétaire : + 18,53 M€
Remboursement d'emprunt : - 1,55 M€
Opérations pour compte de tiers : + 0,95 M€

Au vu de la variation de trésorerie prévue de + 17,93 M€ au budget rectificatif de 2022 et de la trésorerie arrêtée au compte financier de 2021 (115,39 M€), le montant de la trésorerie est estimé à 133,32 M€ au 31 décembre 2022.

Par ailleurs, la trésorerie se décompose en trésorerie fléchée et en trésorerie non fléchée issues du solde budgétaire, auxquelles s'ajoutent l'emprunt et les opérations pour compte de tiers, comme détaillé dans le tableau ci-après.

Trésorerie	Budget Initial 2022			Budget Rectificatif 2022			Variation BR22 / BI22		
	Trésorerie Fléchée	Trésorerie Non Fléchée	Total	Trésorerie Fléchée	Trésorerie Non Fléchée	Total	Trésorerie Fléchée	Trésorerie Non Fléchée	Total
Solde budgétaire	-18,965	-6,525	**-25,490**	13,249	5,280	**18,529**	32,214	11,805	**44,019**
Emprunt	-	-1,548	**-1,548**	-	-1,548	**-1,548**	-	0,000	**0,000**
Op. pour comptes de tiers	-	-3,421	**-3,421**	-	0,948	**0,948**	-	4,368	**4,368**
Variation de la trésorerie	**-18,965**	**-11,494**	**-30,458**	**13,249**	**4,679**	**17,928**	**32,214**	**16,173**	**48,387**

La variation de la trésorerie attendue sur l'exercice 2022 est de + 17,93 M€, soit une variation de 48,39 M€ par rapport au budget initial, qui provient essentiellement du solde budgétaire pour + 44,02 M€, et des opérations pour compte de tiers pour + 4,37 M€.

Sur l'exercice 2022, l'ensemble des opérations autofinancées seront, comme pour les exercices précédents, financées sur la trésorerie de l'année étant donné que le niveau des recettes attendues est supérieur au montant des dépenses prévues. Ainsi, les dépenses réalisées dans le cadre des programmes pluriannuels d'investissement immobilier ou programme pluriannuel d'investissement en soutien direct aux activités de recherche et de formation seront couvertes par les recettes attendues sur d'autres projets essentiellement au titre d'avance perçues. Ainsi, cela a pour conséquence de masquer le prélèvement sur la trésorerie décidé pour ces opérations sur fonds propres. L'analyse de la trésorerie fléchée est donc importante afin d'avoir une connaissance précise des décalages de trésorerie produit par ces opérations.

2.5. Trésorerie fléchée

En fin d'exercice 2021, le solde de la trésorerie fléchée au compte financier était de 18 M€. Compte-tenu du retraitement de la trésorerie fléchée suite aux sorties des opérations qui se sont terminées à fin 2021, celui-ci est désormais de 18,55 M€.

Au budget initial 2022, il était prévu de réaliser un prélèvement sur la trésorerie fléchée de 18,96 M€ issus des opérations budgétaires. Cette prévision est revue à la hausse de 32,21 M€ conduisant à un abondement de la trésorerie fléchée de 13,25 M€ sur l'exercice 2022, pour les opérations budgétaires.

Cependant, pour calculer le montant réel de la trésorerie fléché, il faut intégrer à ces prévisions l'autofinancement de l'établissement estimé à 2,12 M€ pour 2022 sur les opérations liées à la trésorerie fléchée. Il convient également de déduire le montant du remboursement du capital de l'emprunt (1,55 M€) du solde de la trésorerie fléchée. Le remboursement du capital est une opération non budgétaire alors que la recette de l'État est comptabilisée en tant que recette fléchée (cf. point 2.2).

Trésorerie Fléchée corrigée (Emprunt + Autofinancement)	Compte financier 2021	Retraitée au 1er janvier 2022 (a)	Solde Budgétaire fléché (b)	Emprunt (c)	Auto-financement (d)	Budget Rectificatif (a)+(b)-(c)+(d)	Variation 2022
Montant en millions d'euros	17,986	18,551	13,249	1,548	2,121	32,373	13,822

A fin 2022, le montant de la trésorerie fléchée est attendu en excédent de 32,37 M€ une fois les opérations de trésorerie et l'autofinancement retraités. Elle représenterait alors près du quart du montant de la trésorerie de l'établissement.

Ce montant signifie que l'établissement a dans sa trésorerie plus de 32 M€ qui correspondent à des décalages de trésorerie sur des opérations pluriannuelles fléchées. Cela correspond à la différence entre les avances versées par nos financeurs qui donneront lieu à des dépenses à venir sur exercices ultérieurs, et les dépenses réalisées ou programmées à fin 2022 pour lesquelles c'est l'établissement qui a fait l'avance de trésorerie, et dont les recettes (soldes versés sur la base de justificatifs) sont attendues en 2023 et après.

Concernant la variation du solde budgétaire issu des opérations sur recettes fléchées (+32,21 M€ par rapport au budget initial), elle traduit le fait qu'au cours de l'année 2022, le montant des encaissements a été très nettement revu à la hausse (+15,69 M€) tandis que dans le même temps, le montant des décaissements prévisionnels a été revu à la baisse (- 16,52 M€).

Ce solde, relativement important, s'explique par le fait que l'Université est en situation d'avance de trésorerie sur de nombreux projets. Le principal reste la subvention de la période probatoire de l'I-SITE LUE, pour laquelle l'université dispose d'une avance de trésorerie estimée à 9 M€ au 31 décembre 2022. Les excédents prévisionnels de la trésorerie fléchée sont également dus aux PIA ORION, SIRIUS, PLEAIDES, Education et territoires et AILES, pour lesquels l'établissement est en avance de trésorerie estimée à 9,1 M€. Les financements ANR sur appels à projets génériques représentent une avance estimée de

6 M€. Le plan France Relance immobilier et les projets du CPER immobilier 2015-20 (Bât. J Carnot-Ravinelle et Bât. du Saulcy – 1ère phase) présentent également des avances de trésorerie importantes, qui sont respectivement attendues à hauteur de 5,8 M€ et 5,1 M€ à fin 2022.

A contrario, pour les projets FEDER et INTERREG dont les programmes arrivent à échéance, c'est l'établissement qui fait aujourd'hui l'avance de trésorerie nécessaire pour la finalisation de ces projets. Celle-ci est estimée à 11,7 M€ à fin 2022. Les projets FEDER dont les avances de l'établissement sont les plus importantes sont par ordre décroissant REGALOR, SONOMA, TALISMAN, IMPLANT, CARE, ASCATIM ...

Le tableau ci-après présente le solde budgétaire passé et à venir pour les opérations pluriannuelles sur recettes fléchées par groupe.

Situation de le trésorerie fléchée présentée dans le tableau 8 par groupe d'opération pluriannuelle	Solde budgétaire au 31/12/2021	Budget 2022 en recettes	Budget 2022 en CP	Solde budgétaire 2022	Budget 2023	Prévision 2024 et après
Contrats de recherche	6,947	28,626	25,700	2,926	-6,421	-2,900
Contrats de formation continue	-0,268	0,458	0,552	-0,095	0,063	0,179
Contrats d'enseignement	9,319	20,219	13,553	6,667	-4,986	-12,396
Opérations Campus et PPP	4,295	3,443	1,907	1,536	1,484	36,363
Opérations Immobilières	5,120	24,082	22,377	1,705	-4,413	-4,142
Autres opérations d'investissement	-1,539	2,507	1,996	0,511	-0,630	0,032
Solde budgétaire issus des OP fléchées (b)	**23,875**	**79,334**	**66,085**	**13,249**	**-14,902**	**17,136**
Op. de tréso. financée par recettes fléchées (c)	6,139			1,548	1,572	34,741
Autofinancement des opérations fléchées (d)	0,814			2,121	1,706	0,000
TOTAL impact corrigé des OP sur la Trésorerie fléchée (b)-(c)+(d)	**18,551**			**13,822**	**-14,768**	**-17,605**

Les recettes fléchées représentent 70% des recettes sur opérations pluriannuelles, mais leur solde budgétaire (13,25 M€) attendu à fin 2022 est supérieur à celui de l'ensemble des opérations pluriannuelles (estimé à 4,23 M€). Cela s'explique par le fait que, parmi les opérations pluriannuelles non fléchées, se trouvent toutes les opérations d'investissement autofinancées par l'établissement par prélèvement sur le fonds de roulement, et notamment les opérations immobilières. Toutefois, en 2022, elles expliquent 72% de la variation du solde budgétaire des opérations pluriannuelles du fait de l'augmentation importante des versements fléchés attendus au cours de l'exercice qui s'élèvent à 79,33 M€, (+15,69 M€ par rapport au budget initial), ainsi que la diminution inversement proportionnelle des dépenses sur opérations fléchées (-16,47 M€).

La trésorerie fléchée sera utilisée les années suivantes, pour les dépenses préfinancées par les partenaires via les avances, mais également pour la part que l'Université s'est engagée à autofinancer. Ce double effet explique un solde budgétaire déficitaire attendu sur les opérations dites fléchées de 14,90 M€ en

2023 (-14,77 M€ corrigés de l'autofinancement et de l'emprunt), effet qui pourra être atténué par les avances obtenues sur de nouveaux projets dont l'Université n'a pas connaissance à ce jour.

En points d'attention, il convient, en premier lieu, de préciser que tous les financements accordés à l'établissement pour des projets définis, et dont les conditions d'octroi sont définies par les financeurs, ne sont pas tous suivis en recettes fléchées, l'établissement ayant voté un seuil plancher de 0,1 M€ pour le suivi de ces opérations dans le cadre de la trésorerie fléchée.

Le second point d'attention porte sur les intérêts issus de la dotation non consomptible de financement de l'I-SITE LUE et les dépenses associées qui n'ont pas fait l'objet d'un suivi en recette fléchée en 2022. Compte-tenu des enjeux et des décalages de trésorerie inhérents à ce programme, celui-ci sera suivi dans la trésorerie fléchée à partir du budget 2023. Aussi, il conviendra de reconstituer la part des intérêts reçus qui n'ont pas encore donné lieu à des dépenses pour réintégrer cette somme dans la trésorerie fléchée. Au vu de la programmation faite au budget rectificatif, le décalage de trésorerie est estimé à 6,8 M€ en fin d'année.

3. La soutenabilité du budget

En GBCP, la soutenabilité d'un budget s'apprécie au regard de la capacité d'un organisme à présenter une programmation budgétaire qui s'assure de la pérennité de son activité à moyen terme et à court terme, de la faisabilité des opérations engagées. **Le tableau de synthèse budgétaire et comptable présenté en annexe dans le document budgétaire a pour objet de rassembler tous les agrégats significatifs de comptabilité budgétaire et de comptabilité générale issus des autres tableaux.** Il constitue un des vecteurs essentiels de l'analyse de la soutenabilité budgétaire pour l'ordonnateur.

Ainsi, la lecture de ce tableau se fait dans un ordre chronologique et permet d'identifier les montants liés aux niveaux acquis ou à atteindre (niveaux d'entrée/sortie de restes à payer, de fonds de roulement, de trésorerie...), qui sont dissociés des montants liés aux flux de l'année (résultat, CAF, variation du fonds de roulement, solde budgétaire...). Concernant les flux de l'année, le tableau recense les éléments issus de la comptabilité budgétaire (autorisations d'engagement et restes à payer) en amont du bilan, puis ceux du haut de bilan (compte de résultat, capacité d'autofinancement et variation du fonds de roulement) pour descendre vers le bas de bilan (solde budgétaire et variation de trésorerie), tout en s'attardant sur le milieu du bilan (le besoin en fonds de roulement). Ce tableau, en expliquant les écarts entre la variation du fonds de roulement et le solde budgétaire, permet notamment d'analyser la formation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations budgétaires.

Afin de donner une vision plus complète de la situation de l'établissement, les indicateurs principaux sont retracés ci-après.

Exercices (en M€ au 31/12)	2017	2018	2019	2020	2021 [1]	2022 Budget initial [2]	2022 Budget rectificatif
Résultat consolidé	6,792	4,727	2,296	12,939	16,754	-0,591	10,900
Capacité d'autofinancement	16,488	16,091	12,864	28,043	34,051	12,768	22,366
Fonds de roulement (FR)	103,992	153,417	158,773	165,109	178,080	158,586	169,248
Besoin en fonds de roulement (BFR)	25,495	63,917	72,447	69,064	62,684	73,649	35,924
Trésorerie	78,498	89,500	86,32€	96,045	**115,395**	**84,937**	**133,324**

[1] : Les données 2021 concernant le FR et le BFR ont été corrigées pour tenir compte de la situation de la trésorerie restant à reverser à la fondation ID+Lorraine suite à la clôture des comptes de la fondation NIT au 31/12/2021.

[2] : Les données du budget initial concernant le FR, le BFR et la trésorerie ont été actualisées pour tenir compte de la situation de la trésorerie au 31/12/2021.

Ces indicateurs financiers sont repris dans le Tableau 6, qui retrace la situation patrimoniale de l'établissement. Dans ce tableau, le compte de résultat, la capacité d'autofinancement et l'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale sont établis conformément au principe de constatation des droits et obligations régissant la comptabilité générale. Ainsi, ils présentent les conséquences sur le résultat et la situation patrimoniale de l'organisme des opérations associées aux autorisations budgétaires en AE et CP ainsi qu'aux recettes, au même niveau de détail ou de regroupement que la présentation des dépenses

et des recettes du tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, ils apportent une vision complémentaire au tableau des autorisations et du solde budgétaire quant à la situation de l'Université de Lorraine.

3.1 Le résultat prévisionnel

Le compte de résultat présenté dans le Tableau 6 permet de déterminer **le résultat prévisionnel de l'exercice 2022**.

Le résultat prévisionnel du budget de l'établissement est présenté en excédent de 10,90 M€, en augmentation de 11,49 M€ par rapport au budget initial.

Cette augmentation résulte uniquement d'une hausse des produits (+10,57 M€), les charges de fonctionnement diminuant très légèrement (-0,92 M€). Ainsi, les charges de fonctionnement sont estimées à 658,02 M€ (y compris les dépenses de personnel), et les produits à 668,92 M€.

La variation des charges résulte des éléments suivants :

- **Les charges de personnels sont en hausse de 3,40 M€. Ces 3,40 M€ comprennent la hausse de 1,70 M€ constatée sur les CP, et développée en 1.2.2, à laquelle 1,70 M€ de charges à payer de personnel est ajouté.** Ces charges à payer correspondent à des dépenses dont la charge est constatée sur 2022, mais qui ne seront payées qu'en 2023. Parmi ces charges, nous avons :
  - La prime individuelle C3, qui résulte de la réforme du RIPEC, qui a vocation à remplacer la PEDR, et dont la mise en œuvre sera rétroactive au 1er janvier 2022. Le montant des charges correspondantes d'octobre à décembre est de 0,34 M€.
  - La revalorisation des médecins de prévention, dont la date de revalorisation était fixée au 1er janvier 2021, et qui n'est pas encore mise en œuvre, pour un montant pour 2022 de 0,42 M€ ;
  - Le repyramidage des enseignants-chercheurs pour son volet 2022, estimé à 0,21 M€ ;
  - Le versement de primes pour les personnels hospitalo-universitaires prévu dans la LPR pour 0,15 M€ ;
  - La revalorisation des personnels BIATSS pour 0,35 M€ ;
  - La prise en compte des versements liés aux ruptures conventionnelles qui doivent être signées pour la fin d'année pour 0,23 M€.
- **Les charges de fonctionnement décaissables (hors éléments constitutifs de la CAF) sont en baisse de 3,95 M€, pour s'élever à 109,03 M€. En effet, comme cela a été expliqué sur le paragraphe des CP de fonctionnement (en baisse de 4,45 M€),** les charges ont fait l'objet d'une réestimation au budget rectificatif. De nombreuses prévisions de dépenses de fonctionnement ont été déprogrammées, tant sur les opérations pluriannuelles que sur le budget de fonctionnement (dont fait aujourd'hui partie LUE pérennisé), ce qui tient également compte des corrections sur l'estimation des restes à payer sur dépenses de fonctionnement. Cette prévision prend également en compte les demandes faites pour réaliser des dépenses d'investissement en lieu et place de dépenses de fonctionnement, ce qui améliore directement le résultat (des produits générés par l'activité courante étant utilisés pour réaliser des dépenses d'investissement). La différence de 0,50 M€ entre la variation des CP

de fonctionnement et des charges décaissables provient de l'estimation des charges à payer à comptabiliser provenant notamment de l'augmentation des dépenses de fluides sur décembre 2022 par rapport à la même période de 2021. Comme les factures ne parviendront qu'en début d'année 2023, il convient de rattacher à 2022, l'estimation de cette variation, compte-tenu de l'inflation très importante dans le secteur de l'énergie.

- **Les charges de fonctionnement calculées et constitutives de la CAF sont, quant à elles, en légère baisse de 0,37 M€, qui concerne essentiellement les amortissements**, et qui est due au décalage de la mise en service de certains biens, notamment immobiliers.

L'établissement prévoit donc une légère baisse de ses charges de fonctionnement par rapport au budget initial de 0,92 M€.

Celles-ci sont toutefois attendues en forte augmentation par rapport à l'exercice 2021 de près de 23 M€, dont les 2/3 résultent de l'augmentation des dépenses de personnel (+15 M€). Ces charges supplémentaires sont liées à l'augmentation des dépenses relevant essentiellement du plafond d'emploi État (point d'indice, mesures LPR, Glissement Vieillesse Technicité, protection sociale complémentaire),

Les charges de fonctionnement décaissables sont également prévues en forte hausse de 14,5 M€ compensées partiellement par la baisse des charges non décaissables (dotations aux provisions et dépréciation des actifs circulants) attendues en baisse de 6,5 M€ par rapport à 2021. La hausse des dépenses de fonctionnement décaissables est estimée à +15% par rapport à 2021. Elle est liée, d'une part, à l'augmentation des dépenses courantes (surcoûts dus aux fluides et, plus globalement, à l'impact de l'inflation) et, d'autre part, aux dépenses nouvelles réalisées sur opérations pluriannuelles (+8,7 M€).

Concernant les produits de fonctionnement, ceux-ci sont en hausse de 10,57 M€ et sont évalués à 668,92 M€. Cette variation résulte des éléments suivants :

- **L'augmentation de 8,27 M€ des produits provenant de la dotation de l'État (cf. point 1.1) ;**
- **La fiscalité affectée (CVEC) dont la prévision n'est pas modifiée au budget rectificatif.** Pour rappel, et comme évoqué au point 1.1.3, il est prévu que le premier versement de CVEC pour l'année universitaire 22/23 soit réalisé en janvier 2023, et non pas sur 2022. Si ce décalage au niveau des encaissements entraîne de fait une déprogrammation budgétaire, tel n'a pas été le raisonnement s'agissant de la comptabilité générale. L'établissement a considéré que le premier versement pour l'année 2023 se rattachait comptablement à l'exercice 2022 et constituait un produit à recevoir de l'exercice, et a conservé sa prévision à hauteur de 3,71 M€ ;
- La diminution de 5,59 M€ de la prévision de comptabilisation des subventions de fonctionnement attendues à hauteur de 54,93 M€ sur les financements accordés avec ou sans condition d'octroi et suivies la plupart du temps en opérations pluriannuelles. On trouve dans cette catégorie toutes les subventions, qu'elles soient versées par la Commission européenne, les collectivités territoriales, les ministères et les agences de l'état (ANR) ou tout autre acteur économique (fondations, GIE, BPI France, CDC, ...), ainsi que la taxe d'apprentissage perçue. **Cette baisse des subventions attendues est la conséquence directe de la baisse des charges de fonctionnement et de personnel constatée sur les projets financés par rapport aux prévisions du budget initial, et notamment sur l'enveloppe recherche et sur les PIA comme cela a été vu sur le paragraphe des CP de fonctionnement.** Pour illustrer cela, on peut relever que sur le projet LUE probatoire, les charges de fonctionnement sont estimées en baisse de plus

de 1,57 M€, soit une baisse comparable des produits correspondants, l'opération étant entièrement financée, et les produits étant constatés à hauteur des dépenses.

- L'augmentation **des autres produits encaissables attendus de 7,88 M€. Cela correspond aux nouvelles prévisions faites sur les produits de valorisation ainsi que les contrats de recherche, auxquelles s'ajoutent les produits en hausse sur la formation professionnelle (apprentissage notamment). Le montant prévisionnel des produits inscrit au budget rectificatif est de 71,15 M€ ;**
- **L'augmentation des produits calculés de 1,52 M€ pour une prévision de 29,32 M€.** Cette variation provient essentiellement de la reprise sur provision qui avait été faite en 2021. Au total, 1,91 M€ de provisions a été repris dont 1,61 M€ pour les reprises de provisions relatives au risque de reversement à l'ARS qui existait, pour les trop-perçus pour le financement des PAMSU, ainsi que 0,30 M€ de reprise concernant des risques de non perception de recettes qui avaient déjà été titrées, et dont le risque de non versement avait été provisionné à 50%. Du fait des encaissements survenus en 2022 pour les projets EXPLOR (0,20 M€), TELEMOTION (0,05 M€) et Campus Gestion-Management (0,35 M€), les provisions ont été reprises. Cette reprise de provision d'un montant de 1,42 M€ est comptabilisée en produits. Le reste de la variation sur les produits calculés est dû à la diminution de la quote-part de reprise, qui est le miroir de la baisse de la dotation aux amortissements.

Pour conclure sur les produits, on constate que les augmentations constatées en recettes budgétaires ne trouvent pas leur équivalent en comptabilité générale, dans la mesure où la plupart des augmentations de recettes budgétaires de 2022 pour des projets (hors ceux qui financent de l'investissement) constituent des avances sur des subventions avec condition d'octroi (Education et territoires, PLEIADES, SIRIUS, ORION, Carnot ICEEL 2022), auxquelles il n'est pas possible de rattacher des produits à hauteur des recettes, en l'absence de dépenses équivalentes.

Concernant les faits marquants de l'exercice 2022 au niveau du compte de résultat, il convient de souligner l'impact de la dévolution de LUE, et du passage du financement à partir des intérêts de dotations non consomptibles, sur le résultat évalué à +6,80 M€ en 2022. Les intérêts étant comptabilisés comme une subvention sans condition d'octroi, ils constituent donc des produits de l'exercice, et font l'objet d'un rattachement à l'exercice indépendamment des dépenses réalisées. Les produits étant supérieurs de 6,80 M€ aux prévisions de dépenses, l'impact attendu **sur le résultat 2022 est de +6,80 M€.** Le programme LUE visant des orientations prédéfinies et faisant l'objet d'un suivi spécifique au sein l'établissement, il n'a pas vocation à prendre en charge les dépenses courantes de l'établissement, mais à financer des actions distinctives favorisant la transformation et l'excellence de l'Université de Lorraine. Aussi, les excédents constatés en 2022, seront prélevés du fonds de roulement sur les exercices ultérieurs dès lors que les charges associées à ce programme seront supérieures aux intérêts annuels. Si la dotation de LUE était comptabilisée comme une subvention avec condition, ce qui correspond à la manière dont elle est appréciée par l'établissement, et si la compensation des surcoûts « fluides » était rattachée à l'exercice des dépenses qu'elle finance (principalement 2023), le résultat de l'établissement serait présenté en très léger excédent.

Par rapport à 2021, le résultat prévisionnel est attendu en baisse de 5,97 M€. Cette diminution est essentiellement due à l'augmentation des charges en 2022 (+23 M€) par rapport à 2021, alors que les produits, s'ils augmentent, (+17 M€), ne le font pas dans la même proportion. Il faut également signaler en 2021 la part très importantes des charges calculées dans les charges de fonctionnement, en raison de nombreuses provisions (litige Hydroption, reversement ARS, risques de non justification sur subvention), alors que les nouvelles provisions comptabilisées sur l'exercice en cours sont attendues pour un montant moins important.

En comparant les charges décaissables entre 2021 et 2022, ces dernières sont en augmentation de 29,5 M€, soit +5 % par rapport à 2021 (+15% sur les charges de fonctionnement et +3% sur celles de personnels), alors que les produits encaissables (y compris les subventions) augmentent de 17 M€ (+3%). Il faut noter lors de la comparaison que 2021 restait un exercice particulier du fait de restrictions ayant entraîné une baisse des charges. Toutefois, le fait que les charges augmentent presque deux fois plus vite que les produits doit rester un point de vigilance.

Si la prise en charge par l'établissement en 2022 de la revalorisation du point d'indice est exceptionnelle, il conviendra de s'assurer que l'augmentation des ressources permette toujours de financer l'augmentation très forte des charges de fonctionnement.

3.2 La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) traduit la capacité de l'établissement à financer ses besoins pérennes en investissement. Elle est portée en ressources du tableau de financement prévisionnel, matérialisant son caractère durable et permettant ainsi le financement des investissements et le remboursement des dettes financières (emprunt, par exemple). **Les données du budget rectificatif, décrites précédemment, ont un impact direct sur la CAF de l'établissement puisque celle-ci est estimée à 22,37 M€, en augmentation de 9,60 M€ par rapport au budget initial de 2022.**

La variation positive de 9,60 M€ de la CAF par rapport au budget initial de 2022 résulte de :

- **L'augmentation du résultat prévisionnel du budget de 11,49 M€ ;**
- **L'impact négatif de 1,89 M€ des charges et produits constitutifs de la CAF** se décomposant comme suit :
  - Les charges constitutives de la CAF sont diminuées de 0,37 M€ par rapport au budget initial, ceci étant dû à la baisse de prévision au niveau des amortissements
  - Les produits constitutifs de la CAF augmentent de 1,52 M€ par rapport au budget initial résultant des reprises sur provisions effectuées pour 1,91 M€, alors que les produits calculés résultant de la quote-part de financements rattachés à des actifs ainsi que les cessions d'actifs diminuent respectivement de 0,32 M€ et 0,07 M€

Par rapport au compte financier 2021, la CAF prévisionnelle est attendue à 22,4 M€, en baisse de 12,5 M€. Cette diminution est due à la variation prévue du résultat prévisionnel (-6 M€), alors même que l'exercice précédent présentait pour 6,5 M€ de charges calculées en plus, ce qui constitue la deuxième source de variation.

Le ratio « taux d'autofinancement » rapportant la CAF aux produits encaissables est de 3,5%. Cela traduit notre capacité à dégager des ressources pendant l'exercice, qui nous permettent ainsi d'assurer le financement d'une partie de l'investissement de l'année.

A noter que le seuil de vigilance de ce ratio est fixé entre 0,5% et 1%, le seuil d'alerte étant situé sous les 0,5%.

3.3 Le tableau de financement et la variation du fonds de roulement

3.3.1 Le tableau de financement

L'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés, également appelé tableau de financement, est présenté dans la 2ème partie du Tableau 6.

Les emplois inscrits au tableau de financement traduisent notamment les conséquences prévisionnelles, en comptabilité générale, des opérations de dépenses prévues dans l'enveloppe d'investissement à hauteur de 56,02 M€. Ces dépenses d'investissement sont en diminution de 5,69 M€ par rapport à la prévision faite au budget initial de 2022. **Cette baisse est quasiment identique à celle observée sur les CP d'investissement, et trouve sa source dans les déprogrammations sur les opérations de travaux** (Plan France Relance concernant l'IUT Nancy-Brabois et le bâtiment D du Saulcy, CPER Carnot-Ravinelle, volets du programme pluriannuel d'investissement immobilier notamment le gros entretien renouvellement et les mises en accessibilité, ...), **et autres opérations d'investissement** (équipements du DCML, de Lothaire, ...).

A ces dépenses s'ajoutent **les remboursements des dettes financières pour un montant de 3,14 M€**, c'est-à-dire le remboursement en capital de l'emprunt de la BEI (1,55 M€), la redevance résiduelle due aux prestataires des PPP sur l'exercice comptable (1,41 M€) et les prêts, dépôts et cautionnement (0,01 M€). Le remboursement de l'emprunt ne constitue pas une dépense budgétaire de l'exercice, au contraire de la subvention qui le finance et qui constitue une recette budgétaire.

Les ressources figurant au tableau de financement traduisent, quant à elles, les conséquences prévisionnelles en comptabilité générale des opérations de recettes prévues au tableau des autorisations budgétaires. La première ressource est la capacité d'autofinancement qui a été décrite précédemment (22,37 M€). **Ainsi, en 2022, la CAF doit nous permettre d'assurer le financement de 40% de nos acquisitions d'immobilisations.** Ce chiffre a presque doublé par rapport au budget initial (21%).

Les subventions d'investissement sont attendues en baisse de 4,56 M€ par rapport au budget initial, à 27,91 M€. Dans la mesure où la comptabilisation des subventions d'investissement se fait à hauteur de la part financée des dépenses éligibles constatées au cours de l'exercice, les déprogrammations effectuées sur les opérations financées, telles que le Plan France Relance, CPER ou DCML, entraînent cet impact négatif sur la variation de ces financements.

Les subventions nous permettent de financer la moitié des dépenses d'investissement de l'établissement, du fait de l'importance des projets immobiliers financés par l'État (Plan France Relance, CPER). Cette part des subventions dans le financement de nos investissements reste stable par rapport au budget initial.

- **La CAF prévisionnelle permet d'assurer le financement de 40% de nos acquisitions d'immobilisations inscrites au budget rectificatif.**
- **Les subventions attendues permettent de financer 50% des dépenses d'investissement de l'établissement.**

3.3.2 La variation du fonds de roulement

La variation du fonds de roulement découle du tableau de financement. En effet, la présentation en équilibre du tableau 6 (2ème partie) est réalisée par la variation du fonds de roulement (augmentation du fonds de roulement ou diminution du fonds de roulement). **La variation prévisionnelle attendue au 31 décembre 2022 correspond à une diminution du fonds de roulement de 8,83 M€ par rapport à 2021 (dont 1,95 M€ correspondant à la sortie du fonds de roulement de la fondation NIT), en consolidation de 10,66 M€ par rapport au budget initial de 2022.**

Le fonds de roulement attendu au 31 décembre 2022 est évalué à 169,25 M€.

Exercices (en M€ au 31/12)	2017	2018	2019	2020	2021[1]	2022 Budget initial [2]	2022 Budget rectificatif
Fonds de roulement (FR)	103,992	153,417	158,773	165,109	178,080	158,586	169,248

[1] : Les données 2021 ont été corrigées pour tenir compte de la situation de la trésorerie restant à reverser à la fondation ID+Lorraine suite à la clôture des comptes de la fondation NIT au 31/12/2021.

[2] : Les données du budget initial concernant ont été actualisées pour tenir compte de la situation de la trésorerie au 31/12/2021.

La variation du fonds de roulement (+10,66 M€) entre le budget initial et le budget rectificatif 2022 est la résultante de l'augmentation de la CAF (+9,59 M€) liée à la consolidation du résultat prévisionnel, mais également de la baisse des investissements, et notamment ceux qui sont autofinancés, pour 1,06 M€. En effet, la baisse des investissements de 5,69 M€ a pour corollaire une baisse des financements de l'actif, dans la mesure où pour les investissements financés (CPER, Plan France Relance), une déprogrammation des crédits d'investissement entraîne une baisse du financement de l'actif rattaché à ces investissements. La déprogrammation des investissements entièrement financés est donc neutre sur le fonds de roulement.

La diminution attendue sur le fonds de roulement en 2022 est évaluée à 8,83 M€, dont l'impact de la comptabilisation des opérations en PPP est de 3,13 M€. Il faut relever que pour les projets d'équipement des collégiums et pôles scientifiques, programmés respectivement 1,33 M€ et 1,10 M€, ainsi que les travaux autofinancés par l'établissement pour plus de 4 M€ (volet Gros, Entretien, Renouvellement dit GER, efficacité énergétique, mise en accessibilité...), l'établissement ne devrait avoir à puiser entièrement dans son fonds de roulement pour les financer, cela étant couvert par la capacité d'autofinancement (CAF), réduisant ainsi l'impact attendu de ces opérations sur le fonds de roulement en 2022.

Le ratio prudentiel, qui rapporte (en jours) les charges de fonctionnement (et de personnel) décaissables au montant du fonds de roulement au 31 décembre 2021, était de 109 jours pour le budget principal. **Au budget rectificatif, ce ratio est ramené à 99 jours. Cela signifie que le fonds de roulement permettrait de couvrir plus de 3 mois de dépenses de fonctionnement.**

- **Le fonds de roulement au 31 décembre 2022 est évalué à 169,25 M€ suite au prélèvement attendu de 8,83 M€.**
- **Il permet de couvrir 99 jours de charges de fonctionnement (et de personnel) décaissables.**

Une partie de ce fonds de roulement est toutefois dite non mobilisable car plusieurs de ses composants correspondent à des engagements pluriannuels ou réglementaires. Il s'agit notamment des provisions, des excédents de la formation continue et des restes à réaliser sur les opérations pluriannuelles (contrats de recherche, contrats d'enseignement, programmes d'investissement, CVEC non mobilisée) et des Partenariats Publics-Privés dont l'impact est décrit si après.

3.3.3 Le fonds de roulement de roulement disponible

Afin de déterminer le fonds de roulement disponible, il est nécessaire de retraiter le fonds de roulement net global de 169,25 M€ attendu à fin décembre 2022 (cf. point précédent). **En effet, celui-ci intègre une part mobilisable et une part qui est affectée à la couverture de décaissements futurs (risques divers, dettes à rembourser, opérations en cours) ou à des finalités juridiques définies, qui n'est pas directement mobilisable.** Aussi, pour calculer la part dite mobilisable ou disponible, il convient de lui retrancher les éléments suivants :

- Les provisions pour risques et charges,
- Les emprunts et dettes assimilées,
- Les subventions d'investissement qui ont fait l'objet d'un titre de recette global alors que ceux-ci se déroulent sur plusieurs exercices (situation des deux PPP notamment),
- Les investissements à venir non couvert par une subvention d'investissement (autofinancement) ainsi que les financements sur projet, c'est-à-dire, les engagements contractés par l'université pour financer sur fonds propres une partie de l'investissement pour lequel elle reçoit une subvention (cofinancement),
- Le solde des conventions et des contrats en cours qui ont fait l'objet d'un titre de recette global alors que ceux-ci se déroulement sur plusieurs exercices,
- Le montant cumulé des excédents de formation continue des trois dernières années en application de l'article D.714-65 du code de l''éducation.

Les éléments portés par les quatre derniers alinéas sont suivis dans le cadre des opérations pluriannuelles dont la comptabilisation des PPP qui impacte le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Au 31 décembre 2021, le fonds de roulement du budget principal s'élevait à 178 M€, dont 73,41 M€ provenaient de la comptabilisation des PPP.

L'engagement de l'État de 84,9 M€ pour financer les PPP sur la durée des contrats (25 ans) a fait l'objet d'une comptabilisation en tant que ressources sur les exercices 2017 et 2018. En parallèle, l'établissement a procédé à l'inscription de ces biens à l'actif de son bilan. La contrepartie de la comptabilisation des biens à l'actif a consisté en l'inscription d'une dette financière au passif du bilan. Dans ce cas, la part relative à l'investissement, de la rémunération versée

par l'établissement aux tiers, est analysée comme un apurement de la dette financière. A l'échéance du contrat, la dette vis-à-vis du tiers sera apurée dans sa totalité. L'inscription des dettes résiduelles, qui seront apurées au fur et à mesure du paiement des redevances aux partenaires et de l'emprunt souscrit auprès de la BEI (les remboursements en capital venant diminuer la dette lors des paiements), a fortement impacté le fonds de roulement de l'établissement à fin 2018. Il convient donc de rappeler aux administrateurs qu'une part importante de ce fonds de roulement est dite non mobilisable puisqu'elle correspond à la comptabilisation en ressources de la dette liée à la subvention de l'État pour le financement de la redevance d'investissement des bâtiments « MIM-LEM3 » et « Biologie-Santé » en PPP et de la dette financière (remboursement du capital) liée à l'emprunt effectué auprès de la BEI. **L'établissement finance ainsi, par prélèvement sur fonds de roulement, la redevance résiduelle d'investissement et le remboursement du capital.**

Pour l'exercice 2022, ces deux opérations en PPP impacteront à nouveau négativement le fonds de roulement de l'établissement à hauteur de 3,13 M€. À fin 2022, la part du fonds de roulement dite non mobilisable, liée aux PPP, sera de 70,28 M€, dont 43,70 M€ pour « Biologie-Santé » et 26,58 M€ pour « MIM-LEM3 ».

Concernant les opérations pluriannuelles inscrites au budget rectificatif (cf. tableaux 9 et 10), les restes à réaliser sur les années 2023 et ultérieures sont évalués à 61,2 M€. Ils comprennent principalement les engagements pris sur les programmes d'investissement ainsi que les restes à réaliser sur les contrats de recherche et d'enseignement et les excédents de la formation continue.

Enfin pour déterminer le fonds de roulement disponible, **il faut déduire les provisions inscrites au passif de l'établissement estimées à 13,2 M€ en fin d'exercice** compte-tenu des nouvelles provisions et des reprises sur d'anciennes provisions attendues au budget rectificatif.

- **Au 31 décembre 2022, le fonds de roulement corrigé de la part non mobilisable issue des PPP et des restes à réaliser sur les opérations pluriannuelles est estimé à 25,6 M€.**
- **Il permet de couvrir 14 jours de charges de fonctionnement (et de personnel) décaissables, le seuil prudentiel étant fixé à 15 jours. En fin d'exercice 2021, ce ratio était de 23 jours.**

3.4 L'évolution du besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est un indicateur important. Il représente le besoin de financement à court terme résultant des décalages des flux de trésorerie correspondant aux décaissements et aux encaissements liés à l'activité de l'établissement. Le BFR d'une université est structurellement négatif parce que les encaissements précèdent globalement les décaissements au niveau agrégé de l'université, c'est-à-dire que l'on encaisse plus vite que l'on ne dépense.

Toutefois, pour l'Université de Lorraine, le niveau du BFR attendu au 31 décembre 2022 au budget rectificatif est positif de 35,92 M€, en raison de l'impact des PPP. Par rapport au budget initial, le BFR diminue de plus de moitié à 37,73 M€.

Exercices (en M€ au 31/12)	2017	2018	2019	2020	2021[1]	2022 Budget initial [2]	2022 Budget rectificatif
Besoin en fonds de roulement (BFR)	25,495	63,917	72,447	69,064	62,684	73,649	35,924

[1] : Les données 2021 ont été corrigées pour tenir compte de la situation de la trésorerie restant à reverser à la fondation ID+Lorraine suite à la clôture des comptes de la fondation NIT au 31/12/2021.

[2] : Les données du budget initial concernant ont été actualisées pour tenir compte de la situation de la trésorerie au 31/12/2021.

La variation du BFR constatée au budget rectificatif est le corollaire de la prévision de versements d'importantes avances pour des subventions avec condition d'octroi sur projets (LUE probatoire pour 9 M€, Plan France Relance pour 5,8 M€, CPER 2015-20 pour 5 M€, SIRIUS pour 2,7 M€, ORION pour 2,4 M€, CARNOT ICEEL pour 2,4 M€, PLEIADES pour 1,9 M€, Education et Territoires pour 1,7 M€, le programme de mobilité ERASMUS pour 1,6 M€, ...), et du décalage qui existe entre la perception de ces fonds par l'établissement, et les dépenses effectués en parallèle de l'obtention des moyens. Dans la mesure où l'établissement encaisse plus vite qu'il ne dépense, le besoin en fonds de roulement diminue. On peut également voir ce décalage important qui existe au niveau des opérations sur recettes fléchées, dont le solde budgétaire de l'année est positif de plus de 13 M€ et le montant de la trésorerie fléchée fait apparaître un excédent cumulé de plus de 32 M€ à fin 2022.

Il est, en revanche, à noter que pour le projet LUE pérennisé, dans la mesure où les versements de l'ANR sont comptabilisés comme des subventions sans condition, les excédents de cette année (6,80 M€) sont entièrement passés dans le fonds de roulement de l'établissement. Il en est de même de l'avance de l'État au titre du financement des surcoûts de l'énergie, dans la mesure où les recettes de SCSP sont comptablement titrées au moment de l'encaissement.

Enfin, on peut noter que le besoin en fonds de roulement de l'Université serait négatif sans la comptabilisation des PPP et qu'il se situerait aux alentours de – 34,34 M€, traduisant un important décalage entre la perception des recettes et la réalisation des dépenses correspondantes, ce qui est classique pour une université.

3.5 La soutenabilité budgétaire

A l'échelle annuelle, la soutenabilité du budget s'apprécie par le solde budgétaire, l'analyse de l'équilibre financier à travers les variations du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie ainsi que par le niveau de trésorerie lié aux opérations fléchées. En effet, la soutenabilité correspond au croisement de la pérennité (engagements et fonds de roulement) et de la faisabilité (solde budgétaire et trésorerie). Le tableau ci-après reprend ces principaux éléments :

	Compte financier 2021	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022	Variation par rapport au BI
Solde budgétaire (SB)	23,958	-25,490	18,529	44,019
Solde des opérations non budgétaires	-3,984	-4,969	-0,600	4,368
Variation du fonds de roulement (Δ FR)	14,923	-19,494	-8,832	10,662
Variation du besoin en fonds de roulement (Δ BFR)	-4,428	10,964	-26,760	-37,725
Variation de la trésorerie (Δ T)	19,350	-30,458	17,928	48,387

Le budget rectificatif de 2022 présente de très importantes variations par rapport au budget initial, tant en comptabilité budgétaire qu'en comptabilité générale.

Au niveau des recettes, la hausse des prévisions en encaissement de la SCSP, des recettes propres et des subventions, et notamment d'avances sur les subventions avec condition d'octroi, entraîne la hausse des recettes en comptabilité budgétaire et l'amélioration du solde budgétaire, alors qu'en comptabilité générale, la perception de ces avances entraîne la diminution du besoin en fonds de roulement. **L'augmentation attendue de la SCSP et des autres produits impacte très fortement le résultat de l'exercice attendu à +10,9 M€.** De surcroît, la perception de recettes en 2022 qui ont vocation à être réutilisées sur les exercices suivants (compensation des surcoûts de l'énergie pour 3,9 M€, excédents sur les intérêts de la dotation LUE ayant vocation à être réutilisés pour 6,8 M€) minore la baisse (-8,9 M€) attendue de fonds de roulement en 2022, et justifiera une baisse de celui-ci sur les exercices suivants et, ce, dès 2023.

Au niveau des dépenses, la baisse des dépenses (crédits de paiement) de fonctionnement et de personnel (-2,7 M€) participe également l'amélioration du solde budgétaire, alors qu'en comptabilité générale, la baisse des charges décaissables (-0,5 M €) est plus modérée du fait de la comptabilisation de charges à payer, notamment sur les rémunérations.

Par rapport au budget initial, c'est donc l'augmentation des produits (SCSP et autres produits) conjuguée à la faible baisse des charges décaissables qui influe directement sur le résultat de l'exercice et entraîne mécaniquement une augmentation de la capacité d'autofinancement (+9,6 M€) prévue à 22,4 M€, qui vient abonder les ressources d'investissement, et entraîne une baisse du prélèvement sur fonds de roulement (-10,7 M€ par rapport au budget initial).

La variation de trésorerie, qui peut être calculée à partir de la variation du solde des opérations budgétaires et non budgétaires en comptabilité budgétaire, ou de la variation du fonds et du besoin en fonds de roulement en comptabilité générale, **est estimée à +48,39 M€ par rapport au budget initial, soit un**

abondement de 17,93 M€ au titre de l'exercice 2022. Cet abondement est logique, dans la mesure où l'on constate un excédent en comptabilité budgétaire, et une forte diminution du besoin en fonds de roulement, qui fait plus que compenser le prélèvement sur fonds de roulement en comptabilité générale.

Enfin, la soutenabilité du budget s'apprécie dès lors qu'il ne met pas en danger la situation financière de l'Université à moyen terme. Les tableaux des opérations fléchées (cf. tableau 8) et des autres opérations pluriannuelles (cf. tableaux 9 et 10) apportent un éclairage supplémentaire et permettent une analyse qui s'étend au-delà du seul exercice budgétaire 2022. Parmi les indicateurs présentés qui portent tous des éléments favorables à la soutenabilité du budget rectificatif présenté, il convient d'attirer l'attention la trésorerie disponible et sur le fonds de roulement et sa composition.

Concernant le fonds de roulement, le point d'attention porte non sur la variation constatée en 2022 (prélèvement estimé à 8,8 M€), mais sur la part dite mobilisable qui est estimée à 25 M€, soit seulement 15% du fonds de roulement net global attendu à 169,25 M€ au 31 décembre 2022. Elle était de 21% fin 2021.

Concernant le niveau de la trésorerie initiale de 115,40 M€ au 1er janvier 2022, le niveau de la trésorerie à fin 2022 est estimé à 133,32 M€. Ainsi, la trésorerie attendue permettrait de couvrir 78 jours de charges décaissables de fonctionnement, le seuil d'alerte étant fixé à 30 jours. Le budget rectificatif est soutenable et ne porte aucun risque d'insolvabilité pour l'établissement. Néanmoins, il faut rappeler que cette hausse de trésorerie est essentiellement due à des versements qui sont accordés à titre d'avance, pour des dépenses à venir sur les prochains exercices. Ainsi compte tenu de la part importante de la trésorerie qui est affectée à des projets, il conviendra de porter une vigilance accrue sur le niveau de la trésorerie non affectée.

En effet, il faut relever qu'au 31 décembre 2022, et en excluant les PPP, 85 M€ du montant de la trésorerie sont aujourd'hui mobilisés sur les opérations pluriannuelles de l'établissement, une fois les données de l'emprunt corrigées. Cela traduit, d'une part, les sommes que l'établissement devra sortir de sa trésorerie car correspondant jusqu'alors à des avances, et d'autre part à l'autofinancement sur ces opérations.

Ainsi, la trésorerie dite disponible de l'établissement, car non affectée à une opération pluriannuelle, est estimée à 48 M€, ce qui permettrait de couvrir les charges de fonctionnement de 28 jours. Il est à noter que ce ratio était de 31 jours au compte financier 2021, ce qui traduit, d'une part, l'augmentation de l'affectation du poids de la trésorerie affectée à des projets sur lesquels l'établissement s'est engagé et, d'autre part, l'augmentation de ses charges.

Ce contexte de forte augmentation des recettes, qui était déjà le même au budget rectificatif de 2021, a pour conséquence de permettre à l'établissement de ne pas mobiliser sa trésorerie sur ses projets fléchés et de mobiliser modérément son fonds de roulement, quand bien même de l'autofinancement est requis, sur des opérations ou projets partiellement ou entièrement autofinancés. Cela entraîne donc un décalage des dépenses financées, et celles demandées à l'établissement au titre de l'autofinancement sur les exercices suivants. De manière plus générale, tous les décalages sur les opérations pluriannuelles engagées sont retracés dans les tableaux 9 et 10. Ces tableaux, présentés dans le cadre du budget rectificatif, contiennent les mêmes opérations que ceux du budget initial de 2023, ces deux budgets étant soumis au même Conseil d'Administration. Etant donné que la reprogrammation effectuée aura des incidences importantes sur le budget 2023, l'impact de la nouvelle programmation des opérations pluriannuelles sera détaillé dans le document budgétaire du budget initial 2023. **Il faut préciser ici que le budget initial de 2023 devra être observé en miroir du budget rectificatif 2022. En effet, 2023 verra des dénouements en crédits de paiement, en charges et emplois d'investissement bien supérieurs aux encaissements prévus, et ce notamment sur les projets immobiliers, ce qui aura pour conséquence une variation à la hausse du besoin en fonds de roulement, et une diminution de la trésorerie.**

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Le budget rectificatif 2022

PRESENTATION DU DOCUMENT BUDGETAIRE

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses de l'organisme. Le budget doit respecter les grands principes des finances publiques. La budgétisation des crédits s'appuie sur leurs règles de consommation

Les crédits inscrits au budget sont constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiements (CP), les autorisations d'engagement constituant la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice, et les crédits de paiement constituant la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'exercice (article 180 du décret GBCP[1]). Les recettes sont inscrites au budget pour leur montant prévisionnel.

L'élaboration et l'exécution du budget en AE/CP supposent une programmation budgétaire. La logique de pilotage portée par le décret GBCP induit la mise en place au sein des organismes d'un processus de programmation budgétaire et de son éventuelle actualisation, par lequel ils planifient les moyens nécessaires à la réalisation de leur activité. Pour apporter une visibilité à moyen terme, la programmation doit être pluriannuelle. La programmation pluriannuelle permet de planifier les dépenses sur une durée dépassant celle d'un exercice, jusqu'au dénouement des dépenses considérées. Dans le cadre de la programmation pluriannuelle, le budget annuel de l'organisme correspond à la partie de la programmation correspondant à l'exercice considéré.

L'article 175 du décret GBCP prévoit que le budget comprenne :

1. Les autorisations budgétaires constituées des autorisations d'emplois, des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des prévisions de recettes de l'exercice ainsi que du solde budgétaire en résultant ;
2. Un tableau présentant l'équilibre financier résultant, d'une part, du solde budgétaire mentionné au 1°, d'autre part des opérations de trésorerie définies à l'article 196 ;
3. Un compte de résultat prévisionnel et un état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés. Ces prévisions sont présentées conformément aux normes établies pour la comptabilité générale, mentionnées à l'article 54.

1. Autorisations budgétaires

Par le vote des autorisations budgétaires, l'organe délibérant fixe la limite supérieure des emplois de l'organisme et des dépenses pouvant être engagées juridiquement (autorisations d'engagement) et payées (crédits de paiement) sur l'exercice. Il se prononce également sur les prévisions de recettes et sur le solde budgétaire, représentant la différence entre les prévisions de recettes et les crédits de paiement de l'exercice.

2. Tableau d'équilibre financier

A côté des autorisations budgétaires, l'organe délibérant vote également un tableau présentant l'équilibre financier, qui permet de déterminer la variation de trésorerie sur l'exercice. Cette variation de trésorerie résulte, d'une part, du solde budgétaire découlant des autorisations budgétaires et, d'autre part, des opérations de trésorerie qui ne sont pas des opérations budgétaires mais affectent la trésorerie (remboursements d'emprunts, opérations au nom et pour le compte de tiers, autres décaissements et encaissements sur compte de tiers, gérés en comptes de tiers par l'organisme pour son propre compte).
Le tableau d'équilibre financier retrace ainsi les moyens financiers de couverture d'un solde budgétaire déficitaire par l'excédent résultant des opérations de trésorerie, ou les besoins d'utilisation d'un solde budgétaire excédentaire. Il permet d'appréhender l'ensemble des enjeux de financement ; de l'organisme, que ce soit par prélèvement (ou abondement) de la trésorerie ou par recours à l'emprunt (ou remboursement).

[1] décret GBCP n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

3. Etats relatifs à la situation patrimoniale

Enfin, l'organe délibérant vote un compte de résultat prévisionnel, la capacité d'autofinancement qui en découle, et un état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés, apportant une vision complémentaire aux autorisations budgétaires et au tableau d'équilibre financier.
Ces deux derniers états en comptabilité budgétaire apportent en effet une vision du bas de bilan (trésorerie) tandis que les états en comptabilité générale apportent une vision du haut de bilan (fonds de roulement).

L'élaboration d'un budget rectificatif permet d'enregistrer les modifications des autorisations et des prévisions apportées en cours d'exercice budgétaire afin d'ajuster le budget initial. Aux termes de l'article 177 du décret GBCP, les budgets rectificatifs sont préparés, votés et approuvés dans les mêmes conditions que le budget initial.

Les crédits étant limitatifs et spécialisés par enveloppe (personnel, fonctionnement et investissement), toute modification du montant des enveloppes approuvé en budget initial suppose le vote préalable de l'organe délibérant d'un budget rectificatif, à l'exception des mouvements intervenant dans le cadre de la fongibilité asymétrique.

A noter que depuis le passage à la GBCP, l'établissement s'est doté d'une enveloppe « Recherche » permettant de suivre l'ensembles des opérations pluriannuelles de la mission recherche. La limitativité des crédits doit donc s'apprécier au sein de chacune des enveloppes « Recherche » et « Hors recherche » dans le respect des enveloppes budgétaires (personnel, fonctionnement et investissement), à l'exception de l'enveloppe « Recherche » où la fongibilité est autorisée entre les enveloppes de fonctionnement et d'investissement.

Le dossier de présentation du budget rectificatif est identique à celle du dossier de budget initial et comprend les tableaux suivants :

- Tableau 1 : Autorisations d'emplois (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 2 : Autorisations budgétaires (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine ;
- Tableau 4 : Equilibre financier (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 5 : Opérations pour compte de tiers ;
- Tableau 6 : Situation patrimoniale (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 7 : Plan de trésorerie ;
- Tableau 8 : Opérations sur recettes fléchées ;
- Tableau 9 : Opérations pluriannuelles (pour vote de l'organe délibérant) ;
- Tableau 10 : Opérations pluriannuelles détaillées et programmation.

Les tableaux 1, 2, 4, 6 et 9 sont soumis au vote du conseil d'administration ; les tableaux 3, 5, 7, 8 et 10 sont obligatoirement présentés à l'organe délibérant pour son information, afin d'éclairer et de justifier les tableaux soumis au vote.

Depuis le budget initial 2022, le budget de l'établissement de l'Université ne comprend plus de budget annexe suite à la dissolution de la Fondation NIT et au transfert de ces actifs à la Fondation ID+ Lorraine.

Enfin, Le budget rectificatif est accompagné d'une note de présentation établie par l'ordonnateur, destinée à éclairer les membres du conseil d'administration sur la nature et les enjeux des décisions soumises à leur approbation.

Tableau 1
Tableau des emplois présenté par l'établissement au budget rectificatif 2022

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

			Emplois sous plafond Etat* (A)		Emplois financés hors SCSP (B)		Global (C) = (A) + (B)	
			Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	2 931	2 939			2 931	2 939
		CDI	5	7	25	33	30	40
	Non permanents	CDD	695	698	478	447	1 173	1 145
S/total EC			**3 631**	**3 644**	**503**	**480**	**4 134**	**4 124**
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			-	-			-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	2 202	2 202			2 202	2 202
		CDI	114	150	215	218	329	368
	Non permanents	CDD	260	227	457	432	717	659
S/total Biatoss			**2 576**	**2 579**	**672**	**650**	**3 248**	**3 229**
Totaux			**6 207**	**6 223** (1)	**1 175**	**1 130**	**7 382**	**7 353**
							Plafond global des emplois voté par le CA**	(2)
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**6 207**	**6 223** (3)				

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les régles.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

*** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"**

**** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"**

Tableau 2 : Autorisations budgétaires
Budget rectificatif 2022

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DEPENSES								
	Compte Financier 2021		Budget initial 2022 voté le 14/12/2021		Budget rectificatif 2022		Ecarts entre le BR et le budget initial	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Enveloppes hors projet de recherche	**616 219 092**	**579 500 975**	**613 058 051**	**635 352 055**	**627 678 047**	**632 668 323**	**14 619 996**	**-2 683 732**
Personnel	478 890 739	478 890 739	491 066 446	491 066 446	495 443 876	495 443 876	4 377 430	4 377 430
dont contributions employeur au CAS Pension	*139 517 398*	*139 517 398*	*139 596 011*	*139 596 011*	*140 220 000*	*140 220 000*	623 989	*623 989*
Fonctionnement	73 630 404	73 670 426	88 364 259	88 004 522	92 132 764	86 663 058	3 768 505	-1 341 464
Investissement	63 697 949	26 939 810	33 627 346	56 281 087	40 101 407	50 561 389	6 474 061	-5 719 698
Enveloppes projet de recherche	**41 541 490**	**41 213 372**	**43 695 688**	**46 276 638**	**41 460 479**	**40 482 298**	**-2 235 209**	**-5 794 340**
Personnel	20 561 691	20 561 691	20 733 554	20 733 554	18 056 124	18 056 124	-2 677 430	-2 677 430
Fonctionnement	12 682 924	12 093 543	16 985 256	18 529 341	16 239 013	15 421 128	-746 243	-3 108 213
Investissement	8 296 875	8 558 138	5 976 878	7 013 743	7 165 342	7 005 046	1 188 464	-8 697
TOTAL DES DÉPENSES	**657 760 582**	**620 714 347**	**656 753 739**	**681 628 693**	**669 138 526**	**673 150 621**	**12 384 787**	**-8 478 072**
Solde budgétaire (excédent)		**23 958 269**		-		**18 528 824**		**44 018 536**

RECETTES				
Compte Financier 2021	Budget initial 2022 voté le 14/12/2021	Budget rectificatif 2022	Ecarts entre le BR et le budget initial	
585 877 068	**592 496 870**	**612 345 181**	**19 848 311**	**Recettes globalisées**
501 562 566	501 524 571	509 798 144	8 273 573	Subvention pour charges de service public
1 149 627	1 185 655	1 235 553	49 898	Autres financements de l'Etat
3 771 003	3 710 000	2 714 107	-995 893	Fiscalité affectée
15 262 011	21 593 952	23 274 009	1 680 057	Autres financements publics
64 131 862	64 482 692	75 323 368	10 840 676	Recettes propres
58 795 547	**63 642 111**	**79 334 264**	**15 692 153**	**Recettes fléchées**
11 777 464	23 327 435	27 243 227	3 915 792	Financements de l'Etat fléchés
42 512 010	37 700 419	50 688 714	12 988 295	Autres financements publics fléchés
4 506 074	2 614 257	1 402 323	-1 211 934	Recettes propres fléchées
644 672 615	**656 138 981**	**691 679 445**	**35 540 464**	**TOTAL DES RECETTES**
-	**25 489 712**	-	-	**Solde budgétaire (déficit)**

(a) le budget rectificatif n°1 correspond au total des données du budget initial et du budget rectificatif

Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tableau des dépenses par destination

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Programme 150 - FORMATIONS SUPÉRIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE	***505 743 859***	***505 743 859***	***104 969 288***	***98 634 632***	***46 980 379***	***57 300 979***	***657 693 526***	***661 679 470***
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	152 259 147	152 259 147	11 450 501	11 454 611	5 799 028	6 007 371	169 508 676	169 721 129
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	106 476 286	106 476 286	16 259 572	16 622 688	3 314 011	3 216 877	126 049 869	126 315 851
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	1 209 203	1 209 203	247 147	247 147	-	-	1 456 350	1 456 350
D105 - Bibliothèques et documentation	9 799 709	9 799 709	3 469 376	3 517 870	- 239 668	186 099	13 029 417	13 503 678
D106 - Recherche univ. en sciences de la vie, biotechnologie et santé	26 541 679	26 541 679	5 336 295	4 925 169	2 304 117	1 852 474	34 182 091	33 319 322
D107 - Recherche univ. en mathématiques, STIC, micro et nanotechnologies	31 029 555	31 029 555	2 792 367	2 624 748	908 791	1 072 835	34 730 713	34 727 138
D108 - Recherche univ. en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	53 014 310	53 014 310	7 840 960	7 530 475	4 114 790	4 519 714	64 970 060	65 064 499
D109 - Recherche univ. en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche univ. en sc. de la terre, de l'univers et de l'environnement	12 641 799	12 641 799	2 383 821	2 439 020	572 392	582 137	15 598 012	15 662 956
D111 - Recherche univ. en sciences de l'homme et de la société	40 820 280	40 820 280	3 476 218	3 538 332	1 299 969	844 334	45 596 467	45 202 946
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	8 072 875	8 072 875	4 503 346	3 790 280	145 552	147 516	12 721 773	12 010 671
D113 - Diffusion des savoirs et musées	307 321	307 321	789 213	828 061	5 585	5 585	1 102 119	1 140 967
D114 - Immobilier	8 954 469	8 954 469	37 137 099	35 596 602	22 838 141	34 965 755	68 929 709	79 516 826
D115 - Pilotage et support	54 617 226	54 617 226	9 283 373	5 519 629	5 917 671	3 900 282	69 818 270	64 037 137
Programme 231 - VIE ETUDIANTE	***7 756 141***	***7 756 141***	***3 402 489***	***3 449 554***	***286 370***	***265 456***	***11 445 000***	***11 471 151***
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	202 200	202 200	-	-	202 200	202 200
D202 - Aides indirectes	42 866	42 866	35 000	35 000	5 815	5 815	83 681	83 681
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	7 713 275	7 713 275	3 165 289	3 212 354	280 555	259 641	11 159 119	11 185 270
Total	**513 500 000**	**513 500 000**	**108 371 777**	**102 084 186**	**47 266 749**	**57 566 435**	**669 138 526**	**673 150 621**
						SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		**18 528 824**

Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tableau des recettes par origine

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	509 798 144					-			**509 798 144**
Droits d'inscription					14 655 474			-	**14 655 474**
Formation continue, diplômes propres et VAE					32 065 024			-	**32 065 024**
Taxe d'apprentissage					2 676 212			-	**2 676 212**
Contrats et prestations de recherche hors ANR					565 227			-	**565 227**
Valorisation					8 907 959			1 000	**8 908 959**
ANR investissements d'avenir				9 574 992			9 870 281		**19 445 273**
ANR hors investissements d'avenir				2 622 000			11 300 714		**13 922 714**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				3 498 550			5 964 408		**9 462 958**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - UE				2 282 933			15 396 599		**17 679 532**
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		1 235 553		5 295 534	2 184 483	27 243 227	8 156 712	318 193	**44 433 702**
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs		-		-	1 019 261		-	51 556	**1 070 817**
Autres recettes			2 714 107	-	13 249 728		-	1 031 574	**16 995 409**
Total	**509 798 144**	**1 235 553**	**2 714 107**	**23 274 009**	**75 323 368**	**27 243 227**	**50 688 714**	**1 402 323**	**691 679 445**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	

Tableau 4 : Équilibre financier
Budget rectificatif 2022

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)			
	Budget initial 2022	Budget rectificatif 2022 (a)	Ecarts BR - BI		Ecarts BR - BI	Budget rectificatif 2022 (a)	Budget initial 2022	
Solde budgétaire (déficit)	25 489 712	0	0		44 018 536	18 528 824	0	Solde budgétaire (excédent)
Remboursements d'emprunts (capital) Nouveaux prêts (capital) Dépôts et cautionnements	1 548 217	1 555 687	7 470		8 200	11 664	3 464	Nouveaux emprunts (capital) Remboursements de prêts (capital) Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	13 338 416	10 301 442	-3 036 974		1 380 148	11 994 589	10 614 441	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	700 000	749 516	49 516		0	0	0	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme	**41 076 345**	**12 606 645**	**-28 469 700**		**19 917 172**	**30 535 077**	**10 617 905**	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme**
ABONDEMENT de la trésorerie	**0**	**17 928 432**	**48 386 872**	ou	**0**	**0**	**30 458 440**	**PRELEVEMENT de la trésorerie**
dont Abondement de la trésorerie fléchée	*0*	*13 249 082*	32 213 835	ou	0	*0*	*18 964 753*	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée*
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	*0*	*4 679 350*	16 173 037	ou	0	*0*	*11 493 687*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée*
TOTAL DES BESOINS	**41 076 345**	**30 535 077**		et		**30 535 077**	**41 076 345**	**TOTAL DES FINANCEMENTS**

(a) le budget rectificatif n°1 correspond au total des données du budget initial et du budget rectificatif

Tableau 5 : Opérations pour le compte de tiers - Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Agence Régionale de la Santé	47310000	DEPLACEMENTS SSES	749	0
ANR PIA	47310000	Projet PLEIADES	135 000	0
Région Grand Est	47310000	PACTE 2 Projet SOUDAGE	0	76 259
ANR	47310000	Projet BIOVALOR	823 087	823 087
Région Grand Est	47310000	PACTE 2 Projet INDICO	0	15 850
INTERREG	47310000	Projet CHIREX 2018-2022	234 836	234 836
Communauté Européenne	47310000	Erasmus Mundus DENSYS	163 448	0
Communauté Européenne	47310000	Erasmus Mundus GENIAL	0	446 000
Agence Europe Education Formation	47310000	ARTeMIS Erasmus+	92 049	92 049
Agence Europe Education Formation	47310000	MARPE Erasmus+	36 340	36 340
Agence Europe Education Formation	47310000	Erasmus DOCMOB 2018/20	11 629	11 629
ANR PIA	47310000	LUE-SIRIUS (correction suite à somme mise à tort sur OPC	0	-39 732
ANR PIA	47310000	LUE Perennisé	594 059	594 059
ANR	47310000	France Relance R&D - Soutien à l'emploi	163 140	361 551
ANSES	47310000	Projet CHLORDECONE	10 712	6 427
INTERREG	47310000	Projet PERCIPONIE	41 920	41 920
INSERM	47310000	PROJET EXIST	0	144 082
ANR	47310000	Projet Ora-NEAT	183 674	144 769
Communauté Européenne	47310000	Projet LIFE AGROMINE	331 974	331 974
ANR	47310000	Projet PEPR DEFMAL	0	558 116
Fonds de Dotation Recherche Valorisation et Territoires	47310000	Projet SPORT EXPERTISE	25 000	25 000
Communauté Européenne	47310000	Projet PULSATEC	109 753	109 753
INSERM	47310000	Projet EQUIDEC	45 000	45 000
Coordination subvention OTAN	47310000	Projet CERTAIN	61 220	61 220
Collège de France	47310000	Programme PAUSE Ukraine	41 000	41 000
Agence Europe Education Formation	47310000	HERAWS Erasmus +	0	100 000
Agence Europe Education Formation	47310000	NETWORKS Erasmus +	0	128 000
Agence Europe Education Formation	47310000	MILLION OF ERASMUS	53 074	64 608
CASDEN	47310000	Subvention Challenge Ecologie et Technologie	400	400
Divers	47310000	Reliquat Sécurité sociale Etudiante 2017/2018	3 677	0
MESRI	46710000	Bourses AMI	802 400	1 213 200
Sous-Total Opérations au nom et pour le compte de tiers			**3 964 141**	**5 667 397**
Opérations de TVA	**44500000**	**TVA**	**6 337 301**	**6 327 192**
Autres opérations sur comptes de tiers		**Reversement à la Fondation ID+Lorraine**	**749 516**	**0**
TOTAL			**11 050 958**	**11 994 589**

Tableau 6 : Situation patrimoniale
Budget rectificatif 2022

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Ecarts entre le BR et le BI	PRODUITS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Ecarts entre le BR et le BI
Personnel	493 160 494	504 800 000	508 200 000	3 400 000	Subventions de l'Etat (SCSP)	501 562 566	501 524 571	509 798 144	8 273 573
*dont charges de pensions civiles**	*139 517 399*	*139 596 011*	*140 220 000*	*623 989*	Fiscalité affectée	3 771 003	3 710 000	3 710 000	0
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	141 871 824	154 138 884	149 816 000	-4 322 884	Autres subventions	49 591 309	60 531 111	54 938 424	-5 592 687
					Autres produits	96 977 458	92 582 378	100 469 432	7 887 054
TOTAL DES CHARGES	**635 032 318**	**658 938 884**	**658 016 000**	**-922 884**	**TOTAL DES PRODUITS**	**651 902 336**	**658 348 060**	**668 916 000**	**10 567 940**
Résultat prévisionnel : bénéfice	**16 870 018**	0	**10 900 000**	**11 490 824**	*Résultat prévisionnel : perte*	-	**590 824**	-	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel	**651 902 336**	**658 938 884**	**668 916 000**	**10 567 940**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel**	**651 902 336**	**658 938 884**	**668 916 000**	**10 567 940**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.*

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Ecarts entre le BR et le BI
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	**16 870 018**	**-590 824**	**10 900 000**	**11 490 824**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	47 320 513	41 145 021	40 761 832	-383 189
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 123 372	1 000 000	2 909 505	1 909 505
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	4 468	10 000	20 000	10 000
- produits de cession d'éléments d'actifs	96 592	100 000	32 028	-67 972
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	27 132 938	26 696 681	26 374 457	-322 224
= CAF ou IAF*	**34 842 098**	**12 767 516**	**22 365 842**	**9 598 326**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

Tableau 6 : Situation patrimoniale
Budget rectificatif 2022

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Ecarts entre le BR et le BI	RESSOURCES	Compte Financier 2021	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022	Ecarts entre le BR et le BI
Insuffisance d'autofinancement					Capacité d'autofinancement	34 842 098	12 767 516	22 365 842	9 598 326
Investissements	34 477 331	61 714 174	56 019 477	-5 694 697	Financement de l'actif par l'Etat	6 503 688	18 300 725	14 780 694	-3 520 031
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	11 676 298	14 177 340	13 133 592	-1 043 748
Autres dépenses		0	0	0	Autres ressources	105 164	100 000	32 028	-67 972
Remboursement des dettes financières	2 936 324	3 128 873	3 136 343	7 470	Augmentation des dettes financières	0	3 464	11 664	8 200
TOTAL DES EMPLOIS	**37 413 656**	**64 843 047**	**59 155 820**	**-5 687 227**	**TOTAL DES RESSOURCES**	**53 127 248**	**45 349 045**	**50 323 820**	**4 974 775**
AUGMENTATION du FONDS DE ROULEMENT	**15 713 593**	**-**	**-**	**-**	**DIMINUTION du FONDS DE ROULEMENT**	**0**	**19 494 002**	**8 832 000**	**-10 662 002**

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Compte Financier 2021 [1]	Budget Initial 2022	Budget Rectificatif 2022
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (+) ou PRELEVEMENT (-)	15 713 593	-19 494 002	-8 832 000
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-4 299 705	10 964 438	-26 760 432
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT ou RELEVEMENT	20 013 297	-30 458 440	17 928 432
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	178 079 564	158 585 561	169 247 564
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	62 684 329	73 648 767	35 923 897
Niveau de la TRESORERIE	115 395 235	84 936 795	133 323 667

[1] : Le montant du fonds de roulement et du besoin en fonds ont été corrigés pour tenir compte de la clôture de la fondation NIT

Tableau 7 : Plan de trésorerie
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
SOLDE INITIAL (début de mois)	115 395 235	203 894 836	160 166 016	116 626 462	202 538 750	167 791 459	123 859 281	259 278 620	213 253 370	171 459 567	129 378 250	172 000 998	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	**6 033 333**	**129 205 485**	**5 022 043**	**135 201 611**	**5 445 966**	**5 638 918**	**184 488 704**	**8 948 449**	**10 280 028**	**11 550 411**	**89 838 803**	**20 691 431**	**612 345 181**
Subvention pour charges de service public	0	124 405 886	0	127 286 640	685 250	0	174 845 076	0	2 329 179	685 250	74 639 027	4 921 836	509 798 144
Autres financements de l'Etat	856	0	31 534	5 767	23 000	86 997	46 874	13 427	4 692	183 792	451 857	386 756	1 235 553
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	0	2 714 107	0	0	0	0	2 714 107
Autres financements publics	2 364 394	490 432	902 112	3 325 688	1 368 944	1 032 111	3 090 037	381 606	722 627	3 374 182	2 866 497	3 355 380	23 274 009
Recettes propres	3 668 082	4 309 167	4 088 397	4 583 516	3 368 772	4 519 810	6 506 718	5 839 309	7 223 530	7 307 187	11 881 422	12 027 459	75 323 368
Recettes budgétaires fléchées	**2 628 072**	**4 237 708**	**3 689 978**	**3 678 722**	**9 092 889**	**3 412 903**	**7 185 942**	**1 976 555**	**3 001 521**	**7 081 544**	**15 447 183**	**17 901 247**	**79 334 264**
Financements de l'Etat fléchés	0	245 470	275 165	772 500	3 432 500	134 977	4 254 354	0	36 373	2 509 744	7 007 930	8 574 214	27 243 227
Autres financements publics fléchés	2 567 120	3 991 991	3 486 084	2 896 611	5 073 019	3 225 548	2 930 888	1 961 386	2 867 692	4 568 814	8 136 564	8 982 998	50 688 714
Recettes propres fléchées	60 952	247	-71 270	9 611	587 370	52 378	700	15 169	97 455	2 986	302 689	344 035	1 402 323
Opérations non budgétaires	**0**	**1 244**	**622**	**522**	**422**	**422**	**0**	**744**	**5 322**	**1 522**	**522**	**322**	**11 664**
Emprunts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encaissements en capital	0	1 244	622	522	422	422	0	744	322	522	522	322	5 664
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	1 000	0	0	6 000
Opérations gérées en compte de tiers	**130 127 392**	**-125 905 729**	**4 441 367**	**42 929**	**3 080 699**	**685 380**	**6 376 586**	**-2 098 600**	**-1 917 968**	**2 543 181**	**-959 053**	**-4 421 595**	**11 994 589**
TVA encaissée	1 965 086	168 579	115 262	147 320	863 847	313 361	149 257	887 513	140 617	156 745	1 036 606	382 999	6 327 192
Dispositifs d'intervent° pour compte de tiers : encaissements	0	916 587	1 198 836	29 956	1 262 703	425 242	621 023	6 427	-39 732	886 144	354 011	6 198	5 667 397
Autres encaissements d'opérat° gérées en compte de tiers	128 162 306	-126 990 895	3 127 270	-134 347	954 149	-53 223	5 606 307	-2 992 540	-2 018 854	1 500 291	-2 349 670	-4 810 793	0
TOTAL	**138 788 797**	**7 538 709**	**13 154 011**	**138 923 783**	**17 619 976**	**9 737 622**	**198 051 232**	**8 827 147**	**11 368 903**	**21 176 658**	**104 327 455**	**34 171 405**	**703 685 698**
DECAISSEMENTS													
Enveloppes hors recettes fléchées	**45 442 665**	**46 307 472**	**50 111 180**	**48 031 717**	**46 523 647**	**48 561 255**	**54 342 826**	**50 965 537**	**47 477 703**	**53 599 359**	**53 484 645**	**62 217 433**	**607 065 439**
Personnel	38 239 124	39 481 645	39 882 292	38 772 753	38 957 031	40 495 801	46 928 681	44 935 905	38 762 580	41 582 656	41 078 272	47 993 794	497 110 533
Fonctionnement	5 832 914	5 547 345	8 696 121	8 067 395	6 159 852	6 273 138	5 901 014	5 009 565	6 558 200	8 697 021	8 267 055	9 283 104	84 292 725
Investissement	1 370 627	1 278 482	1 532 767	1 191 570	1 406 764	1 792 316	1 513 131	1 020 066	2 156 923	3 319 683	4 139 318	4 940 535	25 662 181
Dépenses sur recettes fléchées	**3 907 057**	**4 262 038**	**4 099 079**	**4 102 180**	**5 313 255**	**4 445 494**	**6 090 131**	**3 668 329**	**5 086 887**	**8 257 699**	**7 324 812**	**9 528 222**	**66 085 182**
Personnel	1 852 052	1 360 634	1 291 323	1 258 024	1 258 928	1 238 049	1 740 735	1 183 128	1 090 527	1 105 561	1 210 500	1 800 007	16 389 467
Fonctionnement	857 758	972 585	1 809 295	1 129 455	1 191 731	1 052 500	1 166 387	643 954	1 415 823	1 971 535	2 553 002	3 027 436	17 791 461
Investissement	1 197 247	1 928 819	998 461	1 714 701	2 862 596	2 154 946	3 183 008	1 841 248	2 580 536	5 180 604	3 561 310	4 700 779	31 904 254
Opérations non budgétaires	**384 808**	**0**	**0**	**386 302**	**0**	**500**	**388 401**	**5 000**	**1 000**	**389 676**	**0**	**0**	**1 555 687**
Emprunts : remboursements en capital	384 808	0	0	386 302	0	0	387 801	0	0	389 306	0	0	1 548 217
Prêts : décaissements en capital	0	0	0	0	0	500	600	0	0	0	0	0	1 100
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	5 000	1 000	370	0	0	6 370
Opérations gérées en compte de tiers	**554 666**	**698 019**	**2 483 306**	**491 297**	**530 365**	**662 551**	**1 810 536**	**213 532**	**597 116**	**1 011 240**	**895 250**	**1 103 081**	**11 050 958**
TVA décaissée	415 664	344 477	392 713	409 470	379 407	499 600	494 769	326 357	437 055	637 790	739 892	1 260 107	6 337 301
Dispositifs d'intervent° pour compte de tiers : décaissements	112 719	336 734	1 205 470	101 343	133 200	102 519	1 215 555	8 000	105 308	271 754	145 864	225 674	3 964 141
Autres décaissements d'opérat° gérées en compte de tiers	26 283	16 808	885 122	-19 516	17 757	60 432	100 212	-120 825	54 753	101 696	9 493	-382 700	749 516
TOTAL	**50 289 196**	**51 267 529**	**56 693 564**	**53 011 496**	**52 367 267**	**53 669 800**	**62 631 893**	**54 852 398**	**53 162 705**	**63 257 975**	**61 704 707**	**72 848 736**	**685 757 266**
SOLDE DU MOIS	**88 499 601**	**-43 728 820**	**-43 539 553**	**85 912 287**	**-34 747 291**	**-43 932 178**	**135 419 339**	**-46 025 250**	**-41 793 803**	**-42 081 317**	**42 622 748**	**-38 677 331**	**17 928 432**
SOLDE CUMULE	**203 894 836**	**160 166 016**	**116 626 462**	**202 538 750**	**167 791 459**	**123 859 281**	**259 278 620**	**213 253 370**	**171 459 567**	**129 378 250**	**172 000 998**	**133 323 667**	

Tableau 8 : Opérations liées aux recettes fléchées
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022	2023	2024	2025 et ultérieures	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	**0**	**18 550 791**	**32 373 122**	**17 604 876**	**8 808 533**	
Recettes fléchées (b)	**209 526 042**	**79 334 264**	**68 259 567**	**29 284 240**	**109 485 918**	**495 890 031**
Financements de l'État fléchés	39 389 327	27 243 227	14 883 371	6 285 740	70 493 935	**158 295 600**
Autres financements publics fléchés	160 723 343	50 688 714	52 805 657	22 946 000	38 287 432	**325 451 146**
Recettes propres fléchées	9 413 372	1 402 323	570 539	52 500	704 551	**12 143 285**
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**185 651 033**	**66 085 182**	**83 161 701**	**36 483 639**	**85 150 531**	**456 532 086**
Personnel						
AE=CP	58 832 629	16 389 467	23 782 823	12 968 231	23 830 798	**135 803 948**
Fonctionnement et intervention						
AE	53 517 081	19 705 394	22 054 647	10 298 642	16 962 660	**122 538 424**
CP	49 638 028	17 791 461	25 282 823	11 591 994	18 234 118	**122 538 424**
Investissement						
AE	152 921 104	18 272 333	11 301 094	7 132 481	8 562 702	**198 189 714**
CP	77 180 376	31 904 254	34 096 055	11 923 414	43 085 615	**198 189 714**
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**23 875 009**	**13 249 082**	**-14 902 134**	**-7 199 399**	**24 335 387**	**39 357 945**
Autofinancement des opérations fléchées (d)	**814 309**	**2 121 466**	**1 706 280**	**0**	**0**	**4 642 055**
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)	**6 138 527**	**1 548 217**	**1 572 392**	**1 596 944**	**33 143 920**	**44 000 000**
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	**18 550 791**	**32 373 122**	**17 604 876**	**8 808 533**	**0**	**0**

Tableau 9 : Tableau des opérations pluriannuelles
Budget rectificatif 2022

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A - Dépenses

Opérations pluriannuelles	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reprogrammées ou reportées en 2022	AE nouvelles ouvertes en 2022	AE ouvertes en 2022	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reprogrammés ou reportés en 2022	CP nouveaux ouverts en 2022	CP ouverts en 2022	Restes à engager en fin 2022 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin 2022 (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11) = (9) - (10)	(12)= (1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6) -(8)-(11)
ISITE LUE période probatoire - PIA - ANR	47 941 334	33 207 572	32 593 877	613 695	6 099 533	6 713 228	32 877 804	32 150 468	727 336	5 950 010	6 677 346	8 634 229	479 291
ISITE LUE - PIA - ANR - Dotation	*9 905 941*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 905 941*	*0*
Labex Ressources 21 - PIA - ANR	9 661 930	*9 579 548*	9 537 731	41 817	38 726	80 543	*9 546 878*	9 535 301	11 577	66 365	77 942	43 656	5 031
LABEX DAMAS - PIA - ANR	7 503 249	*7 470 648*	7 464 819	5 829	28 124	33 953	*7 449 648*	7 487 991	-38 343	49 124	10 781	4 477	0
ICEEL CARNOT PIA - ANR	8 471 591	*4 219 111*	4 098 389	120 722	1 408 609	1 529 331	*4 189 983*	4 024 043	165 940	1 326 369	1 492 309	2 843 871	111 368
CPER Recherche 2015 - 2020	11 019 361	*10 345 264*	10 365 753	-20 489	557 017	536 528	*10 145 676*	9 883 290	262 386	727 132	989 518	117 080	29 473
CPER Recherche 2021 - 2027	1 848 334	*0*	71 939	-71 939	910 601	838 662	*0*	0	0	542 775	542 775	937 733	367 826
Prog. et équip prioritaires de recherche	4 299 178	*0*	0	0	777 029	777 029	*0*	0	0	39 953	39 953	3 522 149	737 076
Plan France Relance - Emplois R&D	3 183 918	*69 500*	6 658	62 842	1 170 131	1 232 973	*69 500*	6 658	62 842	1 170 131	1 232 973	1 944 287	0
Contrats ANR 2015 et avant en cours	4 145 505	*3 859 778*	3 839 326	20 452	45 846	66 298	*3 859 778*	3 812 905	46 873	45 846	92 719	239 881	0
Contrats ANR 2016 en cours	4 368 969	*4 298 608*	4 256 522	42 086	52 210	94 296	*4 298 608*	4 236 495	62 113	52 157	114 270	18 151	53
Contrats ANR 2017 en cours	4 558 525	*4 114 091*	4 112 922	1 169	421 448	422 617	*4 109 226*	4 073 774	35 452	426 313	461 765	22 986	0
Contrats ANR 2018	5 057 631	*3 199 235*	3 066 015	133 220	1 050 608	1 183 828	*3 198 214*	3 017 330	180 884	981 109	1 161 993	807 788	70 520
Contrats ANR 2019	3 171 986	*1 269 152*	1 184 044	85 108	879 858	964 966	*1 269 152*	1 074 165	194 987	750 554	945 541	1 022 976	129 304
Contrats ANR 2020	5 781 973	*947 620*	512 758	434 862	1 135 065	1 569 927	*828 877*	468 983	359 894	864 987	1 224 881	3 699 288	388 821
Contrats ANR 2021	7 322 850	*140 217*	107 126	33 091	1 699 848	1 732 939	*140 217*	95 071	45 146	1 123 058	1 168 204	5 482 785	576 790
Contrats ANR 2022	2 464 147	*0*	0	0	296 213	296 213	*0*	0	0	132 223	132 223	2 167 934	163 990
Chaires de Professeur Junior - ANR	1 400 000	*0*	0	0	0	0	*0*	0	0	0	0	1 400 000	0
Projets européens FEDER - Interreg	37 212 042	*28 536 246*	28 459 774	76 472	4 953 673	5 030 145	*27 309 105*	26 949 809	359 296	4 801 119	5 160 415	3 722 123	1 379 695
Projets européens H2020	10 898 995	*7 615 969*	7 361 111	254 858	1 481 132	1 735 990	*7 491 551*	7 214 555	276 996	1 444 239	1 721 235	1 801 894	161 311
Horizon Europe 2021-2027	1 981 401	*0*	0	0	444 771	444 771	*0*	0	0	364 771	364 771	1 536 630	80 000
Subventions régionales en recherche	11 891 852	*6 542 597*	6 450 889	91 708	2 216 614	2 308 322	*6 458 015*	6 324 213	133 802	2 258 996	2 392 798	3 132 641	42 200
Contrats de recherche subventionnés	33 022 057	*18 587 487*	17 784 599	802 888	5 786 222	6 589 110	*17 935 015*	17 178 447	756 568	5 690 060	6 446 628	8 648 348	748 634
Délégations IUF - MESRI	1 180 007	*473 864*	459 228	14 636	126 992	141 628	*472 540*	448 718	23 822	126 992	150 814	579 151	1 324
Valorisation de la recherche et diffusio	2 411 142	*1 186 388*	1 222 583	-36 195	985 873	949 678	*992 385*	858 935	133 450	1 119 759	1 253 209	238 881	60 117
Contrats collaboration de recherche	22 587 203	*11 687 575*	11 356 071	331 504	4 570 165	4 901 669	*11 590 939*	10 723 285	867 654	4 421 989	5 289 643	6 329 463	244 812
Recherche financement établissement	2 438 543	*2 199 802*	2 175 533	24 269	176 534	200 803	*2 199 802*	2 135 720	64 082	176 534	240 616	62 207	0
Projets de recherche 2019-22 sur FdR	2 468 193	*1 235 120*	1 083 161	151 959	933 073	1 085 032	*1 108 217*	858 182	250 035	846 941	1 096 976	300 000	213 035
Total Contrats de recherche	**268 197 857**	**160 785 392**	**157 570 828**	**3 214 564**	**38 245 915**	**41 460 479**	**157 541 130**	**152 558 338**	**4 982 792**	**35 499 506**	**40 482 298**	**69 166 550**	**5 990 671**
Formation Professionnelle 2018-2019	656 548	*579 397*	537 831	41 566	77 151	118 717	567 793	520 396	47 397	83 935	131 332	0	4 820
Formation Professionnelle 2019-2020	1 020 202	*992 202*	984 003	8 199	28 000	36 199	992 202	973 582	18 620	28 000	46 620	0	0
Formation Professionnelle 2020-2021	1 061 711	*786 733*	674 109	112 624	259 830	372 454	626 568	538 555	88 013	411 295	499 308	15 148	8 700
Formation Professionnelle 2021-2022	1 737 590	*293 271*	250 908	42 363	913 644	956 007	293 271	179 702	113 569	561 723	675 292	530 675	351 921
Formation Professionnelle 2022-2023	2 091 332	*0*	0	0	358 361	358 361	0	0	0	298 930	298 930	1 732 971	59 431
Formation Professionnelle 2023-2024	1 020 000	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 020 000	0
Total Contrats de formation continue	**7 587 383**	**2 651 603**	**2 446 851**	**204 752**	**1 636 986**	**1 841 738**	**2 479 834**	**2 212 235**	**267 599**	**1 383 883**	**1 651 482**	**3 298 794**	**424 872**
ORION - PIA ANR	18 502 000	*629 608*	554 589	75 019	1 254 082	1 329 101	302 608	394 885	-92 277	1 043 368	951 091	16 618 310	537 714
SIRIUS - PIA ANR	13 900 000	*95 360*	1 515	93 845	756 812	850 657	50 000	0	50 000	402 454	452 454	13 047 828	399 718

A - Dépenses

Opérations pluriannuelles	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reprogrammées ou reportées en 2022	AE nouvelles ouvertes en 2022	AE ouvertes en 2022	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reprogrammés ou reportés en 2022	CP nouveaux ouverts en 2022	CP ouverts en 2022	Restes à engager en fin 2022 (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin 2022 (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11) = (9) - (10)	(12)= (1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6) -(8)-(11)
EXCELLENCE - PIA ANR	15 632 870	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 632 870	0
PLEIADES - PIA ANR	5 026 400	*0*	0	0	597 216	597 216	0	0	0	463 328	463 328	4 429 184	133 888
AILES - PIA ANR	2 183 311	*349 980*	325 564	24 416	167 052	191 468	349 980	315 734	34 246	167 052	201 298	1 666 279	0
Projets pédagogiques subventionnés	23 389 625	*10 050 018*	9 627 026	422 992	6 873 790	7 296 782	9 509 849	8 197 362	1 312 487	5 807 643	7 120 130	6 465 817	1 606 316
PACTE Gds Ecoles & COMPETENCES - REGION	6 584 309	*1 452 686*	1 364 709	87 977	1 921 636	2 009 613	1 422 686	1 295 909	126 777	1 560 695	1 687 472	3 209 987	390 941
BOURSES ERASMUS	11 526 230	*4 110 982*	3 988 999	121 983	2 129 215	2 251 198	4 110 982	3 977 370	133 612	2 129 215	2 262 827	5 286 033	0
ERASMUS MUNDUS	7 123 400	*2 681 917*	3 022 312	-340 395	1 964 914	1 624 519	1 775 293	1 568 619	206 674	1 443 921	1 650 595	2 476 569	1 427 617
ERASMUS +	1 633 282	*114 169*	47 249	66 920	241 005	307 925	114 169	45 469	68 700	201 900	270 600	1 278 108	39 105
Bourses de l'Université Franco-Allemande	4 219 171	*1 231 630*	1 067 529	164 101	1 116 741	1 280 842	1 226 830	1 006 985	219 845	1 091 541	1 311 386	1 870 800	30 000
Partenariats pédagogiques	2 542 665	*1 268 323*	976 694	291 629	472 100	763 729	1 202 331	968 135	234 196	430 360	664 556	802 242	107 732
Culture Scientifique et Technique	1 596 012	*840 477*	794 925	45 552	257 146	302 698	810 477	674 798	135 679	287 146	422 825	498 389	0
MSU 2ème & 3ème cycle médecine - ARS	11 208 582	*7 043 462*	6 981 764	61 698	1 745 120	1 806 818	7 043 462	6 979 964	63 498	1 745 120	1 808 618	2 420 000	0
Concours Ecoles d'ingénieur	6 261 633	*2 622 584*	2 538 396	84 188	1 604 329	1 688 517	2 474 584	2 364 385	110 199	1 652 329	1 762 528	2 034 720	100 000
Contribution vie étudiante et campus	3 223 179	*1 316 251*	1 200 646	115 605	211 559	327 164	1 271 251	1 079 698	191 553	145 979	337 532	1 695 369	110 580
Total Contrats d'enseignement	**134 552 669**	**33 807 447**	**32 491 917**	**1 315 530**	**21 312 717**	**22 628 247**	**31 664 502**	**28 869 313**	**2 795 189**	**18 572 051**	**21 367 240**	**79 432 505**	**4 883 611**
PPP - Redevances financées par l'Etat	61 109 438	*6 114 757*	5 922 014	192 743	2 530 000	2 722 743	5 528 308	5 543 908	-15 600	2 772 210	2 756 610	52 464 681	344 239
PPP Plan Campus financés par l'emprunt	48 088 088	*48 075 288*	48 075 288	0	12 800	12 800	12 066 601	12 066 601	0	1 546 957	1 546 957	0	34 474 530
Opérations immobilières Plan Campus	39 486 144	*39 483 733*	39 415 723	68 010	2 411	70 421	39 198 733	39 126 343	72 390	287 411	359 801	0	0
Total PLAN CAMPUS	**148 683 670**	**93 673 778**	**93 413 025**	**260 753**	**2 545 211**	**2 805 964**	**56 793 642**	**56 736 852**	**56 790**	**4 606 578**	**4 663 368**	**52 464 681**	**34 818 769**
Projet immobiliers du Plan de Relance	25 280 063	*25 280 061*	24 119 495	1 160 566	-699 511	461 055	1 406 000	1 293 919	112 081	11 274 993	11 387 074	699 513	11 899 557
CPER 2015-20 Saulcy Bât.D Aile EST	11 563 512	*9 196 222*	8 653 384	542 838	1 806 082	2 348 920	815 493	575 614	239 879	3 510 000	3 749 879	561 208	6 676 811
CPER 2015-20 Adapt BâtJ Carnot-Ravinell	6 294 000	*1 072 422*	880 142	192 280	4 831 578	5 023 858	345 287	423 286	-77 999	666 713	588 714	390 000	4 892 000
CPER 2021-27 Aiguillettes - Etudes	2 000 000	*0*	28 564	-28 564	305 564	277 000	0	28 564	-28 564	228 564	200 000	1 694 436	77 000
CPER 2021-27 Restruct. IUT Nancy-Brabois	7 500 000	*0*	0	0	50 000	50 000	0	0	0	25 000	25 000	7 450 000	25 000
CPER 2021-27 Saulcy Bât.D Aile OUEST	8 000 000	*0*	0	0	960 000	960 000	0	0	0	35 000	35 000	7 040 000	925 000
DATA CENTER MUTUALISE LORRAIN	8 738 186	*8 194 521*	8 190 962	3 559	393 665	397 224	720 000	1 464 964	-744 964	7 119 470	6 374 506	150 000	748 716
PP2I - Grands Projets Immobiliers	2 949 899	*3 017 260*	2 884 953	132 307	-67 361	64 946	839 260	621 696	217 564	1 901 614	2 119 178	0	209 025
PP2I - Travaux à venir - Etudes en cours	2 850 000	*0*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 850 000	0
PP2I - Gros Entretien Renouv. - Sécurité	27 396 882	*10 411 222*	10 282 447	128 775	3 660 486	3 789 261	8 763 674	9 165 391	-401 717	3 154 585	2 752 868	13 325 174	2 153 449
PP2I - Volet Amélioration Energétique	12 915 437	*1 599 824*	1 569 490	30 334	4 985 359	5 015 693	1 099 578	969 626	129 952	2 150 221	2 280 173	6 330 254	3 335 384
PP2I - Volet Adaptations Fonctionnelles	10 054 904	*6 429 716*	6 448 038	-18 322	1 692 434	1 674 112	5 683 170	5 744 681	-61 511	1 488 716	1 427 205	1 932 754	950 264
PP2I - Volet Mise en accessibilité	5 318 604	*1 655 473*	1 665 638	-10 165	473 131	462 966	1 232 820	1 238 923	-6 103	317 884	311 781	3 190 000	577 900
Total PPI IMMOBILIER	**130 861 487**	**66 856 721**	**64 723 113**	**2 133 608**	**18 391 427**	**20 525 035**	**20 905 282**	**21 526 664**	**-621 382**	**31 872 760**	**31 251 378**	**45 613 339**	**32 470 106**
Prog. Pluri. d'Investissement subventionnés	13 285 124	*9 072 789*	8 695 437	377 352	3 334 342	3 711 694	8 639 241	7 638 363	1 000 878	2 107 198	3 108 076	877 993	1 660 692
Prog. Pluri. d'Investissement sur FdR	10 125 180	*4 048 339*	3 987 943	60 396	1 979 134	2 039 530	3 942 433	3 759 874	182 559	1 306 610	1 489 169	4 097 707	778 430
Equipements formation 2019-22 sur FdR	7 343 677	*4 469 935*	4 453 464	16 471	2 208 157	2 224 628	3 810 545	3 701 216	109 329	2 255 370	2 364 699	665 585	612 177
Total PPI (hors immobilier)	**30 753 981**	**17 591 063**	**17 136 844**	**454 219**	**7 521 633**	**7 975 852**	**16 392 219**	**15 099 453**	**1 292 766**	**5 669 178**	**6 961 944**	**5 641 285**	**3 051 299**
Total	**720 637 047**	**375 366 004**	**367 782 578**	**7 583 426**	**89 653 889**	**97 237 315**	**285 776 609**	**277 002 855**	**8 773 754**	**97 603 956**	**106 377 710**	**255 617 154**	**81 639 328**
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppe :													
Sous-total Personnel	181 631 533	86 581 050	85 405 166	1 175 884	22 805 333	23 981 217	86 581 050	85 405 166	1 175 884	22 805 333	23 981 217	72 245 150	0
Sous-total Fonctionnement	245 564 594	92 423 428	89 253 818	3 169 610	32 700 928	35 870 538	87 350 829	82 934 466	4 416 363	30 144 884	34 561 247	120 440 238	7 628 643
Sous-total Investissement	293 440 920	196 361 526	193 123 594	3 237 932	34 147 628	37 385 560	111 844 730	108 663 223	3 181 507	44 653 739	47 835 246	62 931 766	74 010 685

Tableau 9 : Tableau des opérations pluriannuelles
Budget rectificatif 2022

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

B - Recettes

Opérations pluriannuelles	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année 2022	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
ISITE LUE période probatoire - PIA - ANR	47 941 334	0	47 941 334	46 837 372	1 066 762	37 200
ISITE LUE - PIA - ANR - Dotation	9 905 941	0	9 905 941	0	0	9 905 941
Labex Ressources 21 - PIA - ANR	9 661 930	0	9 661 930	9 661 930	0	0
LABEX DAMAS - PIA - ANR	7 503 249	0	7 503 249	7 503 249	0	0
ICEEL CARNOT PIA - ANR	8 471 591	-824	8 472 415	4 772 778	3 153 837	545 800
CPER Recherche 2015 - 2020	11 019 361	464 247	10 555 114	5 275 260	3 380 123	1 899 731
CPER Recherche 2021 - 2027	1 848 334	197 434	1 650 900	1 135 710	383 989	131 201
Prog. et équip prioritaires de recherche	4 299 178	0	4 299 178	0	877 839	3 421 339
Plan France Relance - Emplois R&D	3 183 918	-48 976	3 232 894	710 055	1 645 141	877 698
Contrats ANR 2015 et avant en cours	4 145 505	-17 279	4 162 784	3 529 353	514 326	119 105
Contrats ANR 2016 en cours	4 368 969	-85 635	4 454 604	3 754 077	700 527	0
Contrats ANR 2017 en cours	4 558 525	-20 473	4 578 998	3 535 668	986 360	56 970
Contrats ANR 2018	5 057 631	-60 545	5 118 176	4 402 434	715 742	0
Contrats ANR 2019	3 171 986	0	3 171 986	2 198 939	698 878	274 169
Contrats ANR 2020	5 781 973	-21 677	5 803 650	2 731 887	1 505 564	1 566 199
Contrats ANR 2021	7 322 850	0	7 322 850	1 207 620	1 858 048	4 257 182
Contrats ANR 2022	2 464 147	0	2 464 147	0	474 650	1 989 497
Chaires de Professeur Junior - ANR	1 400 000	0	1 400 000	0	0	1 400 000
Projets européens FEDER - Interreg	37 212 042	-102 554	37 314 596	13 657 162	5 507 858	18 149 576
Projets européens H2020	10 898 995	-305 877	11 204 872	8 561 699	966 045	1 677 128
Horizon Europe 2021-2027	1 981 401	0	1 981 401	0	1 105 862	875 539
Subventions régionales en recherche	11 891 852	170 462	11 721 390	3 607 253	3 437 697	4 676 440
Contrats de recherche subventionnés	33 022 057	296 633	32 725 424	16 233 229	8 623 421	7 868 774
Délégations IUF - MESRI	1 180 007	0	1 180 007	580 007	187 500	412 500
Valorisation de la recherche et diffusio	2 411 142	475 478	1 935 664	765 815	1 066 429	103 420
Contrats collaboration de recherche	22 587 203	117 963	22 469 240	9 838 152	7 706 567	4 924 521
Recherche financement établissement	2 438 543	2 274 313	164 230	144 230	20 000	0
Projets de recherche 2019-22 sur FdR	2 468 193	2 468 193	0	0	0	0
Total Contrats de recherche	**268 197 857**	**5 800 883**	**262 396 974**	**150 643 879**	**46 583 165**	**65 169 930**
Formation Professionnelle 2018-2019	656 548	0	656 548	554 323	102 225	0
Formation Professionnelle 2019-2020	1 020 202	0	1 020 202	900 056	120 146	0
Formation Professionnelle 2020-2021	1 061 711	66 803	994 908	861 387	133 521	0
Formation Professionnelle 2021-2022	1 737 590	53 377	1 684 213	220 728	1 448 585	14 900
Formation Professionnelle 2022-2023	2 091 332	0	2 091 332	0	148 302	1 943 030
Formation Professionnelle 2023-2024	1 020 000	0	1 020 000	0	0	1 020 000
Total Contrats de formation continue	**7 587 383**	**120 180**	**7 467 203**	**2 536 494**	**1 952 779**	**2 977 930**
ORION - PIA ANR	18 502 000	0	18 502 000	1 851 000	1 851 000	14 800 000
SIRIUS - PIA ANR	13 900 000	0	13 900 000	1 524 019	1 603 482	10 772 499

B - Recettes

Opérations pluriannuelles	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année 2022	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
EXCELLENCE - PIA ANR	15 632 870	0	15 632 870	0	1 736 985	13 895 885
PLEIADES - PIA ANR	5 026 400	46 339	4 980 061	255 000	2 100 061	2 625 000
AILES - PIA ANR	2 183 311	0	2 183 311	688 592	232 057	1 262 662
Projets pédagogiques subventionnés	23 389 625	2 138 498	21 251 127	10 233 500	6 413 910	4 603 717
PACTE Gds Ecoles & COMPETENCES - REGION	6 584 309	1 083 084	5 501 225	908 695	2 374 626	2 217 904
MOBILITE ERASMUS	11 526 230	-39 700	11 565 930	4 055 997	3 780 301	3 729 632
ERASMUS MUNDUS	7 123 400	0	7 123 400	3 569 573	1 833 500	1 720 327
ERASMUS +	1 633 282	8 608	1 624 674	446 033	473 780	704 861
Bourses de l'Université Franco-Allemande	4 219 171	18 201	4 200 970	2 208 030	791 640	1 201 300
Partenariats pédagogiques	2 542 665	269 479	2 273 186	906 995	475 619	890 572
Culture Scientifique et Technique	1 596 012	423 614	1 172 398	250 506	454 430	467 462
MSU 2ème & 3ème cycle médecine - ARS	11 208 582	1 289 900	9 918 682	9 339 422	579 260	0
Concours Ecoles d'ingénieur	6 261 633	203 387	6 058 246	2 775 329	1 642 917	1 640 000
Contribution vie étudiante et campus	3 223 179	-37	3 223 216	2 222 771	490 445	510 000
Total Contrats d'enseignement	**134 552 669**	**5 441 373**	**129 111 296**	**41 235 462**	**26 834 013**	**61 041 821**
PPP - Redevances financées par l'Etat	61 109 438	0	61 109 438	5 911 089	2 741 000	52 457 349
PPP Plan Campus financés par l'emprunt	48 088 088	-44 000 000	92 088 088	16 676 102	3 090 000	72 321 986
Opérations immobilières Plan Campus	39 486 144	321 402	39 164 742	38 811 882	352 860	0
Total PLAN CAMPUS	**148 683 670**	**-43 678 598**	**192 362 268**	**61 399 073**	**6 183 860**	**124 779 335**
Projet immobiliers du Plan de Relance	25 280 063	2 838 948	22 441 115	2 474 100	14 459 408	5 507 607
CPER 2015-20 Saulcy Bât.D Aile EST	11 563 512	0	11 563 512	3 089 444	4 954 825	3 519 243
CPER 2015-20 Adapt BâtJ Carnot-Ravinell	6 294 000	1 294 000	5 000 000	640 732	1 954 748	2 404 520
CPER 2021-27 Aiguillettes - Etudes	2 000 000	0	2 000 000	0	0	2 000 000
CPER 2021-27 Restruct. IUT Nancy-Brabois	7 500 000	0	7 500 000	0	0	7 500 000
CPER 2021-27 Saulcy Bât.D Aile OUEST	8 000 000	0	8 000 000	0	0	8 000 000
DATA CENTER MUTUALISE LORRAIN	8 738 186	1 736 898	7 001 288	2 374 529	1 493 759	3 133 000
PP2I - Grands Projets Immobiliers	2 949 899	1 704 899	1 245 000	550 000	250 000	445 000
PP2I - Travaux à venir - Etudes en cours	2 850 000	2 700 000	150 000	0	0	150 000
PP2I - Gros Entretien Renouv. - Sécurité	27 396 882	23 647 784	3 749 098	2 645 028	1 032 464	71 606
PP2I - Volet Amélioration Energétique	12 915 437	10 898 829	2 016 608	346 753	1 246 743	423 112
PP2I - Volet Adaptations Fonctionnelles	10 054 904	9 336 133	718 771	393 517	325 254	0
PP2I - Volet Mise en accessibilité	5 318 604	4 088 604	1 230 000	1 070 000	160 000	0
Total PPI IMMOBILIER	**130 861 487**	**58 246 095**	**72 615 392**	**13 584 103**	**25 877 201**	**33 154 088**
Prog. Pluri. d'Investissement subventionnés	13 285 124	2 718 613	10 566 511	6 108 146	3 176 890	1 281 475
Prog. Pluri. d'Investissement sur FdR	10 125 180	10 125 180	0	0	0	0
Equipements formation 2019-22 sur FdR	7 343 677	7 343 677	0	0	0	0
Total PPI (hors immobilier)	**30 753 981**	**20 187 470**	**10 566 511**	**6 108 146**	**3 176 890**	**1 281 475**
Total	**720 637 047**	**46 117 403**	**674 519 644**	**275 507 157**	**110 607 908**	**288 404 579**

Tableau 10 : Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Prévision pluriannuelle			Prévision 2022									
Opération pluriannuelle	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à 2022	AE consommées les années antérieures à 2022	AE reprogrammées ou reportées en 2022*	AE nouvelles ouvertes en 2022	TOTAL des AE ouvertes en 2022	CP ouverts les années antérieures à 2022	CP consommés les années antérieures à 2022	CP reprogrammés ou reportés en 2022*	CP nouveaux ouverts en 2022	TOTAL des CP ouverts en 2022
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)
Contrats de recherche	Personnel	127 608 106	74 379 138	73 704 802	674 336	17 381 788	18 056 124	74 379 138	73 704 802	674 336	17 381 788	18 056 124
	Fonctionnement	90 314 309	51 222 227	49 162 908	2 059 319	14 179 694	16 239 013	49 014 972	46 546 541	2 468 431	12 952 697	15 421 128
	Investissement	50 275 442	35 184 027	34 703 118	480 909	6 684 433	7 165 342	34 147 020	32 306 995	1 840 025	5 165 021	7 005 046
Total Contrats de recherche		**268 197 857**	**160 785 392**	**157 570 828**	**3 214 564**	**38 245 915**	**41 460 479**	**157 541 130**	**152 558 338**	**4 982 792**	**35 499 506**	**40 482 298**
Contrats de formation continue	Personnel	1 538 323	357 070	303 424	53 646	396 508	450 154	357 070	303 424	53 646	396 508	450 154
	Fonctionnement	4 506 020	1 683 086	1 498 350	184 736	800 998	985 734	1 541 317	1 387 113	154 204	790 894	945 098
	Investissement	1 543 040	611 447	645 077	-33 630	439 480	405 850	581 447	521 698	59 749	196 481	256 230
Total Contrats de formation continue		**7 587 383**	**2 651 603**	**2 446 851**	**204 752**	**1 636 986**	**1 841 738**	**2 479 834**	**2 212 235**	**267 599**	**1 383 883**	**1 651 482**
Contrats d'enseignement	Personnel	50 248 807	10 632 182	10 235 351	396 831	4 595 295	4 992 126	10 632 182	10 235 351	396 831	4 595 295	4 992 126
	Fonctionnement	72 735 036	20 029 229	19 011 917	1 017 312	13 131 539	14 148 851	18 207 483	16 391 500	1 815 983	11 647 229	13 463 212
	Investissement	11 568 826	3 146 036	3 244 649	-98 613	3 585 883	3 487 270	2 824 837	2 242 462	582 375	2 329 527	2 911 902
Total Contrats d'enseignement		**134 552 669**	**33 807 447**	**32 491 917**	**1 315 530**	**21 312 717**	**22 628 247**	**31 664 502**	**28 869 313**	**2 795 189**	**18 572 051**	**21 367 240**
PPP et Plan Campus	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	69 523 222	14 473 261	14 265 377	207 884	2 585 280	2 793 164	13 886 537	13 876 165	10 372	2 827 284	2 837 656
	Investissement	79 160 448	79 200 517	79 147 648	52 869	-40 069	12 800	42 907 105	42 860 687	46 418	1 779 294	1 825 712
Total PLAN CAMPUS		**148 683 670**	**93 673 778**	**93 413 025**	**260 753**	**2 545 211**	**2 805 964**	**56 793 642**	**56 736 852**	**56 790**	**4 606 578**	**4 663 368**
PP2I	Personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	456 251	76 142	453 551	-377 409	380 109	2 700	76 142	447 826	-371 684	380 109	8 425
	Investissement	130 405 236	66 780 579	64 269 562	2 511 017	18 011 318	20 522 335	20 829 140	21 078 838	-249 698	31 492 651	31 242 953
Total PPI IMMOBILIER		**130 861 487**	**66 856 721**	**64 723 113**	**2 133 608**	**18 391 427**	**20 525 035**	**20 905 282**	**21 526 664**	**-621 382**	**31 872 760**	**31 251 378**
PPI	Personnel	2 236 297	1 212 660	1 161 589	51 071	431 742	482 813	1 212 660	1 161 589	51 071	431 742	482 813
	Fonctionnement	8 029 756	4 939 483	4 861 715	77 768	1 623 308	1 701 076	4 624 378	4 285 321	339 057	1 546 671	1 885 728
	Investissement	20 487 928	11 438 920	11 113 540	325 380	5 466 583	5 791 963	10 555 181	9 652 543	902 638	3 690 765	4 593 403
Total PPI (hors Immobilier)		**30 753 981**	**17 591 063**	**17 136 844**	**454 219**	**7 521 633**	**7 975 852**	**16 392 219**	**15 099 453**	**1 292 766**	**5 669 178**	**6 961 944**
TOTAL	Personnel	181 631 533	86 581 050	85 405 166	1 175 884	22 805 333	23 981 217	86 581 050	85 405 166	1 175 884	22 805 333	23 981 217
	Fonctionnement	245 564 594	92 423 428	89 253 818	3 169 610	32 700 928	35 870 538	87 350 829	82 934 466	4 416 363	30 144 884	34 561 247
	Investissement	293 440 920	196 361 526	193 123 594	3 237 932	34 147 628	37 385 560	111 844 730	108 663 223	3 181 507	44 653 739	47 835 246
TOTAL		**720 637 047**	**375 366 004**	**367 782 578**	**7 583 426**	**89 653 889**	**97 237 315**	**285 776 609**	**277 002 855**	**8 773 754**	**97 603 956**	**106 377 710**

** A l'occasion du premier budget rectificatif 2022, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.*

Tableau 10 : Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Prévision pluriannuelle			Prévisions 2023 et suivantes					
Opération pluriannuelle	**Nature**	**Coût total de l'opération**	**AE prévues en 2023**	**CP prévus en 2023**	**AE prévues en 2024**	**CP prévus en 2024**	**AE prévues en 2025 et après**	**CP prévus en 2025 et après**
		(1)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Contrats de recherche	Personnel	127 608 106	22 019 154	22 019 154	8 644 630	8 644 630	5 183 396	5 183 396
	Fonctionnement	90 314 309	18 214 054	21 393 990	5 113 137	5 211 777	1 585 197	1 740 873
	Investissement	50 275 442	6 691 182	7 889 022	1 572 098	2 355 507	143 702	718 872
Total Contrats de recherche		**268 197 857**	**46 924 390**	**51 302 166**	**15 329 865**	**16 211 914**	**6 912 295**	**7 643 141**
Contrats de formation continue	Personnel	1 538 323	590 039	590 039	184 706	184 706	10 000	10 000
	Fonctionnement	4 506 020	1 161 836	1 050 840	680 100	717 969	180 000	405 000
	Investissement	1 543 040	359 613	532 612	132 500	182 500	0	50 000
Total Contrats de formation continue		**7 587 383**	**2 111 488**	**2 173 491**	**997 306**	**1 085 175**	**190 000**	**465 000**
Contrats d'enseignement	Personnel	50 248 807	7 803 342	7 803 342	6 767 938	6 767 938	20 450 050	20 450 050
	Fonctionnement	72 735 036	13 532 333	14 105 375	9 388 836	10 998 827	16 653 099	17 776 122
	Investissement	11 568 826	3 158 112	4 352 659	1 032 712	1 002 969	646 083	1 058 834
Total Contrats d'enseignement		**134 552 669**	**24 493 787**	**26 261 376**	**17 189 486**	**18 769 734**	**37 749 232**	**39 285 006**
PPP et Plan Campus	Personnel	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	69 523 222	2 615 000	2 618 435	2 584 000	2 586 899	47 265 681	47 604 067
	Investissement	79 160 448	0	1 693 782	0	1 718 960	0	31 061 307
Total PLAN CAMPUS		**148 683 670**	**2 615 000**	**4 312 217**	**2 584 000**	**4 305 859**	**47 265 681**	**78 665 374**
PP2I	Personnel	0	0	0	0	0	0	0
	Fonctionnement	456 251	0	0	0	0	0	0
	Investissement	130 405 236	16 408 369	38 122 901	15 301 470	20 121 108	13 903 500	19 839 436
Total PPI IMMOBILIER		**130 861 487**	**16 408 369**	**38 122 901**	**15 301 470**	**20 121 108**	**13 903 500**	**19 839 436**
PPI	Personnel	2 236 297	435 305	435 305	121 497	121 497	35 093	35 093
	Fonctionnement	8 029 756	1 439 201	1 263 943	27 764	594 764	0	0
	Investissement	20 487 928	2 277 372	4 576 929	1 205 432	1 025 432	99 621	639 621
Total PPI (hors immobilier)		**30 753 981**	**4 151 878**	**6 276 177**	**1 354 693**	**1 741 693**	**134 714**	**674 714**
TOTAL	**Personnel**	**181 631 533**	**30 847 840**	**30 847 840**	**15 718 771**	**15 718 771**	**25 678 539**	**25 678 539**
	Fonctionnement	**245 564 594**	**36 962 424**	**40 432 583**	**17 793 837**	**20 110 236**	**65 683 977**	**67 526 062**
	Investissement	**293 440 920**	**28 894 648**	**57 167 905**	**19 244 212**	**26 406 476**	**14 792 906**	**53 368 070**
TOTAL		**720 637 047**	**96 704 912**	**128 448 328**	**52 756 820**	**62 235 483**	**106 155 422**	**146 572 671**

Tableau 10 : Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

B - Prévisions de recettes

Prévision pluriannuelle			Prévision 2022		Prévisions en 2023 et suivantes		
Opération pluriannuelle	**Nature**	**Financement de l'opération**	**Encaissements des années antérieures à 2022**	**Encaissements prévus en 2022**	**Encaissements prévus en 2023**	**Encaissements prévus en 2024**	**Encaissements prévus en 2025 et après**
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	7 666 448	4 743 698	1 828 981	745 929	216 590	131 250
	Autres financements publics**	219 396 607	127 959 263	33 735 209	37 824 433	12 595 223	7 282 479
	Autres financements***	35 333 919	17 940 918	11 018 975	4 013 981	1 590 993	769 052
Total Contrats de recherche		**262 396 974**	**150 643 879**	**46 583 165**	**42 584 343**	**14 402 806**	**8 182 781**
Contrats de formation continue	Personnel	360 503	241 615	118 888	0	0	0
	Fonctionnement	1 565 746	424 205	465 115	476 426	200 000	0
	Investissement	5 540 954	1 870 674	1 368 776	1 646 504	615 000	40 000
Total Contrats de formation continue		**7 467 203**	**2 536 494**	**1 952 779**	**2 122 930**	**815 000**	**40 000**
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat*	8 119 676	4 584 971	2 926 545	608 160	0	0
	Autres financements publics**	100 950 648	22 284 082	20 698 245	17 700 094	8 494 294	31 773 933
	Autres financements***	20 040 972	14 366 409	3 209 223	2 088 340	164 500	212 500
Total Contrats d'enseignement		**129 111 296**	**41 235 462**	**26 834 013**	**20 396 594**	**8 658 794**	**31 986 433**
PPP et Plan Campus	Financement de l'Etat*	163 887 587	33 839 303	5 831 000	5 796 000	5 799 000	112 622 284
	Autres financements publics**	27 912 630	27 559 770	352 860	0	0	0
	Autres financements***	562 051	0	0	0	0	562 051
Total PLAN CAMPUS		**192 362 268**	**61 399 073**	**6 183 860**	**5 796 000**	**5 799 000**	**113 184 335**
PP2I	Financement de l'Etat*	53 383 623	10 886 444	22 889 509	11 482 670	3 000 000	5 125 000
	Autres financements publics**	17 403 812	2 674 890	2 475 922	6 328 000	3 550 000	2 375 000
	Autres financements***	1 827 957	22 769	511 770	484 018	809 400	0
Total PPI IMMOBILIER		**72 615 392**	**13 584 103**	**25 877 201**	**18 294 688**	**7 359 400**	**7 500 000**
PPI	Financement de l'Etat*	1 855 013	1 290 000	565 013	0	0	0
	Autres financements publics**	7 641 760	3 763 748	2 596 537	1 186 667	94 808	0
	Autres financements***	1 069 738	1 054 398	15 340	0	0	0
Total PPI (hors immobilier)		**10 566 511**	**6 108 146**	**3 176 890**	**1 186 667**	**94 808**	**0**
TOTAL	**Financement de l'Etat***	**235 272 850**	**55 586 031**	**34 159 936**	**18 632 759**	**9 015 590**	**117 878 534**
	Autres financements publics**	**374 871 203**	**184 665 958**	**60 323 888**	**63 515 620**	**24 934 325**	**41 431 412**
	Autres financements***	**64 375 591**	**35 255 168**	**16 124 084**	**8 232 843**	**3 179 893**	**1 583 603**
TOTAL		**674 519 644**	**275 507 157**	**110 607 908**	**90 381 222**	**37 129 808**	**160 893 549**

** Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés*

*** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)*

**** Recettes propres et recettes propres fléchées*

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Annexes

Annexe : Tableau de synthèse budgétaire et comptable
Budget rectificatif 2022

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Stocks initiaux	1 Niveau initial des restes à payer (# entre cumul des AE et cumul des CP consommés lors des exercices précédents)		121 503 027
	2 Niveau initial du fonds de roulement		178 079 564
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement		62 684 329
	4 Niveau initial de la trésorerie		115 395 235
	4a dont niveau de la trésorerie fléchée		18 550 791
	4b dont niveau de la trésorerie non fléchée		96 844 443

Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement		669 138 526
	6 Résultat patrimonial		10 900 000
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)		22 365 842
	8 Variation du fonds de roulement		-8 832 000
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	SENS	-1 544 023
	Nouvel emprunt/remboursement de prêt	+	4 564
	Remboursement d'emprunt/prêt accordé	-	-1 548 217
	Cautionnement et dépôts	+/-	-370
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	-550 000
	Variation des stocks	+/-	0
	Charges sur créances irrécouvrables et charges diverses de gestion courante	-	-1 250 000
	Produits divers de gestion courante	+	700 000

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Flux de l'année			
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	-25 266 801
	Ecart entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	-23 066 819
	Ecart entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	
	Ecart entre les charges/immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	-2 199 982
	Ecart entre les charges/immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-	
	12 Solde budgétaire = 8-9-10-11		18 528 824
	13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		600 392
	14 Variation de la trésorerie = 12-13		17 928 432
	14a dont variation de la trésorerie fléchée		13 249 082
	14b dont variation de la trésorerie non fléchée		4 679 350
	15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9+10+11+13		-26 760 432
	16 Variation des restes à payer		-4 012 095

Stocks finaux	17 Niveau final des restes à payer =1+16	117 490 932
	18 Niveau final du fonds de roulement =2+8	169 247 564
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement =3+15	35 923 897
	20 Niveau final de la trésorerie =4+14	133 323 667
	20a dont niveau final de la trésorerie fléchée = 4a+14a	31 799 873
	20b dont niveau final de la trésorerie non fléchée = 4b+14b	101 523 793